

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« NEWARK WILL HAVE MONEY TO SPEND! »
ÉMEUTES, LOGEMENT SOCIAL ET GHETTOÏSATION DES AFRO-
AMÉRICAINS. 1934-1967.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

JONATHAN VALLÉE-PAYETTE

JUILLET 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Il n'y a que le nom de l'auteur sur la couverture de ce mémoire, mais d'innombrables personnes ont rendu possible, d'une manière ou d'une autre, cette recherche, allant d'une supervision régulière aux encouragements de mon entourage.

Je remercie du fond du cœur mon directeur, Greg Robinson, qui a eu la patience de poursuivre son implication dans mon projet au travers ces années tumultueuses. Il a su développer en passion – et en mémoire! – ce qui n'était au tout départ qu'une intuition. Il m'a ouvert toutes les portes possibles et appuyé dans mes recherches et dans l'établissement de contacts. Il a su m'aider à surmonter ce syndrome de l'imposteur, si fréquent dans le milieu universitaire. En tant qu'assistant de recherche, j'ai partagé sa passion pour Eleanor Roosevelt et l'étude des minorités asiatiques aux États-Unis et au Canada. La collaboration avec Greg a suscité de nouveaux intérêts, et j'espère collaborer à nouveau avec lui dans le futur. Sait-on jamais.

Je serai éternellement reconnaissant à ma compagne de tous les jours, Marie-Josée, qui m'a soutenu durant tout ce temps. Mon alliée indéfectible m'a, par son regard extérieur sur mes épreuves de chapitre, permis d'assurer une cohérence dans le texte. Ses encouragements m'ont permis de persévérer et de maintenir un intérêt envers un travail dont j'ai souvent douté de la pertinence. Elle a su maintenir une lumière d'horizon grâce à laquelle j'ai conservé le cap sur une trajectoire que j'ai choisie et, sans elle, j'aurais fort bien pu abandonner ce projet.

Je tiens à remercier ma famille, tout spécialement mes parents Johanne et Daniel, mon frère Alexandre et ma grand-mère Joan pour leur appui inconditionnel tout au long de mon parcours universitaire et leur transmission de la rigueur au travail. Leur

amour et leurs encouragements m'ont permis d'acquérir une confiance insoupçonnée il y a quelques années.

Je remercie les ami·e·s et collègues qui m'ont encouragé et partagé leurs connaissances, notamment Alexandre Leduc, Gabriel Séguin, David Girard, Véronique Pronovost, Jonathan Lalande Bernatchez qui m'a fait découvrir David Theo Goldberg, Marie Léger-St-Jean pour son rigoureux travail de révision et de correction, Marc Donati, Geneviève Fortier-Moreau, Philippe-André Brière, Louis-Charles Letendre-Goyette, Valérie Trudeau, etc. Un grand merci à la famille solidaire et aux camarades syndicalistes qui partagent mon univers professionnel et militant depuis une dizaine d'années.

Enfin, un remerciement aux équipes de professionnel·le·s de recherche, aux assistant·e·s techniques, professeur·e·s d'autres universités et témoins de l'époque qui ont répondu à mes questions et m'ont guidé dans mes recherches, notamment Thomas Allan McCabe de l'Université Rutgers, l'équipe de la *Tamiment Library & Robert F. Wagner Labor Archives* (spécialement Rachel Yood qui a retrouvé l'ensemble de mes archives après un bogue informatique à la *New York University*), Francine Vincelette du service du prêt entre bibliothèques de l'UQAM, l'équipe d'assistant·e·s du *Schomburg Center for Research in Black Culture*, Tom Hayden pour ses validations et ses conseils, Terumi Rafferty-Osaki de l'*American University* de Washington, D.C. pour ses précieuses recherches d'archives et François Larose pour sa lecture et ses conseils.

1

My heart's aflutter!
I am standing in the bath tub
crying. Mother, mother
who am I? If he
will just come back once
and kiss me on the face
his coarse hair brush
my temple, it's throbbing!

then I can put on my clothes
I guess, and walk the streets.

2

I love you, I love you,
but I'm turning to my verses
and my heart is closing

like a fist.
Words! be
sick as I am sick, swoon,
roll back your eyes, a pool,
and I'll stare down
at my wounded beauty
which at best is only a talent
for poetry.

Cannot please, cannot charm or win
what a poet!
and the clear water is thick.

with bloody blows on its head.
I embraced a cloud,
but when I soared
it rained.

That's funny! there's blood on my chest
oh yes, I've been carrying bricks
what a funny place to rupture!
and now it is raining on the ailanthus
as I step out onto the window ledge
the tracks below me are smoky and
glistening with a passion for running
I leap into the leaves, green like the sea

Now I am quietly waiting for
the catastrophe of my personality
to seem beautiful again,
and interesting, and modern.

The country is grey and
brown and white in trees,
snows and skies of laughter
always diminishing, less funny
not just darker, not just gray.

It may be the coldest day of
the year, what does he think of
that? I mean, what do I? And if I do,
perhaps I am myself again.

Frank O'Hara,
Mayakovsky

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I PROBLÈME ET CADRE D'ANALYSE	5
1.1 Cadre d'analyse	6
1.1.1 Le concept du droit à la ville.....	8
1.1.2 Le racisme systémique.....	10
1.2 Corpus documentaire, bilan historiographique et méthodologie.....	14
1.2.1 Fonds d'archives militantes, médias afro-américains et archives gouvernementales	14
1.3 Bilan historiographique	18
1.3.1 L'historiographie de la « cité-apartheid ».....	18
1.3.2 Témoignages et enquêtes de terrain.....	23
1.3.3 Les organisations militantes.....	33
1.3.4 La « république des consommateurs ».....	40
1.3.5 Newark dans la littérature populaire	43
CHAPITRE II 1934-1967. LES POLITIQUES. ENTRE LÉGISLATION FÉDÉRALE ET DYNAMIQUES LOCALES.	46
2.1 La législation fédérale en matière d'habitation	47
2.1.1 Les premiers programmes du <i>New Deal</i>	49
2.1.2 Le <i>National Housing Act</i> de 1934.....	50
2.1.3 L'arrêt <i>United States v. Certain Lands in City of Louisville</i> de 1935.....	50
2.1.4 Le <i>Housing Act</i> de 1937.....	51
2.1.5 Les <i>Housing Act</i> de 1949 et 1954	55
2.2 Les pratiques de discrimination résidentielle	62
2.2.1 Le « <i>redlining</i> » et le « <i>blockbusting</i> »	63

2.2.2	La <i>Veterans Administration</i> et le <i>G.I. Bill</i> , ou la perpétuation de la ségrégation économique et raciale.....	66
2.2.3	Les clauses restrictives et le Quatorzième Amendement de la Constitution étasunienne : les sagas judiciaires de <i>Shelley v. Kraemer</i> (1948) à <i>Reitman v. Mulkey</i> (1967).....	68
2.2.4	Le quotidien des habitations publiques.....	72
2.3	La politique newarkaise.....	76
2.3.1	La mainmise du crime organisé.....	76
2.3.2	Les structures de cooptation : le rôle de Irvine Turner.....	78
2.3.3	La <i>Newark Housing Authority</i>	80
2.4	Conclusion.....	87
CHAPITRE III 1942-1967. POLITISATION ET ORGANISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX.....		89
3.1	Les organisations traditionnelles : la <i>National Association for the Advancement of Colored People</i> et la <i>Urban League</i>	91
3.1	Aux origines de la <i>New Left</i> : le <i>Congress for Racial Equality</i>	93
3.2	<i>Students for a Democratic Society</i> et le <i>Student Nonviolent Coordinating Committee</i>	97
3.3	Le <i>Economic and Research Action Project</i> (ERAP).....	98
3.4	Le <i>Clinton Hill Neighborhood Council</i> : allié local de SDS.....	100
3.5	Été 1964: Le <i>Newark Committee on Full Employment</i>	104
3.6	Dissensions et implosion du NCOFE.....	107
3.7	« <i>War on rats, roaches and ridiculous rent</i> » : le <i>Newark Community Union Project</i>	109
3.8	La <i>New Jersey School of Medicine and Dentistry</i>	116
3.9	Conclusion.....	121
CONCLUSION.....		124
BIBLIOGRAPHIE.....		133

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ADA	Americans for Democratic Action
AFL-CIO	American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations
CHNC	<i>Clinton Hill Neighborhood Council</i>
CORE	Congress for Racial Equality
CPB	Central Planning Board
EFC	Emergency Fleet Corporation (1918)
EFMA	Emergency Farm Mortgage Act (1933)
ERAP	Economic Research and Action Project
FBI	Federal Bureau of Investigation
FHA	Federal Housing Administration (1934)
FHLB	Federal Home Loan Bank
FOR	Fellowship for Reconciliation
HOLC	Home Owners Loan Corporation (1933)
LID	League for Industrial Democracy

NAACP	National Association for the Advancement of Colored People
NAHB	National Association of Home Builders
NCC (Newark)	New Community Corporation
NCC (Newark)	Newark Coordinating Committee
NCCCR	Newark Coordinating Council for Civil Rights
NCNCR	Newark Commission for Neighborhood Conservation & Rehabilitation
NCOFE	Newark Committee On Full Employment. On retrouve aussi le National Committee on Full Employment.
NCUP	Newark Community Union Project
NEDC	Newark Economic Development Corporation
NHA	Newark Housing Authority (1938)
NIRA	National Industrial Recovery Act
NJAHRO	New Jersey – National Association of Housing & Redevelopment Officials
NPL	Newark Public Library
NUL	National Urban League
NYPL	New York Public Library

NYU	New York University
PWA	Public Works Administration
OEO	Office of Economic Opportunity
SCLC	Southern Christian Leadership Council
SDS	Students for a Democratic Society
SLID	Student League for Industrial Democracy
SNCC	Student Nonviolent Coordinating Committee
SWP	Socialist Workers Party
UAW	United Auto Workers
UCC (Newark)	United Community Corporation
UL	Urban League
USHA	United States Housing Authority
USHC	United States Housing Corporation (1918)
VA	Veterans Administration

RÉSUMÉ

Nos recherches portent sur la ghettoïsation de la population afro-américaine de 1937 à 1967 à Newark au New Jersey, soit depuis l'adoption par le Congrès étasunien du *Housing Act* de 1934 jusqu'aux émeutes de juillet 1967. Nous démontrons comment des transformations démographiques, la désindustrialisation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et un appareil politique municipal autoritaire ont abouti sur ce phénomène. Nous portons une attention particulière aux activités politiques et militantes de la population newarkaise qui s'organise sur des bases indépendantes des structures de pouvoir officielles et la fondation de regroupements militants dits « interraciaux » dont l'action se déploie sur des bases d'égalité raciale et économique.

Dès la seconde page de son rapport publié en 1968, la *National Advisory Commission on Civil Disorders* souligne le rôle de la société blanche dans la formation des ghettos : « *What white Americans have never fully understood - but what the Negro can never forget - is that white society is deeply implicated in the ghetto. White institutions created it, white institutions maintain it, and white society condones it* ». Les organisations militantes afro-américaines comme la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP) ou le *Congress for Racial Equality* (CORE) dénoncent depuis des décennies les conditions insalubres et le manque de logements dans les centres urbains. C'est à partir de cette intersection entre racisme systémique et processus d'urbanisation que nous nous sommes intéressé au cas newarkais.

Notre premier chapitre aborde divers éléments historiographiques sur lesquels nous nous appuyons pour soutenir notre hypothèse. Nous analysons plusieurs arrêts et décisions de tribunaux lors de notre second chapitre. Ce dernier sera l'occasion d'étudier en détail l'expérience du racisme systémique, tant en ce qui a trait au cadre légal qui régit l'urbanisation qu'à l'appareil politique newarkais. Les pratiques, officielles ou informelles, de discrimination raciale sont abordées pour permettre au lectorat de saisir l'expérience vécue par les Newarkais. Finalement, notre troisième chapitre porte sur les organisations nationales et locales qui mènent une lutte active contre la ségrégation raciale et pour l'établissement d'un rapport de force politique qui soit favorable aux Newarkais. Nous voyons comment de nouvelles organisations indépendantes ont défié des organisations établies depuis des décennies.

Mots clés : 1937-1967, racisme, urbanisme, étudiant, États-Unis, Newark, New Jersey, habitation, logement, droits civiques, *New Deal*, *Fair Deal*, Great Society, Afro-Américains, Noirs.

INTRODUCTION

Le 12 juillet 1967, John W. Smith, un chauffeur de taxi afro-américain est arrêté lors de son quart de travail par des officiers blancs de la police de Newark au New Jersey, pour une infraction au code de la route dont la nature est contestée depuis¹. La nouvelle de son arrestation et la rumeur à l'effet qu'il aurait été battu à mort par les officiers de police se propagent rapidement, notamment grâce aux communications radio des chauffeurs de taxi. Bien que fausse, la rumeur n'est pas infondée puisque Smith a bel et bien été battu par les agents de la police. Une manifestation réunissant une centaine de Newarkais a lieu devant le poste de police du *Central Ward* où Smith est détenu.

Ces manifestations marquent le début des émeutes newarkaises de juillet 1967 qui durent cinq jours et où l'administration municipale fait appel à la garde nationale du New Jersey. Ces émeutes suivent des années de politiques de renouvellement urbain (*urban renewal*) et l'émergence d'une nouvelle génération de militants déterminés à établir une nouvelle dynamique politique basée sur la coopération dite « interraciale », l'égalité économique et le contrôle populaire de l'administration municipale. À cet égard, la ville dans laquelle Smith est arrêté le 12 juillet 1967 connaît des transformations urbaines et politiques rigoureuses depuis 30 ans et est le théâtre d'une

¹ Selon le rapport présenté à la commission Kerner, le permis de conduire de Smith a été révoqué après quelques accidents, et il est arrêté en vertu du non-respect de cette révocation. Le témoignage de Smith lors de l'enquête du journaliste Ronald Porambo soutient qu'il aurait plutôt été arrêté pour avoir indiqué à une voiture de police qu'elle obstruait la voie.

lutte entre une administration municipale autoritaire et une nouvelle génération d'activistes pour les droits civiques.

Outre les émeutes de Newark, 67² autres villes étasuniennes connaissent des émeutes durant l'été de 1967. Dans son rapport publié en 1968, la *National Advisory Commission on Civil Disorders*³ (ci-après appelée Commission Kerner), mise sur pied à l'initiative du président Johnson, identifie la discrimination raciale en matière d'habitation et d'urbanisme comme l'une des causes principales de la ghettoïsation de la population afro-américaine et des émeutes. Ces conclusions ne sont en aucun cas nouvelles en elles-mêmes. Les organisations militantes afro-américaines, comme le *Congress for Racial Equality* (CORE) ou la *Urban League* (UL) dénoncent depuis des décennies les conditions insalubres et le manque de logements dans les grands centres urbains. Ce sur quoi la Commission Kerner insiste dans son introduction est le concept de racisme systémique : « *What white Americans have never fully understood - but what the Negro can never forget - is that white society is deeply implicated in the ghetto. White institutions created it, white institutions maintain it, and white society condones it*⁴ ». Comment l'urbanisation et le racisme se combinent pour produire un système de ghetto dans les grandes villes étasuniennes du Nord? C'est à partir de cette question que nous nous sommes intéressés à la ville de Newark.

Newark représente l'archétype de la ville industrielle étasunienne à prédominance afro-américaine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. D'une part, la composition démographique de Newark se transforme rapidement à partir de 1940. Les données dont nous disposons sont éloquentes : de 10 % de la population totale

² Yutaka Sasaki, « "But Not Next Door": Housing Discrimination and the Emergence of the "Second Ghetto" in Newark, New Jersey, after World War II », *Japanese Journal of American Studies*, n° 5, 1993-1994, p. 113.

³ *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, The New York Times Edition, New York, E.P. Dutton & Co., Inc, 1968, 109 p.

⁴ *Ibid.*, p. vii.

(380 000) en 1945, les Afro-Américains représentent 55 % des 405 000 habitants de Newark en 1965⁵. Notons de 95 % des logements du *Central Ward* sont occupés par des Afro-Américains en 1967⁶. La ville compte aussi le nombre le plus élevé d'habitations publiques par habitant aux États-Unis⁷.

Marginalisés du processus politique par le découpage partisan des cartes électorales (*gerrymandering*) et de l'accès aux capitaux par des pratiques comme le *redlining*, à travers lequel des quartiers entiers se voient refuser des prêts hypothécaires en raison de leur démographie, les Afro-Américains constituent une population qui habite les ghettos des centres-villes. Pour les militants progressistes de l'époque, particulièrement à *Students for a Democratic Society* (SDS), Newark représente un cas aigu de racisme systémique. Les années 1960 représentent une période de transformations importantes pour les organisations militantes. La coalition progressiste⁸ à la base du *New Deal* cherche alors à donner un nouveau souffle aux politiques sociales du gouvernement fédéral. Au même moment, l'administration Johnson lance la *Great Society*, une série de programmes gouvernementaux destinés à éliminer la pauvreté et la ségrégation raciale en insistant particulièrement sur les problèmes urbains. Notre mémoire s'inscrit donc dans la foulée des recherches qui

⁵ Inderjit S. Thind, Donald B. Louria, Rosemary Richter, Elizabeth Simoneau et Martin Feurman, « Infant Mortality in Newark, New Jersey: A Study of Sociodemographic and Medical Factors », *Public Health Reports*, vol. 94, n° 4, juillet-août 1979, p. 349.

⁶ *Loc. cit.*

⁷ State of New Jersey Governor's Select Commission on Civil Disorder, *Report for Action: An Investigation Into the Causes and Events of the 1967 Newark Race Riots*, New York, Lemma Publishing Corporation, 1972, 202 p.

⁸ Traduction libre de « *liberal coalition* », concept que nous retrouvons dans la thèse doctorale de David Milton Gerwin, *The End of Coalition: The Failure of Community Organizing in Newark in the 1960s*, New York, Thèse de doctorat présentée à l'Université Columbia, 1998, 182 p.

analysent les mouvements militants locaux en insistant sur les dimensions urbaines et socioéconomiques de leurs luttes⁹.

⁹Notons quelques publications récentes : la thèse doctorale de David Milton Gerwin (*ibid.*); Kevin Mumford (*Newark: A History of Race, Rights and Riots in America*, 2007) et Marylou Bongiorno (*Revolution 67*, documentaire de 2007).

CHAPITRE I

PROBLÈME ET CADRE D'ANALYSE

L'objectif de notre mémoire est double. D'une part, nous analysons les effets des politiques d'habitation sur le territoire newarkais et, d'autre part, nous démontrons la place centrale qu'occupe la relation entre ces politiques et le processus d'urbanisation dans l'émergence d'une nouvelle coalition militante en 1964. D'autre part, nous cherchons à réconcilier deux historiographies : l'une traitant des problèmes d'urbanisation, l'autre traitant de la marginalisation des Afro-Américains. La particularité de notre étude tient à ce que ces deux historiographies, dont les documentations respectives couvrent un large spectre de leurs thématiques, sont abordées dans la perspective des politiques en matière de logement et des revendications qui y sont liées. L'espace urbain newarkais est appréhendé comme dynamique, où les changements profonds au tissu urbain entraînent une remise en question de la conception des rapports sociaux et de l'action politique. Sans nécessairement nier aveuglément les conséquences sociales des politiques d'habitation, l'historiographie urbaine a parfois tendance à percevoir la ville non pas comme véritable processus social, mais comme un volume désincarné sur le plan des dynamiques politiques. C'est là où l'historiographie des mouvements sociaux permet de la revitaliser.

La problématique de notre étude s'articule en deux temps. Nous étudions en quoi l'aménagement géographique de Newark témoigne de la nature discriminatoire des politiques en matière de logement. Ensuite, nous étudions comment ces politiques

d'habitation ont spécifiquement visé les Afro-Américains. Comment les résidents ont-ils cherché à répondre à ces politiques? En sous-question, nous cherchons à comprendre dans quelle mesure l'organisation autonome de mouvements politiques constitue à la fois une critique et une réponse à un appareil politique reposant sur la cooptation des minorités démographiques et politiques.

1.1 Cadre d'analyse

Dans un essai publié en 1929 portant sur « la nature humaine et la ville¹ », le sociologue étasunien Robert Ezra Park décrit la ville comme « l'habitat naturel de l'homme civilisé² ». Il écrit que :

La ville et l'environnement urbain représentent la tentative la plus cohérente et, à tout prendre, la plus réussie pour transformer selon notre propre désir le monde dans lequel nous vivons. Mais, si la ville est le monde que l'homme a créé, c'est aussi le monde dans lequel il est désormais condamné à vivre.³

L'une des figures de proue de l'École de Chicago en sociologie, Park envisage la ville comme un vaste laboratoire social permettant d'étudier la paupérisation d'importants segments de la population (particulièrement les immigrants et les Afro-Américains), la mobilité sociale et l'hétérogénéité culturelle en relation avec l'urbanisation phénoménale que connaît Chicago au début du XX^e siècle. La compétition pour l'accès aux ressources est un élément fondamental de l'écologie urbaine développée

¹ Robert E. Park, « La ville comme laboratoire social » (1929), dans Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, dir., *L'École de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, coll. « Champs d'essai », 1979 (2004), pp. 167-183.

² *Ibid.*, p. 167.

³ *Loc. cit.*

par Park et constitue l'origine de la composition de différentes « aires naturelles⁴ » dans la ville (le centre, les ghettos, les banlieues, etc.) et a à la fois comme fonction et comme conséquence la ségrégation de la population, regroupée en différentes communautés culturelles. Pour Park, cette ségrégation repose notamment sur une différenciation d'ordre racial⁵.

Park pose ainsi une question d'ordre éthique : celle de la mobilisation de ressources (matérielles, culturelles, etc.) en fonction de valeurs et d'objectifs qui sont à la fois le produit et la condition d'existence d'un système socioéconomique particulier. En effet, les programmes de renouvellement urbain et d'accès à la propriété au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sont le résultat de la mobilisation de vastes ressources en capitaux accumulés durant la guerre. Toutefois, ils sont également une condition fondamentale pour la croissance de l'économie capitaliste (par la consommation de masse nécessaire pour soutenir la création de nouveaux marchés et l'accumulation de capital en découlant). La justification morale de ces programmes passe par l'adhésion à un ensemble de valeurs abstraites communément appelées la « façon de faire étasunienne » (*American way*). À partir des commentaires de Park que nous retrouvons ci-haut, nous pouvons dégager trois éléments d'analyse fondamentaux qui sont au cœur de notre étude : la géographie urbaine, le racisme systémique et les relations de pouvoir en découlant. Les concepts de droit à la ville et

⁴ Pour Park, la ville est une « unité fonctionnelle » composée de différentes « aires naturelles ». Pour les communautés végétales ou animales, la compétition a contribué à établir une « distribution ordonnée de la population » et « une différenciation des espèces dans leur habitat ». Par contre, pour ce qui est des communautés humaines, la compétition est d'ordre économique et fondée sur la division du travail et sur « une différenciation des fonctions et des professions entre organismes individuels ». Les « aires naturelles » sont ainsi liées à cet ensemble de divisions. La communication complète cet écosystème propre aux sociétés humaines. Voir Robert E. Park, « La ville comme phénomène naturel » (1952), dans Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, dir., *op. cit.*, p. 185-196.

⁵ Park cite également la langue, les distinctions culturelles et la division du travail comme autres facteurs de ségrégation. Voir Robert E. Park, « La communauté urbaine : un modèle spatial et un ordre moral » (1926), dans Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, dir., *op. cit.*, p. 202-203.

de racisme systémique permettent d'expliquer, d'un point de vue théorique, l'étendue de la marginalisation tant politique que géographique des Afro-Américains newarkais.

1.1.1 Le concept du droit à la ville

Dans un tract⁶ du *Newark Committee on Full Employment* (NCOFE) distribué à l'été 1964, les citoyens du district du *Central Ward* étaient invités à participer à une rencontre d'information portant sur la conversion d'un lot de terrain à l'abandon. Un croquis du lot en question est reproduit sur le tract avec l'inscription « *Playground or dump, parking lot, empty lot, businesses???* ». Sous cette inscription, le NCOFE poursuit :

If we want these lots used for something which will HELP US, WE ALL MUST JOIN TOGETHER⁷. Hear reports from your neighbors who went to City Hall and to look at other parks for ideas. COME, Tuesday July 28 – 8PM, Mrs. Allen's – 593 Hunterdon.

Avec des réunions de type « assemblées de cuisine », les organisations militantes comme le NCOFE ont pour objectif de réunir les résidents du ghetto, discuter de leurs problèmes quotidiens et former des comités de travail visant notamment la documentation des infractions au Code du logement, l'organisation des résidents et l'établissement de solutions concrètes aux problèmes du ghetto (salubrité des logements et défense des droits des locataires, sécurité publique, emplois, éducation des enfants, etc.). En d'autres mots, les résidents du quartier revendiquent la pleine participation au processus d'urbanisation.

⁶ The Students for a Democratic Society Papers – 1958 à 1970 – 41 rouleaux microfilms (35 mm) (années consultées : 1964-1966). New York University, Bobst Tamiment Library, Main Collection, Film R-7095, bobine n° 21. Le NCOFE est l'ancêtre de ce qui deviendra le *Newark Community Union Project* (NCUP).

⁷ Les majuscules du texte original sont reproduites.

Le concept de droit à la ville a été mis de l'avant par le philosophe français Henri Lefebvre⁸. Il appréhende la ville comme un bien commun et un processus politique qu'il nomme « processus d'urbanisation ». Il milite en faveur d'une démocratie urbaine radicale et voit le processus d'urbanisation comme étant à l'origine de la production de l'espace. Chez Lefebvre, l'espace repose sur trois dimensions : l'espace perçu, l'espace conçu et l'espace vécu⁹. L'espace perçu est l'espace réel, bâti; l'espace conçu réfère à la représentation qu'un individu ou un groupe a de l'espace perçu. Quant à l'espace vécu, il s'agit d'un croisement entre les deux espaces précédents qui réfère à « l'expérience de l'espace de la vie quotidienne¹⁰ ». L'espace vécu repose donc en partie sur une expérience réelle et pratique de l'espace, par exemple celle de se retrouver dans un complexe de tours d'habitation d'une dizaine d'étages, et en partie sur la perception que nous avons de ces tours d'habitation dans la vie quotidienne (par exemple, s'y sent-on en sécurité?). Pour Lefebvre, la production de l'espace se retrouve ainsi au cœur des luttes pour le contrôle politique de la ville.

En outre, les pressions financières dictent les investissements et les politiques. En marge de ces pressions, les résidents souhaitent exercer un pouvoir politique de plus en plus effectif. Le tract que nous avons mentionné plus haut invite ainsi les résidents du quartier non seulement à s'approprier les structures de pouvoirs déjà existantes (« *Hear reports from your neighbors who went to City Hall* »), mais à les dépasser en s'organisant sur leurs propres bases pour réfléchir à l'avenir du quartier (« *If we want these lots used for something which will HELP US, WE ALL MUST JOIN TOGETHER.* »). C'est dans cette perspective que le géographe britannique David Harvey écrit, dans un article sur le droit à la ville publié en 2008 :

⁸ Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Economica, 1968 (2009), 135 p.

⁹ Mark Purcell, « Excavating Lefebvre: The right to the city and its urban politics of the inhabitant », *GeoJournal*, vol. 58, 2002, <http://faculty.washington.edu/mpurcell/geojournal.pdf>, p. 102.

¹⁰ *Loc. cit.*

*The right to the city is far more than the individual liberty to access urban resources: it is a right to change ourselves by changing the city. It is, moreover, a common rather than an individual right since this transformation inevitably depends upon the exercise of a collective power to reshape the processes of urbanization*¹¹.

Plus que le simple droit de participation, le droit à la ville implique un droit à l'appropriation des structures de pouvoir et de production de l'espace par les résidents¹².

C'est à travers ce concept du droit à la ville que nous analysons les luttes sociales et raciales qui se sont déroulées à Newark, en particulier celles des années 1960, car les organisations militantes qui les ont incarnées ont clairement et radicalement remis en question la légitimité des structures de pouvoir qui gouvernaient la ville. Ce concept nous permet également d'inscrire notre étude dans la compréhension d'événements contemporains, comme les émeutes au Brésil (Rio de Janeiro, Brasilia, etc.) et en Turquie (Istanbul) en 2013, et aux États-Unis (Ferguson) en 2014.

1.1.2 Le racisme systémique

Le concept du droit à la ville nous amène ainsi à comprendre la remise en question radicale des structures et processus de pouvoirs qui gouvernent la ville. La majeure partie de l'historiographie consultée aborde, à divers degrés, l'implication des structures institutionnelles (la pratique du *redlining*, par exemple) et des pratiques informelles (par exemple, l'application des « clauses restrictives » [*restrictive covenants*] dans la vente de maisons) dans la ségrégation raciale. Comme nous l'avons vu avec le concept du droit à la ville, le caractère (re)productif de l'économie politique des villes doit être interprété dans son sens large. À cet égard, la

¹¹ David Harvey, « The Right to the City », *New Left Review*, n° 58, septembre-octobre 2008, <https://newleftreview.org/II/53/david-harvey-the-right-to-the-city>.

¹² Mark Purcell, *op. cit.*, p. 102.

marginalisation raciale est un élément constitutif du processus d'urbanisation tel qu'il s'est déployé à Newark, organisant l'espace, délimitant les aires, la circulation des personnes, etc. sur la base de l'appartenance ethnique et culturelle d'un groupe. L'expérience de discrimination raciale à Newark est à ce point totale qu'elle participe d'une véritable *culture raciste*¹³.

Pour David Theo Goldberg, directeur du *University of California Humanities Research Institute*, un des problèmes fondamentaux dans l'analyse libérale classique du racisme repose dans l'appréhension du racisme comme d'une déviance marginale, d'un phénomène limité et contenu dans certains espaces. Pour Goldberg, le racisme est une construction sociale historique qui ne repose pas exclusivement sur des critères de différenciation de nature ethnique¹⁴. C'est pourquoi Goldberg réfère fréquemment *aux racismes*. Le racisme trouve donc sa légitimité au sein d'un discours cohérent et de pratiques conséquente. Il n'a pas besoin de s'appuyer, exclusivement du moins, sur des lois formelles pour avoir un effet réel : « Racisms involve promoting exclusions, or the actual exclusions of people in virtue of their being deemed members of different racial groups, however racial groups are taken to be constituted¹⁵ ». Pour nos recherches, nous étudions le comportement des institutions publiques en matière d'habitation :

If it is reasonably clear that some institutional practices give rise to racially patterned exclusionary or discriminatory outcomes, no matter the institutional aims, and the institution does little or nothing to avoid,

¹³ Dans sa critique radicale du racisme, David Theo Goldberg indique que « *[i]n the 1950s and 1960s, slum administration replaced colonial administration* ». Voir David Theo Goldberg, « "Polluting the Body Politic": Racist discourse and urban location », dans Malcolm Cross et Michael Keith (dir.), *Racism, the City and the State*, New York, Routledge, 1993, p. 46.

¹⁴ David Theo Goldberg, « The Social Formation of Racist Discourse », dans David Theo Goldberg (dir.), *Anatomy of Racism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1990, p. 296.

¹⁵ David Theo Goldberg, *Racist Culture: Philosophy and the Politics of Meaning*, Cambridge, Blackwell Publishers, 1993, p. 98. L'auteur souligne.

*diminish, or alleviate these outcomes, the reasonable presumption must be that the institution is racist or effectively promotes racism of a sort*¹⁶.

Un certain nombre d'auteurs, dont Douglas S. Massey et Nancy A. Denton, réfèrent à l'*apartheid étasunien (American apartheid)* pour décrire la marginalisation raciale urbaine vécue par les Afro-Américains. Goldberg identifie des caractéristiques principales à ce qu'il appelle la cité-apartheid¹⁷ (*apartheid polis*) que nous retrouvons au sein de nos recherches sur Newark. Premièrement, on trouve des gains inestimables, à la fois sur les plans macro- et micro-économiques, pour la population blanche directement liés à des pratiques de discrimination raciales (travailleuses domestiques peu onéreuses, accès privilégié au crédit, institutions d'enseignement et de santé de qualité, etc.). Deuxièmement, on retrouve une planification rationnelle et bureaucratiquement organisée fondée sur une ségrégation raciale de l'espace. Troisièmement se développe un processus d'accès et de sortie rapide de la ville (un équivalent urbain du *fly-in/fly-out*) grâce auquel la population blanche, habitant les banlieues, a un accès rapide au centre-ville (possession de voitures, autoroutes, etc.) mais où la population afro-américaine n'a pas un accès aussi direct et rapide aux banlieues (transport collectif inadapté). Quatrièmement, on identifie un renouvellement rapide de la population qui habite les complexes d'habitation (communément appelés *high-rise projects* ou simplement *projects*). Cinquièmement, une cité-apartheid comprend une zone géographique racisée qui devient un espace de sujétion et d'assujettissement (prostitution, répression policière, insalubrité, etc.).

Si le racisme est lié au thème de la domination, sa nature a plus à voir avec l'exclusion. En ce sens, la formation de ghettos et de classes racisées et marginalisées n'est pas seulement une des conséquences de la culture raciste, mais une nécessité

¹⁶ *Ibid.*, p. 99.

¹⁷ *Ibid.*, p. 78, 134, 137, 193, 194, 199 et 203.

inhérente. Comme Goldberg l'écrit dans *Racist Culture: Philosophy and the Politics of Meaning* : « (...) *some exclusions may be for the sake of nothing else than holding the racially different at a distance*¹⁸ ». Les relations entre et au sein des classes sociales se trouvent également racisées (entre ouvriers afro-américains et blancs¹⁹). En réponse à cette division au sein des classes populaires, la nouvelle génération de militants dans les années 1960 ont créé des coalitions « interraciales » dont les objectifs principaux étaient la déségrégation raciale et l'égalité économique.

L'exclusion définit ainsi ce qui est « à l'intérieur » ou « à l'extérieur » d'aires géographiques définies en fonction des accès aux biens et services qu'on y trouve, mais aussi, et surtout, de la possibilité d'y exercer ses droits. À cet égard, Goldberg rappelle les origines racistes de l'élimination des taudis (*slum clearance*), établie dans sa forme contemporaine par les autorités coloniales en Afrique afin de « protéger » les Européens de la propagation de maladies infectieuses en provenance des aires urbaines pauvres habitées principalement par des Noirs. La ségrégation spatiale basée sur la « race » a été ainsi considérée comme une mesure de santé publique « nécessaire »²⁰. En se basant sur le concept de l'*hétérotopie* de Michel Foucault pour qualifier des espaces (géographiques ou imaginaires) radicalement opposés, Goldberg indique que « *the slum locates the lower class, the racial slum, the underclass*²¹ ». En ce sens, les *projects* incarnent un espace périphérique, extérieur et racisé.

¹⁸ *Ibid.*, p. 95.

¹⁹ La chanson de Bob Dylan « Only a Pawn in Their Game », de l'album *The Times They Are A'Changin'* paru en 1964, évoque cette ségrégation entre Afro-Américains et Blancs au sein de la classe ouvrière.

²⁰ David Theo Goldberg, *Racist Culture*, *op. cit.*, p. 191.

²¹ *Ibid.*, p. 192, l'auteur souligne.

1.2 Corpus documentaire, bilan historiographique et méthodologie

Les sources utilisées pour cette recherche s'inscrivent au carrefour de deux historiographies, l'une urbaine et géographique, l'autre portant sur les mouvements pour les droits civiques. La première saisit la ville par le biais du processus d'urbanisation (politiques de renouvellement urbain, économie politique, etc.) et ses conséquences en matière d'aménagement urbain; la seconde, par le biais de l'étude des regroupements militants pour la défense des droits civiques et pour la réappropriation de l'espace urbain. Le recours à différents articles et fonds d'archives s'est avéré essentiel pour compléter l'historiographie universitaire.

Comme nous l'avons vu dans la problématique de ce mémoire, nous fondons notre analyse sur trois concepts fondamentaux : le droit à la ville, le racisme systémique et la géographie urbaine. D'un point de vue méthodologique, l'un des objectifs du mémoire est de lier deux historiographies : l'une urbaine et l'autre militante, resituant ainsi les luttes populaires dans leur contexte socioéconomique.

1.2.1 Fonds d'archives militantes, médias afro-américains et archives gouvernementales

Les documents d'organisations militantes retrouvés dans les divers fonds d'archives sont essentiellement composés de mémos et de tracts d'information ou de mobilisation. Des revues de presse, des études sociologiques sur les conditions de vie des habitants des quartiers centraux ainsi que des entrevues avec des militants de l'époque complètent nos sources primaires. L'essentiel des articles de journaux et des sources microfilmées proviennent du *Schomburg Center for Research in Black Culture* de la *New York Public Library* (NYPL) ainsi que des *Tamiment Library and Robert F. Wagner Archives* de la *New York University* (NYU). Notons que nous avons pu compter sur l'aide inestimable de Terumi Rafferty-Osaki, doctorant de l'*American University* à Washington, pour l'obtention de certains documents.

Les principaux fonds d'archives militantes sont ceux du *Congress for Racial Equality* (CORE), de *Students for a Democratic Society* (SDS), du *Student Non-Violent Coordinating Committee* (SNCC) et du *Newark Community Union Projet* (NCUP). De moindre importance ont été les fonds de la *National Urban League* (NUL), du *Socialist Workers Party* (SWP) et du journaliste au *Newark News* Douglas Eldridge²². Les archives des organisations militantes comprennent divers types de documents : des coupures de journaux portant sur l'état des marchés immobiliers, des tableaux indiquant les responsabilités des différentes institutions publiques et privées en matière de logement, des mémos sur l'état des différents chapitres de l'organisation ainsi que des études sur le développement communautaire, des tracts de mobilisation, des entrevues avec des responsables militants, des procès-verbaux de divers comités, des bulletins d'information, des résumés de conférence, etc. Nous soulignons l'initiative du NCUP d'établir un projet d'histoire orale où les militants de l'époque ont raconté leurs activités quotidiennes à un intervieweur. Quant au fonds du journaliste newarkais Douglas Eldridge, il contient plusieurs documents permettant au journaliste de faire ses enquêtes : recherches sur l'état du logement, correspondance avec des responsables municipaux et des militants, articles de journaux (notamment sur les organisations newarkaises du *Black Power*), études sur les émeutes, etc.

Des restrictions de temps et de ressources nous ont porté à faire preuve de discrimination quant aux époques consultées. Pour le CORE, les archives consultées couvrent les années 1963 et 1964, soit au moment où le CORE entame une transition de la lutte à la déségrégation des lieux publics vers le droit à la ville. En ce sens, les archives consultées indiquent clairement que le CORE cherche à identifier les enjeux propres aux villes industrielles du Nord : logement, éducation, salubrité, rapports

²² Les documents du fonds Douglas Endridge ont été consultés grâce aux recherches de Terumi Rafferty-Osaki.

locaux entre les forces politiques, etc. Les archives du NCUP consultées couvrent de février à juin 1965, soit le moment où l'organisation entame un véritable travail de terrain. Les archives de SDS consultées portent sur les années 1964 à 1966. Étant l'organisation la mieux structurée du NCUP, nous y retrouvons un bon nombre de documents relatifs à la coalition newarkaise et à la répartition des pouvoirs qu'il peut y avoir. Les archives consultées pour le SNCC portent sur les années 1963 à 1967. Tout comme SDS, le SNCC était une organisation structurée (cela se révèle entre autres dans le classement de ses archives), l'une des forces du NCUP. Notons que pour l'ensemble des fonds consultés, nous retrouvons parfois quelques incongruités : certains documents ne sont pas datés, d'autres ne sont pas classés tandis que certains fonds n'ont pas systématiquement classé certains documents (procès-verbaux, extraits de documents financiers, etc.).

Les archives de journaux afro-américains que nous avons consultées se retrouvent au *Schomburg Center for Research in Black Culture* et à la *Newark Public Library* sur support microfilm. Les archives de six journaux, essentiellement de la région de Newark et de New York (à l'exception d'un seul), ont été consultées et, par restriction de ressources et de temps, une discrimination a également été établie quant aux périodes consultées : le *Michigan Chronicle* (1943-1944), le *New Jersey Afro-American* (1941, 1949-1951, 1953, 1966-1967), le *New York Age* (1941-1943), le *New York Amsterdam News* (1966-1967), le *Newark Evening News* (1966-1967) et le *Newark Star-Ledger*²³ (janvier à juillet 1967). Outre des articles d'information, ces publications sont constituées d'éditoriaux, de chroniques, de lettres d'opinion de la part de lecteurs, de reportages sur certaines personnalités de la communauté afro-américaine, etc. Ces sources donnent une perspective essentielle sur les enjeux locaux,

²³ Les documents du *Newark Star-Ledger* ont été consultés grâce à l'aide inestimable de Terumi Rafferty-Osaki.

sur les rapports de force politiques de la communauté afro-américaine à partir des années 1940 et, grâce aux lettres des lecteurs, un accès aux résidents de la ville.

En ce qui a trait au *Newark Star-Ledger*, principal journal de la communauté blanche de Newark, nous avons pu consulter, en plus des microfilms, un ouvrage publié en 1996 par Ann K. Johnson qui compare les couvertures médiatiques étasunienne et soviétique des émeutes urbaines étasuniennes entre 1965 et 1968²⁴. Dans la mesure où il s'agit d'une étude critique, les références au *Newark Star-Ledger* nous permettent de cerner les limites de sa couverture des événements de Newark. Notons que l'analyse des journaux étasuniens et soviétiques se fait séparément, ce qui permet d'accéder uniquement à la partie étasunienne de l'analyse. Pour demeurer dans les limites de notre sujet, nous n'avons évidemment pas étudié la partie soviétique de l'ouvrage de Johnson. Outre les journaux, les sources de cette étude proviennent notamment d'analyses rétrospectives de journalistes, comme celle de J. Herbert Altschull, qui s'appuie sur les archives des autorités policières, ce qui lui permet de comparer les récits policiers et les publications médiatiques.

Les archives gouvernementales ont été essentiellement consultées à la NYPL au pavillon Schwarzman. Les principales archives consultées sont celles de la Ville de Newark et celles des audiences newarkaises de la *U.S. Commission on Civil Rights*. Les archives de la Ville de Newark comprennent des documents de la *Newark Housing Authority* (NHA), un prospectus d'informations, études sur les impacts sociaux des logements publics, etc., ainsi que deux plans d'urbanisme (*master plans*) pour les années 1947 et 1964. Notons que nous faisons appel aux principaux rapports d'enquêtes suivant les émeutes : le *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders* pour le gouvernement fédéral et le *Report for Action: An*

²⁴ Ann K. Johnson, *Urban Ghetto Riots, 1965-1968: A Comparison of Soviet and American Press Coverage*, New York, Columbia University Press, coll. « East European Monographs », 1996, 209 p.

Investigation Into the Causes and Events of the 1967 Newark Race Riots, publié par le gouvernement de l'État du New Jersey.

1.3 Bilan historiographique

1.3.1 L'historiographie de la « cité-apartheid »

Une des historiographies abordées concerne l'espace urbain, de sa conception à sa construction suivant la période du *New Deal*. C'est en effet à cette période que le gouvernement fédéral met sur pied un ensemble de mesures législatives et d'organisations publiques pour, d'une part, favoriser l'accès à la propriété et, d'autre part, stabiliser et accroître un modèle économique fondé notamment sur la consommation de masse.

La région de Newark est l'une des principales agglomérations urbaines étudiée dans l'ouvrage *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States*²⁵, publié en 1985 par l'historien Kenneth T. Jackson de l'Université Columbia. Cet ouvrage constitue une étude historique globale axée sur l'émergence de la banlieue étasunienne contemporaine à partir d'une perspective historique, géographique et politique. À travers l'histoire de la banlieue étasunienne, c'est l'ensemble de la planification politique de la géographie urbaine que Jackson analyse. L'apport de cette étude pour nos recherches est donc fondamental pour comprendre le fonctionnement institutionnel des politiques d'urbanisation et de leurs conséquences sur l'aménagement géographique du territoire.

Selon Jackson, cinq éléments caractérisent la banlieue contemporaine étasunienne : son emplacement périphérique, sa faible densité de population, une similitude

²⁵ Kenneth T. Jackson, *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States*, New York, Oxford University Press, 1985, 396 p.

architecturale, l'accessibilité à la propriété et une homogénéité économique et raciale. Ces deux derniers éléments sont les plus pertinents pour notre étude. Pour Jackson, la banlieue est la distinction culturelle par excellence des États-Unis :

(...) it is a manifestation of such fundamental characteristics of American society as conspicuous consumption, a reliance upon the private automobile, upward mobility, the separation of the family into nuclear units, the widening division between work and leisure, and a tendency toward racial and economic exclusiveness²⁶.

À cet égard, Jackson cherche à comprendre dans quelle mesure les politiques publiques en matière d'urbanisme visaient le contrôle des minorités ethniques²⁷ et une ségrégation spatiale basée sur l'appartenance ethnique²⁸. Il n'hésite pas à afficher son scepticisme quant à la prétendue neutralité de l'État fédéral étasunien en matière d'urbanisme²⁹.

Jackson identifie deux institutions principales qui ont durablement façonné la géographie urbaine des États-Unis à partir du *New Deal* : la *Home Owners Loan Corporation* (HOLC) et la *Federal Housing Administration* (FHA). La hiérarchisation de l'espace géographique pratiqué par la HOLC et la FHA, deux institutions fédérales hypothécaires de prêt de d'assurances hypothécaires, a mené à un phénomène de « déconcentration³⁰ » de l'espace urbain (évoqué au chapitre 12, mais étudié en détail aux chapitres 13 et 15), analogue aux aires périphériques de David Theo Goldberg et de Michel Foucault. À mesure que l'étalement urbain progresse, nous observons une « homogénéisation » de l'urbanisme où chaque fonction spatiale est strictement déterminée par le biais du zonage: lots résidentiels,

²⁶ *Ibid.*, p. 4.

²⁷ *Ibid.*, p. 191.

²⁸ *Ibid.*, p. 219.

²⁹ *Ibid.*, p. 191.

³⁰ *Ibid.*, p. 219.

espaces commerciaux, parcs industriels, etc. Pour Jackson, cette *déconcentration* de l'espace jumelée à des politiques d'habitation discriminatoires mène à la ghettoïsation de la population afro-américaine et donc, paradoxalement, à sa *concentration* au centre des villes. Bien qu'il soit critique des complexes d'habitation de l'époque, Jackson conclut que ce n'était pas tant l'architecture de ces complexes ni ses habitants qui posaient problème, mais la perception comme quoi l'élimination des taudis et la construction de ces complexes constituaient la seule solution aux problèmes urbains de l'époque³¹.

L'étude de Jackson présente le contexte de création des institutions et des politiques fédérales en matière d'urbanisme et leurs répercussions sur la géographie urbaine. Si son étude est pertinente à nos recherches en ce qui a trait aux conséquences géographiques des politiques fédérales d'urbanisme, elle requiert l'apport d'autres études pour comprendre les conséquences sociopolitiques locales. La documentation de Jackson étant essentiellement composée de documents de planification urbaine ou d'études de cas, les sources primaires produites par les organisations des droits civiques et des journaux locaux permettent de mieux saisir la complexité de la politique locale newarkaise et de raffiner notre compréhension des tensions géoculturelles engendrées par le modèle de développement urbain au lendemain de la crise économique des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale.

L'ouvrage du sociologue et historien Thomas J. Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis: Race and Inequality in Postwar Detroit*³², complète le portrait de la ségrégation raciale et spatiale telle que définie par Jackson. Sugrue confirme les analyses de Jackson et, comme nous le verrons plus tard, de Mumford, de Cohen et

³¹ *Ibid.*, p. 229.

³² Thomas J. Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis: Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton, Princeton University Press, 1998, 375 p.

de Hayden : la ville étasunienne est ségrégée en raison d'inégalités non seulement économiques mais en matière de rapport de force politique. C'est là, nous semble-t-il, la clé pour comprendre tant les forces derrière la ségrégation spatiale que la réponse des organisations militantes, pour qui l'objectif de déségrégation ne peut être atteint que par un rapport de force politique suffisant pour renverser la tendance. En ce sens, l'étude de Sugrue sur Détroit confirme que la dynamique politique newarkaise est loin d'être désincarnée des événements qui ont lieu à l'échelle nationale. Nous observons à Détroit les mêmes dynamiques générales que celles observées à Newark : ségrégation raciale de la géographie, marginalisation politique des Afro-Américains, ségrégation dans l'emploi dans une grande ville en pleine désindustrialisation, pratiques de discrimination résidentielle (comme nous le verrons dans la deuxième partie du Chapitre II : *restrictive covenants*, *redlining*, subdivision de maisons en plusieurs logements, délocalisation de population, etc.).

À cet égard, l'une des études les plus citées dans le domaine de la paupérisation urbaine et de la concentration géographique de l'*underclass* est *American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass*, publiée en 1993 par les sociologues Douglas S. Massey et Nancy A. Denton. Cet ouvrage fait suite à un article du même titre publié en 1990 dans le *American Journal of Sociology*³³. En 1994, Massey a également co-rédigé un article intitulé « Migration, Segregation and the Geographic Concentration of Poverty » publié dans la *American Sociological Review* avec les sociologues Andrew B. Gross et Shibuya Kumiko³⁴. Pour le bénéfice de notre bilan historiographique, nous discuterons principalement de l'ouvrage de Massey et Denton.

³³ Douglas S. Massey, « American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass », *American Journal of Sociology*, vol. 96, n° 2, septembre 1990, p. 329-357.

³⁴ Douglas S. Massey, Andrew B. Gross et Kumiko Shibuya, « Migration, Segregation, and the Geographic Concentration of Poverty », *American Sociological Review*, vol. 59, n° 3, juin 1994, p. 425-445.

Résultat de recherches subventionnées par le *National Institute of Child Health and Human Development* en 1984 pour déterminer le niveau de ségrégation raciale aux États-Unis, *American Apartheid* est avant tout le fruit d'une enquête sociologique ayant mené à un constat sans équivoque : la ségrégation raciale, dont les manifestations les plus flagrantes s'incarnent dans les ghettos, est la principale raison structurelle pour laquelle se perpétue la pauvreté afro-américaine aux États-Unis. Pour appuyer leurs constats, Massey et Denton présentent un historique de la ghettoïsation des Afro-Américains et analysent l'évolution du degré de ségrégation géographique. Trois chapitres sont pertinents pour nos recherches : le premier chapitre, intitulé « The Missing Link », dresse un portrait sommaire de la ségrégation raciale dans l'histoire urbaine étasunienne. Le second chapitre, « The Construction of the Ghetto », est intéressant pour la synthèse que Massey et Denton font des différentes politiques d'urbanisation et d'habitation, surtout depuis le début du XX^e siècle. Enfin, le cinquième chapitre, « The Creation of Underclass Communities », est sans doute le plus pertinent pour sa synthèse des nombreuses données statistiques à la disposition des auteurs et de l'expérience vécue des Afro-Américains. *American Apartheid* nous apparaît donc comme un ouvrage sociologique qui contextualise historiquement bien son sujet d'analyse et qui s'adresse à un public universitaire qui cherche à comprendre le phénomène d'exclusion raciale de manière globale, d'où le fait qu'il soit cité régulièrement dans les sources consultées.

Rédigé à une époque où l'exode d'Afro-Américains vers la banlieue est considéré comme le principal facteur d'aggravation de la pauvreté des Afro-Américains habitant dans les centres urbains, Massey et Denton entendent rétablir le rôle historique de la ségrégation raciale en matière d'habitation. En replaçant ainsi la ségrégation raciale au centre de la paupérisation urbaine des Afro-Américains, Massey et Denton peuvent mettre en relation divers facteurs expliquant cette marginalisation raciale : la désindustrialisation des villes du Nord suivant la Seconde Guerre mondiale, les pratiques bancaires discriminatoires, la marginalisation

géographique des Afro-Américains par la construction de vastes complexes d'habitation publics, la migration massive d'Afro-Américains du Sud vers le Nord, etc. Sociologues, Massey et Denton cherchent à détecter des modèles pouvant expliquer l'organisation de la ségrégation spatiale basée sur la discrimination raciale.

Massey et Denton en viennent à établir un schéma en vertu duquel la concentration géographique de la population afro-américaine tend à augmenter plus rapidement que celle des autres groupes culturels en raison de la marginalisation économique et l'exclusion raciale dont elle est victime³⁵. Cette *hyperségrégation*³⁶ explique la particularité afro-américaine de l'*underclass*³⁷. Bien que ne portant pas spécifiquement sur le cas newarkais, l'approche sociologique de l'étude de Massey et Denton permet une contextualisation pertinente des observations *in situ* de Paul Jacobs, Tom Hayden et Ronald Porambo que nous aborderons dans la prochaine section.

1.3.2 Témoignages et enquêtes de terrain

L'ouvrage *Prelude to Riot: A View of Urban America From the Bottom*³⁸ de Paul Jacobs, journaliste au magazine de gauche *Mother Jones*, offre un témoignage de première main concernant les conditions de vie dans les ghettos afro-américains des années 1960. Tant sur le plan de la méthodologie que sur celui de la rédaction, l'étude est une enquête journalistique. Jacobs, qui assume un point de vue militant de gauche, utilise des entrevues avec des responsables administratifs de complexes d'habitation publics, des représentants de la police, des citoyens afro-américains et des militants

³⁵ Douglas S. Massey et Nancy A. Denton, *American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass*, Cambridge, Harvard University Press, 1993 (2001), p. 123-124.

³⁶ *Ibid.*, p. 83.

³⁷ *Ibid.*, p. 146-147.

³⁸ Paul Jacobs, *Prelude to Riot: A View of Urban America From the Bottom*, New York, Vintage Books, 1968, 298 p.

d'organisations afro-américaines pour les droits civiques et le droit à un logement décent. L'enquête, réalisée à Los Angeles, se veut donc une démonstration complète au public étasunien des conditions de vie du ghetto, non seulement en ce qui a trait aux conditions socio-sanitaires des logements, mais aussi aux relations avec les autorités policières et administratives. Il en ressort un portrait global qui, bien qu'il ait été réalisé à Los Angeles, peut s'appliquer à Newark³⁹.

Chaque chapitre de l'ouvrage porte sur une institution ou un aspect particulier des conditions socioéconomiques des classes racialement marginalisées : la police, la sécurité sociale (« *the Welfare Bureau* »), l'emploi, le logement, les soins de santé et l'éducation. L'ouvrage se termine par une analyse critique de la commission McCone qui a siégé après les émeutes de Watts, un quartier de Los Angeles, en août 1965. L'ouvrage de Jacobs est pertinent pour notre étude parce qu'il nous permet d'inclure les impressions des résidents. Au-delà des politiques d'habitation et de notre approche théorique, les témoignages de première main sont essentiels pour une compréhension qui soit la plus complète possible des événements. Nous retrouvons ainsi un aperçu *in situ* de la *city-apartheid* telle qu'envisagée par Goldberg, notamment: des zones racisées où la présence de tout Afro-Américain est naturellement perçue comme suspecte par les policiers⁴⁰, un renouvellement rapide des locataires, planifié par les autorités publiques⁴¹, et finalement une perception du ghetto, y compris par les autorités policières, comme endroit d'assujettissement des Afro-Américains⁴².

³⁹ Ou dans d'autres villes: « *This book is about one city, Los Angeles, which erupted into violence, but it could be about Detroit, Newark, New York, Rochester, Chicago, Sacramento, or any other city* ». *Ibid.*, p. 12.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 130, 132, 139, 140 et 149.

⁴¹ *Ibid.*, p. 136.

⁴² *Ibid.*, chapitre 1 (« The Police »), p. 13-60.

Notons que Jacobs contextualise son propos à l'aide de données statistiques, notamment tirées d'une vaste enquête réalisée en 1965 intitulée *Negroes in Cities: Residential Segregation and Neighborhood Change*⁴³, l'une de nos sources d'informations secondaires. Cette recherche, effectuée par les sociologues Karl et Alma F. Taeuber de l'Université de Chicago, se base sur des données empiriques des conditions socioéconomiques et sanitaires des ghettos afro-américains ainsi que sur les données de recensement. Les Taeuber cherchent à établir des modèles de marginalisation urbaine des Afro-Américains sur lesquels ils établiront, plus loin dans leur étude, qu'aucune avancée socioéconomique de la population afro-américaine, aussi significative soit-elle, ne pourra à elle seule mettre un terme à la ségrégation résidentielle. Il s'agit là d'une théorie qui pourra être validée par les observations, 20 ans plus tard, de Massey et Denton. En effet, ils ont indiqué que les avancées socioéconomiques des Afro-Américains dans les années 1970 et 1980 n'avaient en aucun cas enrayé la discrimination résidentielle et qu'au contraire la paupérisation des centres urbains s'était poursuivie. L'étude des Taeuber est complétée par une série de cartes de différentes villes indiquant l'état de la ségrégation spatiale et plus d'une soixantaine de tableaux de données démographiques. Ces dernières permettent d'insérer les témoignages de résidents, de militants et de responsables politiques et administratifs dans une dynamique sociale plus complète.

Les mémoires de Junius Williams, *Unfinished Agenda: Urban Politics in the Era of Black Power*⁴⁴, contribuent à nos recherches sur les organisations militantes newarkaises. Afro-Américain originaire de Richmond, en Virginie, c'est durant ses études au *Amherst College* au Massachusetts que Williams développe sa conscience politique. Après un voyage en Ouganda, où il s'instruit sur les mouvements de

⁴³ Karl E. et Alma F. Taeuber, *Negroes in Cities: Residential Segregation and Neighborhood Chance*, New York, Atheneum, 1965 (1972), 284 p.

⁴⁴ Junius Williams, *Unfinished Agenda: Urban Politics in the Era of Black Power*, Berkeley, North Atlantic Books, 2014, 413 p.

libération africains, il rejoint les rangs du SNCC avec qui il participe aux manifestations de Montgomery en 1965. C'est à la fin de ses études à Amherst que Tom Hayden recrute Williams dans le NCUP. Dans ses mémoires, Williams rapporte que, selon Hayden, le *Civil Rights Act* de 1964 et le *Voting Rights Act* de 1965 signifient que le momentum du mouvement afro-américain pour les droits civiques est terminé et que la lutte doit se poursuivre contre les conditions de logement, le chômage et la brutalité policière dans les ghettos du Nord⁴⁵. C'est dans le NCUP que Williams a pu se rompre aux rudiments de l'organisation communautaire tout en poursuivant des études en droit à l'Université Yale. Les mémoires de Williams permettent donc d'accéder à l'expérience d'un militant de la base, politisé avec le mouvement pour les droits civiques, qui a pu connaître un nombre important de protagonistes au coeur des organisations militantes de Newark.

Deux autres monographies complètent nos sources d'enquêtes et de témoignages. La première, *Rebellion in Newark: Official Violence and Ghetto Response*⁴⁶ est un ouvrage de Tom Hayden rédigé quelques mois après les émeutes de Newark. Hayden est l'un des fondateurs de SDS et co-auteur de son manifeste politique, le *Port Huron Statement*⁴⁷. Il sera par la suite un des co-fondateurs du NCUP, l'une des organisations militantes au coeur de notre étude. Dans *Rebellion in Newark*, Hayden présente une analyse politique des causes des émeutes ainsi qu'un compte-rendu détaillé des cinq jours qu'ont duré les émeutes. L'analyse de Hayden confirme l'un des deux éléments de notre problématique : au-delà de l'amélioration des conditions socioéconomiques, les luttes des organisations militantes visaient un accroissement

⁴⁵ *Ibid.*, p. 86-87.

⁴⁶ Tom Hayden, *Rebellion in Newark: Official Violence and Ghetto Response*, New York, Vintage Books, 1967, 102 p.

⁴⁷ Students for a Democratic Society, « Port Huron Statement », University of Virginia, http://www2.iath.virginia.edu/sixties/HTML_docs/Resources/Primary/Manifestos/SDS_Port_Huron.html, consulté le 28 octobre 2017.

du pouvoir politique citoyen. De plus, la politisation autonome des Afro-Américains a déstabilisé le régime politique newarkais : « *Civil rights and anti-poverty activists saw the proper solution in terms of power, rather than money, for the black majority*⁴⁸ ».

Dans un échange courriel avec l'auteur en mars 2014, près de 50 ans après les événements, Hayden maintient son évaluation :

*The "theory" was that change would never come through the existing balance of forces, but only by organizing new people who might upset the status quo. Virtually everyone we recruited was new in that sense of their background. And it was amazing how much upset we created in three years*⁴⁹.

Dans *Rebellion in Newark*, Hayden identifie les causes des émeutes : le chômage et le sous-emploi frappant particulièrement les Afro-Américains, l'insalubrité des logements, les problèmes en éducation, la brutalité policière et le racisme des institutions municipales. S'il s'agit avant tout d'un témoignage direct des émeutes, l'ouvrage permet de comprendre le sentiment de soumission à l'égard des autorités municipales et la méfiance des militants envers les autorités. *Rebellion in Newark* est ainsi rédigé sous forme pamphlétaire, une dénonciation de la corruption et de la politique de cooptation par les institutions municipales des différentes communautés culturelles. À la fin de l'ouvrage, Hayden présente brièvement les circonstances de la mort de chaque personne décédée lors des émeutes ainsi que le témoignage de 39 personnes affirmant avoir été victimes de brutalité policière pendant les émeutes. Rédigé par l'un des principaux leaders étudiants des années 1960 et l'un des architectes des coalitions militantes de Newark, un ouvrage comme *Rebellion in Newark* permet de s'identifier à notre sujet d'étude. Nous y trouvons non seulement

⁴⁸ Tom Hayden, *op. cit.*, p. 6.

⁴⁹ Échange courriel avec l'auteur, 17 mars 2014.

une analyse rédigée peu de temps après les événements, permettant d'accéder aux émotions d'un militant directement impliqué dans la communauté depuis quelques années, mais aussi un récit *in situ* complémentaire aux études historiques universitaires.

La seconde enquête de terrain est le résultat d'un minutieux travail de la part du journaliste newarkais Ron Porambo. Le 7 décembre 1971 et le 14 janvier 1972, Porambo a été victime de deux tentatives d'assassinat. La semaine suivante, une publicité pour un livre récemment publié par Porambo occupait une pleine page du *New York Times* et proclamait « *Last Week They Tried to Murder The Author* ». Le « *They* » faisait référence à la pègre newarkaise : la mafia et, présumément, la police qui, comme l'écrit Hayden dans *Rebellion in Newark*, était perçue comme une institution au service du crime organisé local. L'ouvrage, une vaste enquête sur la pègre, sur les conditions socioéconomiques des habitants du ghetto et sur les 26 décès survenus durant les émeutes, est intitulé *No Cause for Indictment: An Autopsy of Newark*⁵⁰. L'enquête de Porambo, qui a travaillé comme journaliste au *Newark Evening News* et au *Star-Ledger*, deux des plus importants journaux du New Jersey, est qualifiée par *The New Yorker* comme « probablement l'ouvrage le plus émouvant et instructif écrit sur les sanglants troubles civils des années soixante⁵¹ ».

Journaliste de formation, Porambo n'en rédige pas moins un ouvrage de type pamphlétaire : *No Cause for Indictment* est une dénonciation sans partage de la pègre, de la police et de l'administration du maire Hugh Addonizio, présentée comme les « *caretakers of the whorehouse*⁵² ». Le contexte de rédaction de l'ouvrage, entre la fin des émeutes en 1967 et l'arrivée au pouvoir en 1971 de la première administration

⁵⁰ Ronald Porambo, *No Cause for Indictment: An Autopsy of Newark*, Hoboken, Melville House Publishing, 2007, 404 p.

⁵¹ *Ibid.*, p. xvi. Notre traduction.

⁵² Littéralement « les gardiens du bordel ». *Ibid.*, p. 60.

newarkaise dirigée par un maire afro-américain, Kenneth Gibson, permet de mieux saisir les risques pris par Porambo lorsqu'il dénonce la pègre, nomme des individus qui y sont liés, ou qui sont liés à une police corrompue et à une mafie qui tente, malgré la perte du pouvoir municipal, de conserver son influence. Il présente au grand jour et en détail l'articulation entre la pègre et l'administration municipale.

Porambo donne également la seule biographie détaillée dont nous disposons pour nos recherches sur John Smith, le chauffeur de taxi dont l'arrestation et le traitement par deux officiers de police sont au cœur des émeutes de juillet 1967. Porambo présente un portrait complet et attachant de Smith : ses rêves, sa condition de travailleur précaire, ses passions et ses réflexions sur les émeutes telles qu'il les a ressenties et telles qu'il les perçoit huit mois après en avoir été, malgré lui, l'un des principaux protagonistes⁵³. Outre des entrevues avec les militants newarkais, dont Tom Hayden et LeRoi Jones, Porambo s'appuie sur les résultats de différentes commissions, notamment la commission Kerner et différentes audiences du *House Committee on Un-American Activities*, qui enquête sur les organisations militantes.

Soulignons que le travail de Porambo est aux fondements de certaines études historiques subséquentes auxquelles nous faisons appel pour nos recherches. Mentionnons à cet égard la thèse doctorale de David Milton Gerwin, qui étudie en partie le crime organisé newarkais. S'y ajoute le documentaire télévisé *Revolution '67* où plusieurs militants et historiens déconstruisent certains mythes entourant les émeutes entretenus à l'époque par les autorités policières. Le titre n'est pas sans rappeler les événements de 2014 à Ferguson et à Staten Island : dans le cas de Newark, le jury d'accusation (*grand jury*) n'a pas retenu d'accusations contre les autorités policières à la suite du décès de 26 citoyens lors des émeutes.

⁵³ *Ibid.*, p. 100.

La mafioocratie newarkaise et les luttes de pouvoir entre les différentes communautés sont au coeur de la thèse doctorale de Robert Curvin intitulée « *The Persistent Minority: The Black Political Experience in Newark* »⁵⁴ et soutenue en 1975. Curvin, un Newarkais d'origine, est un leader militant au chapitre local du CORE et participe à l'établissement du NCUP avec les militants étudiants de SDS, dont Tom Hayden et Junius Williams du SNCC. Curvin rédige sa thèse après le premier mandat du maire Kenneth Gibson, premier maire afro-américain élu dans une ville d'importance du nord-est étasunien. Comme militant et employé de l'administration Gibson, Curvin constate que le pouvoir continu d'échapper à la majorité afro-américaine malgré l'élection d'un maire issu de la communauté. Il décide donc de rédiger sa thèse doctorale sur ce qu'il appelle le « paradoxe du *Black Power* » : si l'élection d'un maire afro-américain permet une représentation légitime de la volonté de la majorité, cette dernière se butte aux forces sombres de la mafioocratie. Pour comprendre comment les conditions socioéconomiques des Afro-Américains de Newark de 1975 ne sont pas meilleures que celles des années 1950 et 1960, Curvin revient sur l'historique des relations de pouvoir entre les institutions politiques, les communautés culturelles, la pègre et les organisations de la société civile.

C'est en lisant d'abord la thèse de Curvin, puis l'enquête de Porambo, que nous avons pris conscience de l'importance centrale de la pègre à Newark. Peu d'ouvrages dans l'historiographie consultée placent la pègre au centre du système de marginalisation raciale qu'ont vécu les Afro-Américains de Newark⁵⁵. Pourtant, les ouvrages de

⁵⁴ Robert Curvin, *The Persistent Minority: The Black Political Experience in Newark*, Princeton, Thèse de doctorat présentée à l'Université Princeton, 1975, 244 p.

⁵⁵ Une exception notable étant Brad D. Tuttle dans *How Newark Became Newark: The Rise, Fall, and Rebirth of an American City*, New Brunswick, Rivergate Books, Rutgers University Press, 2007, 339 p.

Curvin et de Porambo, les récits de Hayden et bon nombre de témoignages⁵⁶ et d'articles de journaux afro-américains témoignent soit d'une suspicion généralisée, soit de cas précis de corruption. Quant aux sources utilisées par Curvin pour présenter une étude détaillée du rôle de la pègre, nous soupçonnons qu'il a pu avoir accès à des archives et à des témoins grâce à ses liens avec l'administration Gibson et à son réseau d'alliances militantes. Il démontre comment les premiers responsables politiques afro-américains étaient soit cooptés (comme Irvine Turner, premier élu afro-américain en 1954), soit marginalisés (notamment dans les institutions scolaires) : il appelle cette alliance entre les institutions et la pègre « *the machine* ».

Notons que Curvin a aussi contribué à un ouvrage sur l'histoire urbaine du New Jersey en 1977 avec un article portant sur les relations de pouvoir dans le ghetto de Newark⁵⁷. Dans son article, Curvin présente un historique critique de l'émergence d'une classe de responsables politiques afro-américains à partir des années 1950 et de ses relations avec l'establishment local et les organisations militantes comme la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP). Si Curvin admet des avancées importantes sur le plan des droits civiques depuis les années 1950, il souligne qu'elles sont le fruit d'une politisation accrue de la population afro-américaine et, renforçant notre hypothèse de départ, que cette politisation s'est faite sur des bases relativement autonomes de la « machine » politique locale.

Dans sa vaste recherche sur l'histoire de Newark *How Newark Became Newark: The Rise, Fall, and Rebirth of an American City*⁵⁸, Brad R. Tuttle consacre trois chapitres

⁵⁶ Notamment le témoignage de la militante Carol Glassman. Voir Newark Community Union Project, Oral History Project. – Février à juin 1965. – 0,6 mètres de documents textuels. New York University, Bobst Tamiment Library, Main Collection, TAM 131, boîte n° 1.

⁵⁷ Robert Curvin, « Black Ghetto Politics in Newark after World War II », dans Joel Schwartz et Daniel Prosser (dir.), *Cities of the Garden State: Essays in the Urban and Suburban History of New Jersey*, Dubuque, Kendall/Hunt Publishing Company, 1977, p. 145-160.

⁵⁸ Brad D. Tuttle, *op. cit.*

à la période que nous étudions, dont un sur l'émergence de la pègre qui complète l'étude de Curvin à cet égard. Il s'agit de l'une des études les plus complètes de notre historiographie sur Newark. Les sources utilisées par Tuttle lui permettent de soutenir sa vaste recherche : des commissions d'enquête à une riche historiographie allant de l'histoire syndicale du New Jersey jusqu'aux journaux des différentes communautés culturelles, en passant bien entendu par les références les plus citées comme Kenneth Jackson. Il en ressort une histoire riche et compacte de Newark dont la lecture est facilitée par le style journalistique de l'auteur : le grand public, pour autant qu'il soit intéressé par l'histoire de la ville, a donc facilement accès à l'ouvrage.

Tuttle démontre que le crime organisé, bien installé dans les établissements d'alcool de la ville et dans l'import/export, s'est infiltré jusqu'aux plus hauts échelons d'une administration municipale organisée en « commission » : cinq commissaires plus le maire sont élus de manière non partisane par les citoyens de la ville. Après leur élection, les commissaires doivent se séparer les responsabilités. Dans un des cas les plus célèbres de fraude, cinq commissaires achètent des parcelles de terrain sur lesquels est construit l'aéroport de Newark. En achetant le terrain, la ville débourse 190 000 \$ sur ce qui, deux ans auparavant, valait à peine 16 000 \$⁵⁹. Ces révélations, comme d'autres, permettent de bien situer le rôle que jouent la pègre et la corruption dans les affaires municipales de la ville. De même, l'analyse détaillée des critiques des politiques d'urbanisme permet de saisir à quel point elles sont répandues au sein des groupes de locataires et ce que les autorités municipales, la NHA de Louis Danzig au premier plan, font pour les contrer.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 108.

1.3.3 Les organisations militantes

Dans le but de comprendre à l'échelle nationale un phénomène qui peut sembler à première vue n'être qu'un phénomène local, David Milton Gerwin fonde sa thèse doctorale sur l'étude de l'histoire du NCUP. Dans « *The End of Coalition: The Failure of Community Organizing in Newark in the 1960s* »⁶⁰, thèse soutenue en 1998, Gerwin pose la question de la construction d'une identité commune à la base d'une coalition interraciale comprenant des militants et des organisations syndicales et de défense des droits civiques.

Pour réaliser une histoire thématique locale, Gerwin utilise principalement les fonds d'archives des organisations militantes comme SDS, le NCUP et le *Clinton Hill Neighborhood Council* (CHNC) qui regroupent des notes, des textes d'analyse et des communications internes. Gerwin utilise également les fonds d'archives de certaines églises méthodistes et de certaines synagogues de Newark, qui regroupent des informations sur les organisations militantes chrétiennes et juives actives au sein des regroupements de quartier citoyens. Jumelés à des entrevues et des articles de journaux afro-américains et syndicaux, ces fonds permettent à Gerwin d'élaborer une histoire de la base militante. En utilisant des sources liées à l'historiographie des mouvements pour les droits civiques et, dans une moindre mesure, à l'historiographie urbaine, Gerwin présente une histoire militante locale structurée et cohérente avec une histoire sociale à l'échelle nationale.

Qu'ils proviennent des organisations syndicales ou des mouvements de défense des droits civiques, les militants doivent établir une conscience commune et une compréhension mutuelle d'une situation donnée pour identifier des projets politiques et construire des alliances. À partir de ce terrain commun pourront être découverts

⁶⁰ David Milton Gerwin, *op. cit.*

des intérêts et des revendications communes à défendre. C'est ce travail de base essentiel que Gerwin étudie dans la première partie de sa thèse doctorale : il alimente également nos recherches en ce qui a trait à la convergence des intérêts et des luttes des différents mouvements militants de Newark. Pour Gerwin, la construction d'une nouvelle coalition locale, d'abord incarnée par le *Newark Committee on Full Employment* (NCOFE) puis par le NCUP, doit être mise dans le contexte du renouvellement de la vaste coalition libérale qui a dominé la politique fédérale du *New Deal* jusqu'à la présidence de Lyndon Johnson. L'auteur lie plusieurs éléments à ce renouvellement, notamment l'intérêt grandissant du mouvement des droits civiques pour les conditions socioéconomiques à la base de la précarisation des emplois (et non plus uniquement pour la question des droits des Afro-Américains du Sud), la recherche chez les syndicats de nouvelles alliances à l'extérieur de leurs domaines traditionnels de concertation et l'émergence d'organisations étudiantes militantes (elles-mêmes à la recherche d'alliances avec des associations syndicales).

La thèse doctorale de Gerwin pousse également plus loin une de nos hypothèses de départ selon laquelle la législation urbaine suivant le *Housing Act* de 1949 ne peut mener qu'à la perpétuation des ghettos et à l'accélération du déclin des centres urbains industriels. Pour Gerwin, la dynamique de déclin urbain est au cœur de l'échec des efforts pour coaliser de manière interracial et durable les organisations militantes de quartier. Gerwin note qu'en raison des politiques d'urbanisme la démographie de certains quartiers se transforme rapidement. *Clinton Hill* (avec son CHNC), d'abord principalement juif, est devenu majoritairement afro-américain dans les années 1950. Pour Gerwin, l'arrivée des militants extérieurs de SDS a contribué au schisme de l'été 1964 dans le NCOFE en raison de divergences sur les objectifs et les stratégies de l'organisation :

The events of the summer of 1964 suggest that even at that hopeful moment when one could envision interracial cooperation between new

social movements, older neighborhood groups, and organized labor at the local level, and between the new social movements, the UAW [United Auto Workers], and the Johnson administration at the national level, the forces pulling such coalitions apart were far stronger than those supporting such alliances. Urban renewal and FHA policies in urban neighborhoods, left little reason for anyone to compromise or share power. By fall the nascent coalition had splintered⁶¹.

En insistant sur les événements de 1964, Gerwin tend à diminuer l'importance du NCUP, formé après le schisme au NCOFE. Pourtant, le NCUP regroupe les militants étudiants de SDS ainsi qu'une bonne partie du CHNC et d'autres organisations comme le CORE. Par contre, en exposant les dissensions dans les rangs militants, incluant dans le NCUP, Gerwin permet de compléter notre portrait des organisations militantes. Si les témoignages de Williams, de Hayden, de Curvin et d'autres militants de la base sont importants, on trouve généralement peu d'explications générales sur les dissensions au sein des organisations militantes. À ce titre, la thèse de Gerwin offre donc une contribution fondamentale et complémentaire à nos recherches.

Dans la dense étude *SDS*⁶², Kirkpatrick Sale traite de l'histoire de *Students for a Democratic Society* dans les années 1960. Sale base son étude, rédigée en 1973, sur des témoignages de militants et de responsables de l'association ainsi que sur une documentation considérable, essentiellement composée de revues militantes et de documents produits par SDS et ses différentes composantes, allant de mémos à des journaux en passant par les rapports des nombreuses conférences. Sale permet de compléter les études générales sur les mouvements militants de Newark en présentant un portrait détaillé de l'une des principales organisations à l'origine du NCUP. Elle permet de mieux situer certains documents d'archives de SDS et du NCUP auxquels

⁶¹ *Ibid.*, p. 175-176.

⁶² Kirkpatrick Sale, *SDS*, New York, Random House, 1973, 752 p.

nous avons eu accès (mémos, témoignages de l'époque, etc.) et que Sale utilise également.

L'ouvrage est particulièrement pertinent en ce qui a trait à l'étude détaillée du *Economic Research and Action Project* (ERAP), un programme de mobilisation et de travail communautaire de SDS dans les ghettos. À partir de 1963⁶³, des milliers de militants vont travailler dans les ghettos du Nord, recrutant des membres et établissant des contacts et des alliances avec des organisations locales déjà existantes dans le but de créer des coalitions pour l'intégration raciale et l'égalité économique. Le ERAP servait en quelque sorte à coordonner les différents « chapitres » créés dans les villes où se sont établis les militants de SDS, ceux de Chicago et de Newark étant les plus importants. Si Sale s'insère clairement dans une historiographie sympathique aux militants, son étude réalisée peu de temps après les événements se veut toutefois critique. Une perspective centrale du bilan qu'il fait de l'action de SDS dans les années 1960 est de tirer des leçons de ce qu'il considère être des erreurs. Il en ressort ainsi une étude riche, dense et critique⁶⁴ qui permet de saisir les difficultés d'établir une coalition interracial et égalitaire. Elle ne survit d'ailleurs pas aux émeutes de l'été 1967.

L'imposant *CORE: A Study in the Civil Rights Movement*⁶⁵ d'August Meier et de Elliott Rudwick est un incontournable dans l'historiographie sur les mouvements des droits civiques. Les deux auteurs, militants tous les deux pour les droits civiques des Afro-Américains, sont des collaborateurs de longue date, ayant publié six ouvrages

⁶³ *Ibid.*, p. 117.

⁶⁴ « *ERAP, then, suffered from the incurable disease of having the wrong kind of organizers with the wrong choice of methods operating in the wrong place at the wrong time* ». *Ibid.*, p. 145.

⁶⁵ August Meier et Elliott Rudwick, *CORE: A Study in the Civil Rights Movement, 1942-1968*, Chicago, University of Illinois Press, 1975, 563 p.

ensemble⁶⁶. L'étude couvre la période entre 1942 et 1968, soit de la fondation du *Congress of Racial Equality* jusqu'à la fin de l'ère des mouvements pour les droits civiques. La période étudiée par Meier et Rudwick coïncide avec la nôtre. Leur ouvrage permet donc de saisir l'ensemble des changements survenus dans l'organisation même d'une des plus importantes associations militantes, ses priorités d'action, ses moyens, des objectifs, etc., en rapport avec les divers programmes d'urbanisme et les changements socioéconomiques de l'époque.

Outre l'étude de l'organisation elle-même, Meier et Rudwick portent une attention particulière aux relations qu'entretient le CORE avec certains syndicats et d'autres organisations militantes⁶⁷ ainsi qu'au développement des chapitres locaux. À cet égard, l'étude révèle le dynamisme du chapitre de Newark, reconnu pour ses actions « sur le terrain » : piquetage de complexes résidentiels appartenant à des propriétaires qui refusent de louer à des familles afro-américaines ou blocage de chantiers de construction et de restaurants pratiquant la discrimination raciale⁶⁸. Il est aussi connu pour ses critiques d'organisations comme la NAACP jugées trop conservatrices, critiques qui sont réitérées par le NCUP. Si l'étude est pertinente quant à l'organisation du CORE, elle l'est tout autant pour l'étude de l'évolution de sa philosophie politique. Militant d'abord pour défendre les principes de pacifisme et d'intégration raciale, elle cherche un second souffle à partir du milieu des années 1960 en se rapprochant du nationalisme afro-américain, à la fois dans ses expressions les plus radicales que dans des alliances locales avec des partis politiques municipaux.

⁶⁶ David Levering Lewis, « In Memoriam: August A. Meier (1923-2003) », *Perspectives on History* (American Historical Association), <http://www.historians.org/publications-and-directories/perspectives-on-history/september-2003/in-memoriam-august-a-meier>, consulté le 31 janvier 2014.

⁶⁷ Dont la *American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO).

⁶⁸ August Meier et Elliott Rudwick, *op. cit.*, p. 228.

Pour Meier et Rudwick, l'année 1964 constitue un tournant majeur pour le CORE : l'adoption du *Civil Rights Act* constitue en effet une victoire. À partir du moment où les principaux objectifs du CORE en matière de déségrégation des lieux publics et de droit de vote des Afro-Américains sont atteints, il lui devient de plus en plus difficile de rallier sa base blanche, issue de la classe moyenne, à son autre objectif, celui de l'organisation politique des ghettos. Le CORE dispose ainsi de peu de moyens pour lutter contre la discrimination raciale dans l'habitation, la répression policière, le sous-emploi, l'éducation, etc. Déjà en 1964 une bonne partie de la base du CORE y milite avant tout pour ses actions directes plutôt que pour son idéal de pacifisme et d'intégration raciale⁶⁹. Au même moment, le discours nationaliste de leaders charismatiques comme Malcolm X apparaisse plus inspirant qu'une organisation traditionnelle en recherche d'objectifs. Ces débats et la quête de nouveaux objectifs sont sans doute les raisons pour lesquelles le chapitre newarkais du CORE s'investit au sein du NCUP : il y trouve une organisation avec des moyens financiers intéressants qui utilise l'action directe et lutte contre la marginalisation raciale. Meier et Rudwick peuvent compter sur les travaux de Robert Curvin, leader du chapitre newarkais du CORE et, comme nous l'avons vu précédemment, auteur d'une thèse doctorale et d'articles sur l'expérience de Newark. L'ouvrage de Meier et Rudwick, rédigé en 1975 (tout comme la thèse de Curvin), s'inscrit dans une historiographie critique où des historiens engagés cherchent à tirer des leçons d'événements somme toute récents et participent de ce fait à la réorientation du mouvement pour les droits civiques.

Kevin Mumford présente une histoire critique des mouvements militants newarkais spécifiquement dans *Newark: A History of Race, Rights and Riots in America*⁷⁰. Sur

⁶⁹ *Ibid.*, p. 428.

⁷⁰ Kevin Mumford, *Newark: A History of Race, Rights, and Riots in America*, New York, New York University Press, 2007, 307 p.

le plan historiographique, il assume une position de contre-récit par rapport à une historiographie qui peut parfois tendre vers une représentation des communautés urbaines afro-américaines axée sur la déstructuration : « *The urban crisis school recapitulates the old argument that having blacks in the city essentially signified disorganization and failure*⁷¹ ». Mumford présente une histoire où la population afro-américaine cherche plutôt à structurer son organisation politique autour d'espaces démocratiques à l'extérieur des structures existantes (gouvernement municipal, syndicats, etc.). C'est là pour Mumford l'essence du *Black Power*, un mouvement pluriel où se côtoient, et s'affrontent à l'occasion, différentes perspectives d'action et de réflexion. Selon l'auteur, la majorité de la population afro-américaine perçoit l'objectif d'égalité raciale comme étant plus important que la solidarité interracial de classe ou, à tout le moins, comme un objectif préalable à la réalisation d'autres objectifs politiques.

Mumford base son analyse du mouvement *Black Power* sur la théorie de la sphère publique énoncée par Jürgen Habermas dans *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*⁷², où les acteurs politiques ne sont pas exclusivement des représentants élus ou des leaders puissants, mais aussi des associations militantes de citoyens, des écrits politiques, culturels, etc. Cette sphère politique devient réellement transformatrice à partir du moment où les citoyens se réunissent et délibèrent dans l'espace public. Par contre, Mumford rappelle que si la théorie s'avère utile pour rendre compte du caractère pluriel du *Black Power*, elle ne saurait être romancée à outrance, la démocratie étasunienne reposant notamment sur l'exclusion raciale et de genre. Il présente ainsi une histoire

⁷¹ *Ibid.*, p. 5.

⁷² Mumford se base sur la traduction de l'ouvrage original en allemand (*Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*) publié en 1962 et dont la traduction anglaise de 1989 porte le titre *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*.

riche et complexe qui dépasse l'idée reçue d'un mouvement *Black Power* monolithique et les clichés qui y sont associés.

Mumford fait également appel à la théorie sur l'identité établie par Seyla Benhabib et Kwame Anthony Appiah. Elle soutient que les groupes politiques se mobilisent sur une base plurielle (raciale et de classe sociale) et leurs revendications touchent non seulement à la sphère économique mais également à une reconnaissance culturelle (on retrouve par exemple plusieurs slogans qui demandent le « respect »). Cette reconnaissance culturelle implique la reconnaissance d'un héritage historique. Ces revendications politiques peuvent prendre plusieurs tangentes : dans le *Black Power*, les uns s'organisent autour d'un idéal nationaliste/séparatiste, les autres autour d'une capacitation impliquant la collaboration avec les autorités en place⁷³. L'étude de Mumford offre une contribution historiographique essentielle à notre hypothèse de départ sur l'autonomisation politique des Afro-Américains comme base d'action et d'organisation politique alternative aux institutions locales.

1.3.4 La « république des consommateurs »

L'ouvrage de Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic: The Politics of Mass Consumption in Postwar America*⁷⁴ complète remarquablement bien les études de Jackson et de Mumford, d'une part sur la géographie urbaine de la société de consommation de l'après-guerre et, d'autre part, sur le rôle de la consommation comme élément identitaire. L'État consumériste, cette « république des

⁷³ Dans la région de Newark, cette seconde tendance s'exprimera notamment avec la *Bedford-Stuyvesant Restoration Corporation*, une corporation à but non lucratif initiée par le sénateur Robert F. Kennedy en collaboration avec des regroupements afro-américains locaux pour la réhabilitation et la gestion du quartier brooklynois du même nom. Voir Tom Adam Davies, « Black Power in Action: The Bedford-Stuyvesant Restoration Corporation, Robert F. Kennedy, and the Politics of the Urban Crisis », *Journal of American History*, décembre 2013, p. 736-760.

⁷⁴ Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic: The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2004, 567 p.

consommateurs », présente deux caractéristiques paradoxales pour les Afro-Américains. En premier lieu, l'application de certains programmes centraux de l'État d'après-guerre, comme le *G.I. Bill*, repose principalement sur les États, les entreprises privées, les institutions d'enseignement, les institutions financières, etc. Ils ont, pour la plupart, des pratiques de discrimination raciale (*redlining*, etc.). En second lieu, l'importance de la consommation dans l'identité étasunienne, au travers de ses lieux les plus manifestes (restaurants, cafés, magasins, théâtres, etc.), rend plus visible la lutte pour l'égalité d'accès aux lieux publics (en plus d'une esthétisation de la lutte) au détriment de la lutte pour l'égalité économique.

Du point de vue des mœurs, de l'« éthique consumériste », il devient plus facile d'intégrer les Afro-Américains dans la culture de consommation que de mettre un terme aux pratiques discriminatoires dans les lieux d'intégration économique (les syndicats, les employeurs, etc.)⁷⁵, d'autant plus qu'une frange importante des éléments les plus progressistes des grandes organisations ouvrières se retrouve marginalisée après le maccarthysme. Par ailleurs, en parallèle des gains effectués dans la déségrégation des lieux publics, la banlieue devient un lieu exclusif, en retrait des centres urbains où vivent la majorité des Afro-Américains. Ces derniers se voient privés d'un accès, à la fois géographique (en raison, notamment, des distances à parcourir, du zonage, des infrastructures de transport, etc.), économique et politique (*restrictive covenants*, *redlining*, zonage municipal, etc.) à la banlieue :

(...) superimposed on an evolving class grid of metropolitan America in the postwar era was an evolving racial grid that kept African American and other minorities locked in cities and a few older suburbanite

⁷⁵ *Ibid.*, p. 190.

*communities, while whites predominated in most of the booming newer suburbs*⁷⁶.

Ce portrait de la lutte pour la déségrégation des lieux de consommation est complété par l'ouvrage d'Andrew Hurley, *Diners, Bowling Alleys, and Trailer Parks: Chasing the American Dream in Postwar Consumer Culture*⁷⁷. Notre lectorat croit peut-être que le passage du *Civil Rights Act* de 1964, garantissant notamment la fin de la ségrégation raciale dans les lieux publics et les commerces, représente l'apogée du mouvement afro-américain des droits civiques. Pour Hurley, le passage du *Civil Rights Act* présente un paradoxe pour un mouvement qui s'est orienté vers la déségrégation des lieux publics. Si la nouvelle législation représente une victoire indéniable, l'espace urbain est, quant à lui, principalement constitué d'espaces privés (les maisons) et il continue après 1964 à être soumis à des règles, officielles ou non, de ségrégation raciale : *restrictive covenants*, exode des Blancs, mise en vente de nouvelles maisons uniquement à des propriétaires blancs, etc. Hurley cite William Levitt, célèbre promoteur immobilier qui développe la construction à la chaîne des nouvelles banlieues, dont l'une porte son nom (Levittown) : « *As a Jew (...) I have no room in my mind or heart for racial prejudice (...). But I have come to know that if I sell one house to a Negro family, the 90 or 95 percent of our white customers will not buy into the community*⁷⁸ ».

Se référant d'abord aux émeutes de Watts en 1965, Hurley dégage trois caractéristiques des émeutes urbaines de la seconde moitié des années 1960 qui illustrent les injustices vécues par la population afro-américaine : les deux premières sont les plus pertinentes à notre étude. En premier lieu, aucune banlieue n'est affectée

⁷⁶ *Ibid.*, p. 212.

⁷⁷ Andrew Hurley, *Diners, Bowling Alleys, and Trailer Parks: Chasing the American Dream in Postwar Consumer Culture*, New York, Basic Books, 2001, 407 p.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 309.

par les émeutes. On retrouve là une caractéristique de la ségrégation spatiale, où la banlieue demeure un lieu « autre », inaccessible du point de vue d'une personne habitant la ville, tant sur le plan de l'imaginaire que sur le plan pratique. En second lieu, la majorité des commerces incendiés appartiennent à des propriétaires blancs qui n'habitent pas la ville. En troisième lieu, environ 10 % des participants et des manifestants arrêtés sont des Blancs, ouvriers, étudiants ou chômeurs, dont beaucoup sont impliqués auprès de la communauté afro-américaine. L'ouvrage de Hurley resitue ainsi la lutte du mouvement afro-américain pour les droits civiques dans son contexte politique et géographique.

1.3.5 Newark dans la littérature populaire

La relation entre les espaces du centre et de la périphérie, que nous avons vu avec Goldberg, est au centre de nombreux ouvrages de fiction dont l'action se déroule à Newark. En 1946, Curtis Lucas publie un roman intitulé *Third Ward, Newark*⁷⁹. Le « *Third Ward* » est communément appelé « *Central Ward* » dans la majorité des sources utilisées pour nos recherches. Le personnage principal, une jeune Afro-Américaine du nom de Wonnie Smith, est témoin de la tentative de viol et de l'assassinat de sa meilleure amie Mildred par Ernie Mihie, un des deux hommes les ayant kidnappées. Tourmentée par ces événements tout au long du roman, Smith est ultimement assassinée par Mihie après l'avoir reconnu par hasard dans une boîte de nuit dont il est propriétaire. Le récit met en relief l'exploitation sexuelle dont sont victimes les Afro-Américaines de Newark aux mains d'hommes blancs pour qui elles ne servent qu'à satisfaire leurs fantasmes et leurs perversions sexuelles. Le contexte du roman est celui des Afro-Américaines qui vivent dans des logements insalubres, qui travaillent comme domestiques pour des familles blanches des banlieues, comme prostituées ou qui perdent leur emploi.

⁷⁹ Curtis Lucas, *Third Ward, Newark*, New York, Lion Books, Inc., 1946 (1952), 160 p.

Philip Roth donne un autre aperçu de cette dichotomie géopolitique dans *American Pastoral*, un roman publié en 1997⁸⁰. Le récit se déroule principalement dans les années 1940 et 1950 à *Weequahic*, où il a grandi. Tout comme Roth, le narrateur Nathan Zuckerman (surnommé « Skip ») est issu de la classe moyenne juive newarkaise. Dans le premier chapitre intitulé « Paradise Remembered », Zuckerman idéalise à outrance un compagnon d'école, Seymour Levov, surnommé « *The Swede* ». Avec ses cheveux blonds, ses yeux bleus et ses prouesses sportives, il est l'archétype du fils d'immigrant juif devenu *All-American Boy*. Tout au long de sa vie, *The Swede* fait tout pour incarner cette image de perfection et d'une estime de lui-même héritée des valeurs conservatrices des États-Unis de l'après-guerre : homme d'affaires prospère, philanthrope, père bienveillant qui installe sa famille dans la banlieue cossue (fictive) new-jersiaise de Old Rimrock.

Le roman est construit autour d'un dialogue entre Levov et Zuckerman et d'allers-retours entre le présent et le passé. *The Swede* y incarne une élite blanche réalisant l'ampleur de la confrontation dont elle fait l'objet et qui perçoit tout changement comme une menace à son endroit. Retrouvant Zuckerman des années plus tard dans un restaurant de New York, Levov évoque la fuite des Blancs (*white flight*). Faisant écho aux changements démographiques de quartiers comme celui de *Clinton Hill*, que nous étudions plus loin, *The Swede* lui confie que Newark est maintenant :

(...) *the worst city in the world, Skip (...). It used to be the city where they manufactured everything. Now it's the car-theft capital of the world. Did you know that? Not the most gruesome of the gruesome developments but it's awful enough. The thieves live mostly in our old neighborhood. Black kids*⁸¹.

⁸⁰ Philip Roth, *American Pastoral*, New York, Vintage International, 1997, 423 p.

⁸¹ *Ibid.*, p. 24.

L'historiographie newarkaise s'articule ainsi autour d'un cadre théorique que nous avons délimité en ayant recours aux concepts du droit à la ville et du racisme systémique. Aux études sociologiques s'ajoutent des études qui présentent un portrait national de la législation en matière de logement et des transformations urbaines de l'après-guerre. Ce portrait doit nécessairement être affiné avec des études portant tant sur Newark que sur le New Jersey, comme les travaux de Mumford, Tuttle, Curvin et Cohen ainsi qu'avec des sources de première main, comme les journaux et les archives de diverses organisations, qui permettent de saisir l'expérience quotidienne newarkaise. Nous examinons en détail, au chapitre suivant, les conditions qui ont rendu possible cette marginalisation politique et géographique.

CHAPITRE II

1934-1967. LES POLITIQUES. ENTRE LÉGISLATION FÉDÉRALE ET DYNAMIQUES LOCALES.

The segregation of the Negro is most obvious
in housing and this entails effective
segregation in the schools notwithstanding
Supreme Court decisions. In fact, housing
segregation underlies and promotes
segregation in all other aspects of Negro life.

Earl B. Schwulst
Président de la *Urban League Commission on
Race and Housing*
*Race and Housing, The Basic American
Dilemma*¹

D'une part, l'un des objectifs de notre recherche est d'inscrire les émeutes de juillet 1967 dans une dynamique de marginalisation géographique, politique et sociale de la population afro-américaine sur la base de son appartenance ethnique, ce qui constitue la culture raciste, aussi appelé racisme systématique, que nous avons introduit dans le premier chapitre. D'autre part, par notre analyse à travers le prisme du droit à la ville, nous démontrerons que la population afro-américaine de Newark est sous l'emprise d'une administration municipale qui cherche soit à coopter, soit à rendre impossible la formation de toute opposition politique effective.

¹ Earl B. Schwulst, *Race and Housing: The Basic American Dilemma*, New York, Urban League of Greater New York, 1959, p. 3.

Dans ce chapitre, nous analysons les aspects déterminants de ce racisme systémique. Dans un premier temps, nous présentons les principaux éléments de législation fédérale en ce qui a trait à l'habitation, soit quatre *Housing Acts* (1934, 1937, 1949, 1954). Dans un deuxième temps, nous présentons les principaux éléments de discrimination résidentielle, tant en ce qui a trait aux politiques publiques (*redlining*, *Veterans Administration*, *Federal Housing Administration*, etc.) qu'aux pratiques privées (*blockbusting*, *restrictive covenants*, etc.). De plus, nous étudions trois importantes décisions rendues par la Cour suprême des États-Unis : *United States v. Certain Lands in City of Louisville* (1935, sur la portée du pouvoir fédéral en matière d'expropriation), *Shelley v. Kraemer* (1948, sur les clauses restrictives) et *Reitman v. Mulkey* (1967, sur le droit des gouvernements à faire respecter des pratiques privées de discrimination raciale). Enfin, la troisième partie du chapitre porte sur la dynamique newarkaise : l'implication du crime organisé dans les activités politiques de la ville, le rôle des premiers représentants municipaux afro-américains et la puissance de la *Newark Housing Authority* (NHA).

2.1 La législation fédérale en matière d'habitation

Avant le *National Housing Act* de 1934, l'intervention des différentes administrations fédérales en matière d'habitation prend la forme de réglementation dans les domaines de la salubrité publique et de la sécurité des taudis. L'action des réformistes de la seconde moitié du XIX^e siècle, inspirés des valeurs protestantes conservatrices, s'intéresse surtout aux mœurs des habitants des taudis. Pour ces organisations, la

paupérisation des classes ouvrières urbaines est avant tout la conséquence d'une vie familiale et personnelle désordonnée².

Les premiers programmes fédéraux d'accès à l'habitation sont établis à la fin de la Première Guerre mondiale avec la création de la *Emergency Fleet Corporation* (EFC), du *United States Shipping Board* (USSB) et de la *United States Housing Corporation* (USHC)³. Ces mesures s'inscrivent dans une perspective de soutien temporaire à l'industrie militaire en fournissant des logements aux travailleurs à proximité des usines. La EFC et la USHC créent des communautés complètes : logements, bibliothèques, parcs, écoles, centres communautaires, etc.⁴ La construction des logements ne commence que cinq mois avant la fin de la guerre⁵ et seulement 25 000 logements sont complétés. Bien que les administrateurs de la EFC et de la USHC prévoient une augmentation des besoins en logements et en communautés fonctionnelles après la guerre, avec le retour des vétérans, une commission d'enquête du Congrès de 1919 considère les efforts de la USHC trop onéreux⁶. Le Congrès ne renouvelle pas le mandat des agences et les 25 000 unités d'habitation sont vendues à des intérêts privés⁷. Ce n'est que sous la pression de la *National Association of Home Builders* (NAHB) que l'administration Hoover intervient de manière significative dans le logement en 1932, avec des politiques qui orientent le développement immobilier en fonction de critères d'accès à la propriété et de soutien au développement industriel. Cette année-là, le gouvernement fédéral établit la *Federal Home Loan Bank* (FHLB) dont le rôle d'octroyer des prêts aux

² Christine Stansell, « Women, Children, and the Uses of the Streets: Class and Gender Conflict in New York City, 1850-1860 », *Feminist Studies*, vol 8, n° 2, été 1982, p. 325.

³ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 192.

⁴ Roger Biles, *The Fate of Cities: Urban America and the Federal Government, 1945-2000*, Lawrence, University of Kansas Press, 2011, p. 2.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*

propriétaires résidentiels en difficulté financière qui sont incapables de payer leur hypothèque et ne reçoivent aucune assistance publique. Les critères d'admission de la FHLB sont cependant à ce point restrictifs que seulement trois demandes sur 41 000 sont acceptées par l'agence⁸.

2.1.1 Les premiers programmes du *New Deal*

La première initiative de l'administration Roosevelt en matière de logement public s'inscrit dans la suite des politiques de valorisation des investissements immobiliers, avec le remplacement de la FHLB par la *Home Owners Loan Corporation* (HOLC) le 13 juin 1933⁹, chargée du refinancement des prêts hypothécaires en danger d'être saisis. Bien que les demandes de financement auprès de la HOLC varient selon les États, jusqu'à 40 % des propriétaires éligibles demandent de l'assistance¹⁰. Notons que la HOLC ne vise que les propriétés non rurales, les propriétés rurales étant couvertes par le *Emergency Farm Mortgage Act*¹¹. La *Public Works Administration* (PWA) est créée après la promulgation du *National Industrial Recovery Act* (NIRA), trois jours après la mise sur pied de la HOLC. Suivant l'initiative du sénateur démocrate de l'État de New York Robert F. Wagner, la PWA établit une division de l'habitation. Entre 1933 et 1938, la PWA et sa successeuse, la *United States Housing Authority* (USHA), construiront plus de 22 000 unités d'habitation¹². De plus, la PWA agit comme une institution financière en octroyant des prêts aux entreprises publiques et privées retenues pour des projets de démolition de taudis (ou « *slum clearance* »), en partenariat avec les gouvernements locaux. Par

⁸ *Ibid.*, p. 194.

⁹ Roger Biles, *op. cit.*, p. 196.

¹⁰ Dans l'État du Mississippi, 99 % des propriétaires éligibles demandent une assistance financière, alors que seulement 18 % des propriétaires éligibles du Maine en font autant. Voir Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 196.

¹¹ *Loc. cit.*

¹² John F. McDonald, « Public Housing Construction and the Cities: 1937-1967 », *Urban Studies Research*, 2011, p. 4.

le biais de prérogatives d'expropriation (« *eminent domain* »), la PWA est autorisée à condamner, à louer ou à acquérir des biens privés dans le but de développer des projets d'habitations publiques. Peu d'États et d'autorités locales disposent d'une législation leur permettant de collaborer avec la PWA et la USHA pour les projets de *slum clearance*¹³ et, à cet égard, la PWA agit en son nom propre en utilisant les dispositions d'expropriation pour acquérir des propriétés privées et construire des habitations publiques.

2.1.2 Le *National Housing Act* de 1934

Le Congrès adopte le *National Housing Act*¹⁴ le 27 juin 1934¹⁵ établissant la *Federal Housing Administration* (FHA) dont le rôle est d'assurer les prêts hypothécaires des propriétaires résidentiels en indemnisant les institutions d'assurances privées en cas de défaut sur les hypothèques. Notons que les propriétaires résidentiels peuvent déduire les intérêts sur leurs hypothèques et leurs taxes foncières locales de leur impôt fédéral¹⁶, rendant l'achat d'une maison plus abordable que la rénovation ou la location d'un immeuble.

2.1.3 L'arrêt *United States v. Certain Lands in City of Louisville* de 1935

L'arrêt de la Cour fédérale pour le district ouest du Kentucky le 4 janvier 1935 altère substantiellement le pouvoir d'intervention fédéral en matière d'aménagement urbain. Dans *United States v. Certain Lands in City of Louisville, Jefferson County, KY., et al.*, la Cour fédérale pour le district ouest du Kentucky indique que le gouvernement fédéral n'est pas autorisé à recourir à l'expropriation (« *eminent domain* ») dans

¹³ *Loc. cit.*

¹⁴ National Housing Act of 1934 (Pub. L. 84-345, 48 Stat. 847), <http://www.legisworks.org/congress/75/publaw-412.pdf>.

¹⁵ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 203.

¹⁶ Roger Biles, *op. cit.*, p. 10.

l'application des programmes de *slum clearance*¹⁷. Un des arguments de la défense a trait au caractère d'urgence nationale. À cet égard, la défense fonde son argumentaire en faveur de la gestion directe par le gouvernement fédéral des programmes des *slum clearance* sur la Section 1 du NIRA¹⁸.

La Cour fédérale rejette cet argument en indiquant que le caractère d'urgence nationale et le droit à l'expropriation doivent être dissociés. D'une part, la Cour reconnaît au gouvernement fédéral le droit à l'expropriation, mais seulement en ce qui a trait aux domaines de responsabilités qui lui sont dévolus par la Constitution. D'autre part, la Cour considère que le gouvernement fédéral outrepassse ses pouvoirs constitutionnels et interfère avec les pouvoirs des États et des municipalités, seules entités ayant le droit constitutionnel de recourir à l'expropriation dans le cadre des projets de *slum clearance*¹⁹. La décision est portée en appel par le gouvernement fédéral et maintenue par la Cour d'appel fédérale pour le sixième circuit²⁰.

2.1.4 Le *Housing Act* de 1937

Le *Housing Act* de 1937²¹, ou « *Wagner-Steagall Act* » du nom des sénateurs démocrates Robert Wagner et Henry Steagall qui l'ont proposé, réforme la politique fédérale d'habitation en tenant compte de *United States v. Certain Lands*. Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1937, le *Housing Act* remplace la division habitation de la PWA par la USHA dont la fonction est de financer les projets d'habitations publiques

¹⁷ *United States v. Certain Lands in City of Louisville, Jefferson County, KY., et al.*, 9 F. Supp. 137 (W.D. Ky., 1935), <http://law.justia.com/cases/federal/district-courts/FSupp/9/137/2347159/>.

¹⁸ National Housing Act of 1934, *op. cit.*

¹⁹ *Loc. cit.*

²⁰ *United States v. Certain Lands in City of Louisville, Jefferson County, KY., et al.*, 78 F.2d 684 (6th Cir. 1935), <http://law.justia.com/cases/federal/appellate-courts/F2/78/684/1506141/>.

²¹ Housing Act of 1937 (Pub. L. 75-412, 50 Stat. 888), <http://www.legisworks.org/congress/75/publaw-412.pdf>.

développés par des autorités locales²². Cette réforme contribue au développement de puissantes agences d'habitation municipales, comme la NHA. Les dispositions du *Housing Act* consacrent le rôle du gouvernement fédéral en ce qui a trait au financement des projets. La Section 9 de la loi prévoit le mécanisme de financement des projets d'habitations à loyer modique et les projets de *slum clearance*²³. La USHA est autorisée à octroyer des prêts couvrant jusqu'à 90 % du capital nécessaire pour la réalisation d'un projet particulier, prêts devant être remboursés sur un maximum de 60 ans. Les 10 % restants doivent être fournis par l'agence d'habitation locale. La Section 10(a) du *Housing Act* prévoit que les gouvernements locaux doivent couvrir 20 % des coûts de fonctionnement annuels des projets et sont exemptés du paiement des taxes foncières sur le montant conséquent. En outre, le choix de l'emplacement des projets est dorénavant déterminé par les agences locales.

La Section 11(a) ne prévoit pas la construction d'unités additionnelles mais le remplacement d'un nombre équivalent d'unités insalubres par de nouvelles unités. Aucun accroissement substantiel du nombre total d'unités n'est donc en vue :

*Provided, however, [t]hat no capital grant shall be made for the development of any low-rent-housing or slum-clearance project involving the construction of new dwellings, unless the project includes the elimination by demolition, condemnation, and effective closing, or the compulsory repair or improvement of unsafe or insanitary dwellings situated in the locality of metropolitan area, substantially equal in number to the number of newly constructed dwelling units provided by the project.*²⁴

²² Dans sa décision de 1935, le juge Dawson insiste sur le droit inaliénable du gouvernement fédéral d'intervenir au moyen de taxes, d'impôts et de financement, mais soutient que les moyens d'exécution des politiques sociales sont réservés aux États.

²³ *Housing Act of 1937, op. cit.*, p. 891.

²⁴ *Ibid.*, p. 893.

L'historien Kenneth Jackson cite une réponse du commissaire Egan de la USHA à une demande de précision de la part du représentant au Congrès John Kunkel sur le financement prévu uniquement pour le remplacement des unités insalubres plutôt que pour l'accroissement du parc immobilier : « (...) *If there were no slums in that locality, regardless of how acute the housing shortage was, and if we knew we could not get the equivalent elimination required by the act, we could not go in there*²⁵. »

Les conséquences sont dramatiques pour Newark. Notons qu'il n'y a pas de priorité pour les résidents exclus qui doivent se doter d'un nouveau logement. Déjà en 1950 le quartier central (*Central Ward*) regroupe 90 % des Afro-Américains de la ville²⁶. L'indice de ségrégation produit par les sociologues Karl et Alma Taeuber est de 71,6 % pour Newark en 1960²⁷, par rapport à 74,9 % en 1940²⁸. Une chute aussi peu remarquable indique que ces politiques n'encouragent que très peu la déségrégation géographique. En 1960, 77,4 % des Afro-Américains devaient déménager dans les quartiers blancs pour que la ville atteigne une mixité interethnique parfaite de la population²⁹. D'autres données illustrent cette ségrégation géographique. En 1964 la NHA est responsable de 10 655 logements à loyer modique. De ce nombre, 6 072 sont attribués à des ménages afro-américains, soit 57 % du total³⁰. Ce pourcentage calculé sur la superficie totale de la ville contraste avec celui du *Central Ward*, où plus de 95 % des logements publics sont occupés par des Afro-Américains³¹ (données

²⁵ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 226.

²⁶ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 23.

²⁷ Karl E. et Alma F. Taeuber, *op. cit.*, p. 33. L'indice de ségrégation développé par les Taeuber est basé sur les données de recensement de chaque pâté de 207 villes et est fondé sur l'appartenance ethnique de chaque ménage de chaque habitation. L'indice de ségrégation augmente avec la concentration géographique des ménages de minorités raciales. À titre de comparaison, la ville ayant le plus haut indice de ségrégation dans l'étude des Taeuber est Fort Lauderdale, Floride, avec un indice de 98,1 % (p. 32).

²⁸ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 71.

²⁹ *Loc. cit.*

³⁰ U.S. Commission on Civil Rights, Newark, session des 11-12 septembre 1962, p. 144.

³¹ Robert Curvin, *The Persistent Minority*, *op. cit.*, p. 244.

de 1967), et ce, malgré les assurances de la NHA à l'effet que la sélection des candidats au logement est faite en fonction des besoins et sans discrimination raciale³².

Comme l'indique Kenneth Jackson, d'une part, des centaines de municipalités de banlieues refusent d'adhérer aux programmes fédéraux d'habitation³³. D'autre part, les directions des autorités municipales d'habitation sont essentiellement composées de représentants politiques et économiques dont la principale préoccupation est la valorisation des valeurs foncières par l'élimination des bâtiments insalubres³⁴. La liste des principales personnalités impliquées dans les programmes newarkais de redéveloppement urbain entre 1933 et 1962 témoigne de l'orientation résolument commerciale de ces programmes. Notons³⁵ : Paul Busse, secrétaire exécutif de la *Newark Economic Development Corporation*; Kenneth Carberry de la Chambre de commerce; Agnes Coleman, présidente de la *Newark Commission for Neighborhood Conservation & Rehabilitation*; Louis Danzig, président de la NHA, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus loin; Herbert Greenwald, président de la *Metropolitan Corporation of America*; Jack Lehman, président de la *United States Realty and Investment Company*; Bruce Palmet, président de la *Newark Economic Development Corporation*; Jack Parker, président la firme d'ingénierie Jack Parker & Associates; Oscar Stonorov, président du *Central Business District Survey*; Milford Vieser, vice-président de la *Mutual Benefit Life Insurance Company*; William Zeckendorf, président du promoteur immobilier Webb and Knapp³⁶. Il nous apparaît

³² « Newark to Abolish JC Housing Policy », *The New Jersey Afro-American*, 19 août 1949, p. 1-2.

³³ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 225.

³⁴ *Ibid.*, p. 224.

³⁵ Harold Kaplan, *Urban Renewal Politics: Slum Clearance in Newark*, New York, Columbia University Press, 1963.

³⁶ Le lectorat montréalais notera que William Zeckendorf a été l'un des principaux responsables de la construction de la Place Ville-Marie de Montréal, toujours pour Webb and Knapp. Voir Don Nerbas, « William Zeckendorf, Place Ville-Marie, and the Making of Modern Montreal », *Urban History*

essentiel de rappeler, à l'instar de Thomas Sugrue ³⁷, que bon nombre d'administrateurs publics ne voyaient aucun conflit d'intérêt à alterner leur carrière entre leur emploi gouvernemental et leur implication au sein d'institutions ou d'entreprises immobilières privées ou de construction.

2.1.5 Les *Housing Act* de 1949 et 1954

Le *Housing Act* de 1949³⁸ repose sur les principales dispositions d'une loi adoptée en 1945 (la loi Wagner-Ellender-Taft, ou WET)³⁹. La loi WET prévoit l'allocation de fonds, sous la forme de prêts et de subventions aux autorités locales pour couvrir l'achat de terrains et les promesses d'achat. Pour pallier le manque de logements, WET autorise la construction de 500 000 unités d'habitation sur une période de quatre ans⁴⁰. WET est adoptée après une lutte opiniâtre entre les sénateurs conservateurs en opposition au projet de loi et la coalition de progressistes et de démocrates conservateurs du Sud en faveur du projet de loi. Un amendement en faveur de l'intégration raciale est d'ailleurs abandonné. Il est proposé par deux sénateurs républicains opposés au projet de loi, John W. Bricker de l'Ohio et Harry P. Cain de l'État de Washington, dans l'espoir de diviser la coalition en faveur des programmes d'habitation publics. Leur objectif est de provoquer les sénateurs du Sud et faire dérailler l'adoption du projet de loi⁴¹. Pour le faire adopter, une majorité de sénateurs vote contre l'amendement⁴². Quant au débat à la Chambre, deux

Review/Revue d'histoire urbaine, vol. 43, n° 2, printemps 2015, p. 5-25, <https://doi.org/10.7202/1031287ar>.

³⁷ Thomas J. Sugrue, *op. cit.*, p. 43.

³⁸ Housing Act of 1949 (Pub. L. 171, Title V), https://bulk.resource.org/gao.gov/81-171/00001EE4_595076.pdf.

³⁹ Alexander Von Hoffman, « A Study in Contradictions: The Origins and Legacy of the Housing Act of 1949 », *Housing Policy Debate*, vol. 11, n° 2, 2000, p. 306.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 307.

⁴¹ *Ibid.*, p. 309.

⁴² *Loc. cit.*

représentants démocrates, Adolph J. Sabath en faveur du projet et Edward E. Cox qui s'y oppose, en viennent aux poings.

L'opposition persistante à Washington des représentants du Sud à l'égard des politiques d'égalité d'accès au logement est vivement critiquée, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que les projets d'habitation destinés aux ouvriers de l'industrie militaire sont ségrégués. Un article publié dans le journal afro-américain *The New York Age* le 6 mars 1943 indique :

The NAACP asserted that the decision of FPHA [the Federal Public Housing Authority] is the result of pressure from southern congressmen and other reactionaries. The United Auto Workers, CIO⁴³, church and civic groups favored a bi-racial occupancy, the NAACP said, but the FPHA acted in opposition to their recommendation, in order to satisfy the loud chauvinistic rantings of Congressmen Joe Starnes of Alabama and others who would foist on Michigan the Jim Crow policies of the South⁴⁴.

Un éditorial incisif intitulé « The Housing Story » publié par le journal afro-américain *Michigan Chronicle* le 13 mars 1943 attaque la volonté des agences fédérales de maintenir la ségrégation dans l'allocation des logements publics :

If by some fantastic stroke of misfortune Hitler and his legions were to appear tomorrow on the banks of the Potomac and seize the national government, Der Fuehrer would not have to make many sweeping changes of personnel in order to assure Nazi rule from Washington. The Quislings⁴⁵ have already slipped into many places of power notwithstanding the vigilance of our great President⁴⁶.

⁴³ *Congress of Industrial Organizations.*

⁴⁴ « Federal Housing Policy In The North Laid Down By Southern Reactionaries In Charge », *The New York Age*, 6 mars 1943, p. 1.

⁴⁵ Surnom donné aux collaborateurs norvégiens avec le régime nazi, du nom du président norvégien Vidkun Quisling pendant l'occupation allemande.

⁴⁶ « The Housing Story », *The Michigan Chronicle*, 13 mars 1943, p. 6.

En citant un commentaire du commissaire fédéral Emmerick, de la *Public Housing Authority*, sur les habitations publiques Willow Lodge, l'éditorial poursuit :

(...) the commissioner told the delegates that he thought bi-racial occupancy of Willow Lodge was unwise and that he would oppose the right of Negro war workers to live there. He was sure that his boys "on the hill" (in Congress) would back him up in this position. Are not the southerners running the 78th Congress?⁴⁷

Dans un éditorial publié le 8 juillet 1944, le journal afro-américain *Michigan Chronicle* poursuit:

We believe that the housing problem of our city and of every major city in America will never be solved until the silly, anti-democratic theory or racial housing is scrapped. Jim-Crowism in housing is not merely unjust and discriminatory, it is thoroughly impractical in this busy period of American life⁴⁸.

Sous la supervision de la NHA de Louis Danzig, Newark devient la première ville de l'État du New Jersey, et l'une des premières aux États-Unis, à soumettre des projets de *slum clearance* selon les dispositions du *Housing Act* de 1949⁴⁹, dans une perspective agressive de valorisation foncière. Nous reviendrons sur la position dominante de Danzig au sein de l'appareil politique municipal dans la troisième partie de ce chapitre.

Si la Section I du *Housing Act* prévoit la relocalisation temporaire des familles habitant des unités insalubres, le temps de construire de nouvelles unités, la législation dans son ensemble ne prévoit aucune disposition s'assurant de l'existence et de la disponibilité de telles unités temporaires :

⁴⁷ *Loc. cit.*

⁴⁸ « New Housing », *The Michigan Chronicle*, 8 juillet 1944, p. 6.

⁴⁹ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 10-11.

As a further condition to Federal aid there must be a feasible method for the temporary relocation of families displaced from the project area and the permanent provision of decent, safe, and sanitary dwellings at prices and rents within the financial means of such families. (...) Families who are otherwise eligible and who are displaced or are about to be displaced by public slum clearance, redevelopment, or low-rent housing projects will be given a first preference for admission to low-rent housing⁵⁰.

Dans les faits, les familles doivent se trouver de nouveaux logements par leurs propres moyens⁵¹. À Newark, le processus délimitant les zones visées dans des projets de *slum clearance* est si rapidement approuvé par le Conseil municipal, le *Central Planning Board* (CPB) et la NHA que peu de ressources financières et de temps demeurent à la disposition des associations locales pour proposer des solutions de rechange⁵². Le processus newarkais est aussi marqué par le népotisme dans l'allocation de logements pour les populations déplacées. En effet, quelques fonctionnaires municipaux agissent comme « *sponsors* » pour certains résidents. Quoiqu'il en soit, le fardeau de la preuve pour des demandes d'accommodements ou de reconsidération revient donc au locataire, au propriétaire ou à l'administration municipale et non à la NHA. L'implication d'un fonctionnaire n'est pas non plus garante du succès de la démarche entreprise par un locataire ou un propriétaire, mais assure au minimum que le cas d'un plaignant sera reconsidéré par la NHA⁵³. Conséquemment, le processus d'identification des secteurs visés par les projets de *slum clearance* et les accommodements quant à la relocalisation (ou la priorisation dans l'obtention d'un appartement ou d'un commerce de remplacement) participe entièrement du clientélisme politique municipal.

⁵⁰ Housing Act of 1949, *op. cit.*, p. 2-4.

⁵¹ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 227.

⁵² Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 34.

⁵³ *Ibid.*, p. 43.

La NHA ne participe pas aux relocalisations des ménages dans ses habitations publiques⁵⁴. En 1962, le nombre de ménages visés par des mesures de relocalisation est de 11 480, dont 9 798 sont afro-américains⁵⁵. Un projet de relocalisation de soixante immeubles du *Central Ward* à la fin des années 1950 illustre le manque de logements pour les ménages délocalisés. Seulement 15 % des premiers 800 ménages à être relocalisés le sont dans des immeubles de la NHA. Entre 80 % et 90 % de l'ensemble des ménages impliqués doivent se trouver un logement privé⁵⁶. Selon un rapport de la NHA publié en 1956⁵⁷, sur une période de relocalisation de 18 mois, 27 % des familles délocalisées sont acceptées dans des nouvelles habitations publiques; 47 % se trouvent un logement privé grâce à l'assistance publique; 26 % trouvent un logement sans aide.

Un article du *New Jersey Afro-American* du 4 février 1967 illustre à la fois la persistance du problème de relocalisation des ménages lors de projets de *slum clearance* et l'inaptitude de l'administration municipale à intervenir auprès des regroupements populaires et militants en dehors du cadre de cooptation habituel. L'article rapporte les propos de Louise Epperson, présidente du *Committee Against Removal*, critiquant le maire Hugh Addonizio dans le cadre d'un projet de construction d'un campus newarkais pour la *New Jersey School of Medicine* et qui implique la relocalisation de 2 000 ménages :

He has failed to confer with the people who are to be uprooted. By failing to do so he is pursuing the worst type of political duplicity in an effort to mislead and dupe the citizens of Newark. He, above anyone else, is fully aware of the fact that any meeting he would call in the interest of the med-school site should and must be a meeting of the citizens, in the

⁵⁴ *Ibid.*, p. 156.

⁵⁵ U.S. Commission on Civil Rights, *op. cit.*, p. 141.

⁵⁶ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 156-157.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 56.

proposed target area. (...) [Louise Epperson] listed as violations of urban renewal guidelines: (1) Failure to hold public hearings with the people in the target area; (2) Failure to provide the machinery for the people of the site area to participate in the policy-making decisions relating to the area; (3) Failure to provide ninety days written notices required under the law for citizens being asked to leave a site area; (4) Failure to get from the people in the target area their approbation to acquire the land for the medical school site⁵⁸.

Selon les dispositions du *Housing Act* de 1954, la USHA est autorisée à financer jusqu'à 10 % du coût des projets non résidentiels (ce pourcentage est augmenté à 30 % en 1961). La NHA identifie le principal problème de Newark comme étant la proportion importante d'habitations insalubres et le manque d'habitations pour les familles de la classe moyenne. Pour résoudre ce problème, la NHA planifie de concentrer les habitations publiques dans les quartiers principalement afro-américains et la restauration des habitations des quartiers défavorisés, mais plus homogènes sur le plan ethnique⁵⁹, le tout en concordance avec les dispositions du ratio 1:1 prévu par le *Housing Act* de 1937. Un prospectus de la commission de planification de la ville publié en 1961 indique que 25 % de la population newarkaise, majoritairement afro-américaine, doit être déplacée des quartiers centraux pour laisser place à la construction d'habitations publiques⁶⁰. Au moment des émeutes, 18 000 personnes habitent un territoire d'un peu plus de 2 kilomètres carrés, et ce, sans compter les 4 400 familles en attente d'un logement à Newark⁶¹. Une enquête de l'Université Rutgers publiée en 1967 indique que le problème de surpopulation est amplifié par la présence d'environ 4 700 logements privés inhabités, dont 2 350 sont réputés être

⁵⁸ « Removal Program Causing Central Ward Controversy », *The New Jersey Afro-American*, 4 février 1967, p. 1.

⁵⁹ Yutaka Sasaki, *op. cit.*, p. 126.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 128.

⁶¹ State of New Jersey Governor's Select Commission on Civil Disorder, *op. cit.*, p. 56.

disponibles pour location immédiate⁶². De ces 2 350 logements, les deux tiers sont considérés comme étant insalubres⁶³.

Une disposition inusitée de la Section III de la loi de 1949 a, quant à elle, des conséquences importantes sur la qualité de vie des résidents de complexes d'habitations : « *In no event may a project be undertaken which is of elaborate or extravagant design or material*⁶⁴. » Lors des audiences de la commission du New Jersey sur les événements de 1967, le directeur de la NHA, Louis Danzig, défend la préférence pour les tours d'habitations à forte densité : « *We were compelled under restrictions to build high-rise. Cost limitations, slum clearance, equivalent elimination, increased market supply, and we also had a pressure on us to house large families*⁶⁵. »

La commission du New Jersey relève d'autres facteurs qui contribuent à l'insécurité des habitations publiques de Newark :

*As a consequence, some 18,000 people are now crowded into an area with a radius of about a mile and a half. There is little grass or open space around the project grounds. There are no lavatory facilities on first floors or near playgrounds. It is virtually impossible in densely populated vertical silos for parents to supervise their youngsters, for maintenance workers to keep up with their chores, or for policemen to do their job adequately. Another factor that contributes to discomfort and tension is the intense summer heat, unrelieved by air-conditioning*⁶⁶.

Ces constructions ont comme conséquence de créer une concentration géographique de taudis sans toutefois reproduire le tissu social et d'isoler les résidents dans un

⁶² *Ibid.*, p. 58.

⁶³ *Loc. cit.*

⁶⁴ Housing Act of 1949, *op. cit.*, p. 14

⁶⁵ State of New Jersey Governor's Select Commission on Civil Disorder, *op. cit.*, p. 56.

⁶⁶ *Loc. cit.*

environnement contrôlé (accès au logement par des ascenseurs ou des cages d'escalier, isolement des projets d'habitation par l'entremise d'autoroutes, de larges boulevards, de terrains abandonnés, etc.)⁶⁷.

2.2 Les pratiques de discrimination résidentielle

Comme nous l'avons vu, les critères de discrimination raciale constituent un élément central des politiques fédérales en matière d'habitation. Le statut social, basé sur le profilage racial, devient un critère déterminant le risque financier associé à l'emprunteur⁶⁸. Suivant la pratique du « *redlining* », que nous étudierons en détail plus loin, des quartiers entiers se voient privés d'accès aux prêts hypothécaires et au crédit domiciliaire. En conséquence, des promoteurs immobiliers achètent des propriétés vendues à bas prix pour les revendre, avec des marges de profits substantielles, aux acheteurs afro-américains (tactique du « *blockbusting* »)⁶⁹. À l'instar des institutions financières et des assureurs privés, la FHA adopte les pratiques d'évaluation des risques de la HOLC, incluant les pratiques de discrimination raciale comme le *redlining*. Comme les prêts hypothécaires sont assurés par la FHA et sont considérés pratiquement à risque nul, les intérêts sur les prêts hypothécaires baissent substantiellement⁷⁰, rendant l'accès à la propriété de plus en plus abordable pour la population blanche.

Dans son ouvrage sur Détroit, *The Origins of the Urban Crisis*, Thomas Sugrue compare la ségrégation résidentielle à une prophétie autoréalisatrice où

⁶⁷ David Theo Goldberg, *Racist Culture*, *op. cit.*, p. 198.

⁶⁸ Henrika Kuklick, « L'école de Chicago et la politique de planification urbaine. La théorie sociologique comme idéologie professionnelle », dans Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, dir., *L'École de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, coll. « Champs d'essai », 1979 (2004), p. 351.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 360.

⁷⁰ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 205.

l'appauvrissement de quartiers entiers renforce la conviction, tant dans les institutions financières et politiques qu'auprès de la population blanche, que les Afro-Américains sont un facteur de déstabilisation économique et que, conséquemment, sont justifiées les mesures pour empêcher l'accès à la propriété aux ménages afro-américains⁷¹. Dans *Urban America: From Downtown to No Town*, David Goldfield et David Brownell illustrent l'étendue de la ségrégation à laquelle les Afro-Américains sont confrontés lorsque vient le temps de trouver un domicile :

*The lack of options confronting blacks in the search for employment matched similar frustrations in their quest for a place to live. The word "ghetto" was more appropriate in describing residential locations for blacks than for any foreign immigrant group. More important, even if some foreign groups dominated a residential area, that dominance was only temporary; for blacks it was, and has continued to be, a permanent condition, paralleling their lack of occupational mobility. One historian has described the black residential experience as "the enduring ghetto"*⁷².

2.2.1 Le « redlining » et le « blockbusting »

Afin d'anticiper la valeur du marché, la HOLC établit une méthode systématique d'évaluation des risques associés aux demandeurs de prêts, une évaluation du capital en mesure d'être octroyé et des modalités de remboursement. Dans ses évaluations, la HOLC considère la présence d'un groupe racisé dans un secteur comme un élément de risque et octroie une cote défavorable à ce secteur. Connue sous le nom de « redlining », cette pratique est systématisée par la HOLC qui développe une cartographie hiérarchisée en fonction de l'homogénéité raciale des secteurs classifiés selon quatre cotes : A, B, C et D⁷³. La cote A, associée au vert, représente les

⁷¹ Thomas J. Sugrue, *op. cit.*, p. 36.

⁷² David R. Goldfield et Blaine A. Brownell, *Urban America: From Downtown to No Town*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1979, p. 263.

⁷³ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 197.

quartiers considérés nouveaux, homogènes⁷⁴ et en forte demande. La cote D, associée au rouge, est réservée pour les quartiers en déclin, denses et hétérogènes. Non seulement la HOLC n'octroie pas ou peu de prêts et d'assurances hypothécaires dans les quartiers ayant la cote D, mais en tant que principale agence nationale de prêts et d'assurances résidentielles (40 % de la population éligible fait appel à la HOLC⁷⁵), elle décourage les institutions privées d'y investir. La cote la plus élevée attribuée à certains quartiers newarkais (*Weequahic, Clinton Hill, Vailsburg, Forest Hill*) est B, et ce, en raison de la prédominance de la communauté juive. Les quartiers ouvriers comme Roseville, Woodside ou East Vailsburg sont classés C et la majorité des quartiers centraux sont classés D⁷⁶.

Une entrevue réalisée par le journaliste Paul Jacobs avec un Afro-Américain désireux d'obtenir une hypothèque pour l'achat d'une propriété à l'extérieur d'un ghetto de Los Angeles illustre la discrimination pratiquée par les institutions bancaires :

So we went to the bank to get an FHA loan, a government loan, but when we told the bank where the house was located, they refused to make us a loan. They told us they wouldn't make loans to Negroes who were trying to move into white neighborhoods⁷⁷.

Alors que les secteurs urbains classés à haut risque (« *redlined districts* ») perdent leur valeur sur le marché, les spéculateurs immobiliers achètent des propriétés vendues à bas prix par leur propriétaire pour les revendre avec des profits substantiels aux acheteurs afro-américains. Cette tactique des spéculateurs et des promoteurs immobiliers dite du « *blockbusting* » est possible en vertu des dispositions du

74 Hommes d'affaires et professionnels étasuniens, selon la terminologie de l'époque. Voir *ibid.*

75 *Ibid.*, p. 196.

76 *Ibid.*, p. 202.

77 Paul Jacobs, *op. cit.*, p. 135.

Housing Act de 1949⁷⁸. Comme les prêts hypothécaires sont assurés par le FHA à un risque pratiquement nul, les intérêts sur les prêts hypothécaires baissent substantiellement⁷⁹. L'achat d'une propriété neuve devient plus abordable que la rénovation ou la location d'une maison. En conséquence, d'une part, le prix de vente des propriétés des centres urbains est peu élevé et, d'autre part, elles sont convoitées par un nombre croissant de ménages afro-américains. Le *blockbusting* profite à bon nombre de prêteurs qui financent l'achat de résidences à des taux d'intérêt prohibitifs. En 1963, un spéculateur de Chicago justifiait ses activités en affirmant :

*Sure I deal in the black market. If I didn't, someone else would, I give badly needed service. I find homes for Negroes willing and able to buy. Because my risks are high, I need higher returns. As long as white realtors are allergic to Negro business, I've got a future. I live off segregation. When it goes, so will I*⁸⁰.

Les spéculateurs et les promoteurs immobiliers ne sont pas les seuls groupes à s'opposer à la présence de ménages afro-américains dans certains quartiers. Le 24 janvier 1942, en référant à des projets d'habitations publiques dédiées aux travailleurs afro-américains oeuvrant dans le soutien à l'industrie militaire, le *New York Age* rapporte : « *Local pressure groups formed by white church and political leaders have sought to block Negro occupancy of these dwellings and to have them redesignated for whites only*⁸¹. »

Le *blockbusting* contribue à la concentration géographique et au surpeuplement des ménages afro-américains dans les centres urbains, notamment parce qu'un nombre

⁷⁸ Idem., p. 360.

⁷⁹ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 205.

⁸⁰ Edward Marcianiak, « Breaking the Housing Barrier » In *The Commonwealth*, 1^{er} mars 1963, Congress for Racial Equality Papers Addendum, Community Relations Dept. (Newark-Essex CORE Chapter, 1963-1964), R. 13 & R. 14 (Sc. Micro R-4021).

⁸¹ « National Urban League Protests Bias in Defense Housing of Race », *The New York Age*, 24 janvier 1942, p. 3.

important de propriétés unifamiliales vendues dans ces conditions seront subdivisées en appartements. Nous verrons plus loin les conséquences de cette pratique dans le quartier newarkais de *Clinton Hill*.

2.2.2 La *Veterans Administration* et le *G.I. Bill*, ou la perpétuation de la ségrégation économique et raciale

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la *Veterans Administration* (VA) prend en charge les hypothèques contractées par certains des 16 millions de militaires sous sa responsabilité et accorde ses pratiques de financement avec celles de la HOLC et de la FHA⁸². Le budget alloué au *Servicemen's Readjustment Act* de 1944 (*G.I. Bill*⁸³) représente 15 % du budget fédéral tandis que la VA emploie 17 % des fonctionnaires fédéraux⁸⁴. Plus de 13 millions d'habitations privées sont construites entre 1945 et 1954. La VA assure plus de 40 % des hypothèques contractées aux États-Unis⁸⁵. À Newark, 5 600 militaires afro-américains newarkais sont démobilisés en 1945, et 90 % d'entre eux ont l'intention de revenir y résider en permanence⁸⁶. Dans une enquête réalisée en 1945, 38 % des répondants vétérans newarkais indiquent qu'ils demeurent dans des chambres louées ou des roulottes partagées avec d'autres ménages⁸⁷. Si 46 % d'entre eux songent à devenir propriétaires, seulement 9 % croient y parvenir⁸⁸. Ces craintes sont manifestement fondées. Au Congrès, la rédaction du *G.I. Bill* relève notamment du *Committee on World War Veterans' Legislation* dont le responsable est le représentant du Mississippi John E. Rankin.

⁸² Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 204.

⁸³ Servicemen's Readjustment Act of 1944 (Pub. L. 346, 58 Stat. 284) <http://legisworks.org/congress/78/publaw-346.pdf>.

⁸⁴ Ira Katznelson, *When Affirmative Action Was White: An Untold History of Racial Inequality in Twentieth-Century America*, New York, W. W. Norton & Company, 2005, p. 113.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 116.

⁸⁶ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 53.

⁸⁷ *Loc. cit.*

⁸⁸ *Ibid.*, p. 54.

Ouvertement raciste, antisémite et anticatholique⁸⁹ et défenseur d'une décentralisation administrative, Rankin insiste pour que les dispositions prévues par le *G.I. Bill* soient appliquées par les États et les autorités locales. En conséquence, les dispositions prévues pour l'accès au crédit pour l'achat et la construction résidentielle prévoient explicitement que l'acceptation des candidats relève des agences responsables des prêts. La loi ne prévoit pas de dispositions obligatoires sur l'égalité d'accès au crédit⁹⁰.

Une enquête menée en 1950 dans la ville de New York et dans l'État du New Jersey indique que seulement 1,7 % des 449 458 prêts hypothécaires octroyés l'ont été à des « non-Blancs »⁹¹. Les « non-Blancs » possèdent 2,1% des propriétés détenues grâce à une hypothèque classique (sans assurance gouvernementale), 0,9 % de celles obtenues grâce à des prêts hypothécaires assurés par la FHA et 0,1% de celles achetées avec des prêts hypothécaires assurés par la VA⁹². Sur l'ensemble des prêts hypothécaires de la région métropolitaine étudiée, 15,5 % sont assurés via la VA⁹³. À Newark, où le taux d'inoccupation des logements est de moins de 1 %, l'allocation des habitations publiques par l'administration priorise d'abord l'allocation des logements aux vétérans blancs. Cette discrimination est notamment illustrée par la différence appréciable entre le revenu annuel moyen de 3 369 \$ des résidents des habitations Bradley Court, où habitent des vétérans blancs, et celui de 2 338 \$ aux habitations F.D.R. Homes, où résident des vétérans afro-américains⁹⁴. La différence est marquée avec les banlieues environnantes dans le même comté. La moyenne newarkaise des revenus annuels est de 4 545 \$. Ces données contrastent avec celles

⁸⁹ Ira Katznelson, *op. cit.*, p. 123.

⁹⁰ Servicemen's Readjustment Act of 1944, *op. cit.*, p. 291.

⁹¹ Lizabeth Cohen, *op. cit.*, p. 171.

⁹² *Loc. cit.*

⁹³ *Loc. cit.*

⁹⁴ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 53.

des banlieues situées à moins de 20 kilomètres du centre de Newark. Le revenu annuel moyen des ménages de Bloomfield est de 7 557 \$; celui de Montclair, de 8 423 \$ et celui de Millburn, de 14 145 \$⁹⁵.

La discrimination s'applique aussi dans les logements construits par la VA, gérés par les municipalités. Le 9 juillet 1949, le journal *New Jersey Afro-American* rapporte une décision de la Cour suprême de l'État du New Jersey dans un cas de discrimination raciale dans les logements de la VA de la municipalité de East Orange, à cinq kilomètres de Newark⁹⁶. Dans ce dossier, neuf vétérans soumettent leur candidature et se voient refuser l'accès aux logements de la VA de East Orange. Grâce au soutien financier et légal du chapitre local de la NAACP, l'affaire est contestée jusqu'à la Cour suprême de l'État. D'une part, cette dernière indique que la présélection sur une base raciale des candidats locataires est illégale et, d'autre part, elle ordonne à l'administration municipale de East Orange de reprendre l'analyse des dossiers des candidats sur la base de critères de sélection objectifs et universels.

2.2.3 Les clauses restrictives et le Quatorzième Amendement de la Constitution étasunienne : les sagas judiciaires de *Shelley v. Kraemer* (1948) à *Reitman v. Mulkey* (1967)

Section I, 14^e Amendement des États-Unis :

All persons born or naturalized in the United States, and subject to the jurisdiction thereof, are citizens of the United States and of the state wherein they reside. No state shall make or enforce any law which shall abridge the privileges or immunities of citizens of the United States; nor shall any state deprive any person of life, liberty, or property, without due

⁹⁵ Lizabeth Cohen, *op. cit.*, p. 242-243.

⁹⁶ « East Orange Housing Case to be Re-tried on 'Merits' », *The New Jersey Afro-American*, 9 juillet 1949, p. 8.

*process of law; nor deny to any person within its jurisdiction the equal protection of the laws*⁹⁷ ».

Une des pratiques les plus répandues en matière de discrimination résidentielle est l'application de « clauses restrictives » (*restrictive covenants*), qui consistent en une entente entre résidants selon laquelle les signataires s'engagent à ne pas vendre leur propriété à des Afro-Américains, ou tout autre groupe visé, dans le but explicite de favoriser la croissance de la valeur des propriétés. Certaines clauses ont plutôt trait au maintien d'un style architectural particulier et dont la préservation est onéreuse sur le plan financier⁹⁸. Dans l'un des registres de notes d'agents immobiliers de Levittown au New Jersey (aujourd'hui Willingboro Township), il est indiqué que plusieurs acheteurs blancs s'inquiètent de l'arrivée potentielle de propriétaires afro-américains. Un acheteur potentiel blanc indique que, selon lui, l'intégration raciale « promet de contaminer un endroit et de procéder à une dévalorisation systématique du quartier⁹⁹ ». Un rapport de 1959 de l'administration municipale de Newark indique que 55 % des répondants sont alors favorables aux clauses restrictives, ce nombre atteignant 63 % dans les quartiers à prédominance blanche. Dans ces mêmes quartiers, 64 % des habitants des mêmes quartiers appuient l'interdiction pour les Afro-Américains de déménager dans leur quartier¹⁰⁰. Cette pratique est appuyée par la FHA, soucieuse de maintenir une « harmonie raciale¹⁰¹ ».

L'arrêt *Shelley v. Kraemer* ne remet pas directement en question la légalité des clauses restrictives¹⁰². Par contre, suivant son interprétation du Quatorzième Amendement de la Constitution, la Cour suprême juge que les pouvoirs publics ne

⁹⁷ 14^e Amendement de la Constitution des États-Unis, Legal Information Institute, Cornell University Law School, <https://www.law.cornell.edu/constitution/amendmentxiv>.

⁹⁸ Thomas J. Sugrue, *op. cit.*, p. 46.

⁹⁹ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 55.

¹⁰⁰ Yutaka Sasaki, *op. cit.*, p. 116.

¹⁰¹ Kenneth T. Jackson, *op. cit.*, p. 208.

¹⁰² *Shelley v. Kraemer*, 334 U.S. 1 (1948), <https://supreme.justia.com/cases/federal/us/334/1/case.html>.

peuvent être appelés à faire respecter les clauses restrictives. La Cour indique qu'elle n'est pas disposée à intervenir dans les cas où les propriétaires et les acheteurs adhèrent volontairement à une clause restrictive :

*The rights created by the first section of the Fourteenth Amendment are, by its terms, guaranteed to the individual. The rights established are personal rights. It is, therefore, no answer to these petitioners to say that the courts may also be induced to deny white persons rights of ownership and occupancy on grounds of race or color. Equal protection of the laws is not achieved through indiscriminate imposition of inequalities. (...) The historical context in which the Fourteenth Amendment became a part of the Constitution should not be forgotten. Whatever else the framers sought to achieve, it is clear that the matter of primary concern was the establishment of equality in the enjoyment of basic civil and political rights and the preservation of those rights from discriminatory action on the part of the States based on considerations of race or color*¹⁰³.

Dans les faits, les institutions financières continuent de respecter les clauses restrictives dans leur politique de prêts¹⁰⁴. La FHA modifie ses pratiques à compter de février 1950, quoiqu'à un rythme jugé très lent par plusieurs¹⁰⁵ et de manière arbitraire et en continuant de permettre aux promoteurs locaux de construire des maisons destinées uniquement aux ménages blancs¹⁰⁶.

L'arrêt *Reitman v. Mulkey*¹⁰⁷ de 1967 invalide toute disposition légale discriminatoire, et ce, toujours en vertu du Quatorzième Amendement. L'arrêt fait suite à une saga politico-juridique en Californie généralement connue sous le nom « Proposition 14 ». La législature de l'État adopte le 21 juin 1963 le *Fair Housing Act* interdisant toute

¹⁰³ *Loc. cit.*

¹⁰⁴ Thomas J. Sugrue, *op. cit.*, p. 45.

¹⁰⁵ Roger Biles, *op. cit.*, p. 34.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 35.

¹⁰⁷ *Reitman v. Mulkey*, 387 U.S. 369 (1967), <https://supreme.justia.com/cases/federal/us/387/369/case.html>.

discrimination basée sur l'origine ethnique en matière d'habitation¹⁰⁸. L'adoption de la loi fait suite à la ratification d'une mesure législative analogue adoptée par l'administration municipale de Berkeley en janvier 1963. Après une pétition menée par les associations locales de propriétaires et de promoteurs immobiliers contre la législation municipale, un référendum est tenu le 2 avril 1963 et les citoyens de Berkeley abrogent la législation municipale de janvier 1963 par un vote de 22 750 en faveur de l'abrogation et de 20 456 contre¹⁰⁹. Ironie du sort, c'est le 2 avril 1963 que Martin Luther King arrive à Birmingham dans le cadre de la campagne du *Southern Christian Leadership Conference* pour la désagrégation de la ville¹¹⁰. En dépit de l'obstruction du Sénat de la Californie, la loi est adoptée le 3 juin, seulement 25 minutes avant la fin de la session législative¹¹¹.

Après les événements de Berkeley, une pétition pour renverser le *Fair Housing Act* est déclenchée sous le slogan « *A man's home is his castle*¹¹² ». Les promoteurs de la campagne proposent d'apporter un amendement à la Constitution de l'État invalidant *de facto* le *Fair Housing Act*. Cet amendement mentionne :

*Neither the State, nor any subdivision or agency thereof shall deny, limit or abridge, directly or indirectly the right of any person, who is willing or desires to sell, lease or rent part or all of his real property, to decline to sell, lease or rent such property to such person or persons as he, in absolute discretion, chooses*¹¹³.

¹⁰⁸ David B. Oppenheimer, « California's Anti-Discrimination Legislation, Proposition 14 and the Constitutional Protection of Minority Rights: The Fiftieth Anniversary of the California Fair Employment and Housing Act », *Golden Gate University Law Review*, vol. 40, n° 2, 2010, p. 123.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 121.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 122.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 123.

¹¹² *Ibid.*, p. 124.

¹¹³ *Reitman v. Mulkey, op. cit.*

La Proposition 14 est adoptée par une majorité de plus de deux millions de votes¹¹⁴ en novembre 1964 mais, contestée par la NAACP, elle est éventuellement invalidée par la Cour suprême de l'État de la Californie. L'arrêt de la Cour suprême de l'État est confirmé par la Cour suprême des États-Unis le 29 mai 1967 dans l'arrêt *Reitman v. Mulkey* suivant une plainte de la partie Mulkey à l'endroit de la partie Reitman, qui refusait de lui louer sa propriété sur une base d'exclusion raciale.

La partie Mulkey appuie sa défense sur la Proposition 14. Dans un premier temps, la Cour suprême des États-Unis donne raison à la Cour suprême de la Californie et, *de facto*, à la partie Mulkey quant à la plainte fondée en vertu du Quatorzième Amendement. Dans un deuxième temps, la Cour suprême signale que la décision de l'instance californienne que rend invalides les dispositions de la Proposition 14 (Art. I, § 26) quant à la ratification de mesures engageant activement l'État dans des mesures de discrimination :

There is no sound reason for rejecting this judgment. Petitioners contend that the California court has misconstrued the Fourteenth Amendment, since the repeal of any statute prohibiting racial discrimination, which is constitutionally permissible, may be said to "authorize" and "encourage" discrimination because it makes legally permissible that which was formerly proscribed. But, as we understand the California court, it did not posit a constitutional violation on the mere repeal of the Unruh and Rumford Acts¹¹⁵.

2.2.4 Le quotidien des habitations publiques

L'enquête de l'Université Rutgers menée en 1967, citée précédemment, indique que seulement 21 % des Afro-Américains et 19 % des Blancs considèrent que Newark

¹¹⁴ David B. Oppenheimer, *op. cit.*, p. 125.

¹¹⁵ *Loc. cit.*

présente un milieu de vie agréable¹¹⁶. Le niveau de criminalité dans le *Central Ward* est 35 fois plus élevé que dans un district de banlieue¹¹⁷. Les conditions insalubres d'habitation constituent le premier critère d'insatisfaction des résidents (54 %), suivies par l'absence d'emplois (53 %), le non-respect des engagements politiques (52 %), l'absence d'opportunités professionnelles (52 %) et la brutalité policière (49 %)¹¹⁸. L'absence de contrôle des coûts des loyers est aussi la cause de bon nombre de manifestations et de grèves du loyer (*rent strikes*). Les loyers sont souvent établis en fonction de l'appartenance ethnique et du nombre d'occupants d'un appartement, établissant une double discrimination¹¹⁹. En effet, un ménage afro-américain, étant considéré plus à risque, paie un loyer plus élevé pour le même type d'appartement qu'un ménage blanc, mais les ménages noirs ont aussi tendance à compter plus de personnes. Une entrevue réalisée par le journaliste Paul Jacobs illustre l'emprise de certains propriétaires sur leurs locataires afro-américains :

Now, if you're on a job, next month you might get a raise. Now when you get a three-cent raise on your job, you get a six-dollar raise on house rent. So then, we're in this place but we have certain things we can't do in our own home while we're paying rent. For instance, you can't come and visit me no more than two weeks. If you stay longer than that, they'll assume that you live there and you have to start paying some rent¹²⁰.

Entre 43 % et 91 % des logements du *Central Ward* sont considérés comme étant insalubres par les autorités municipales¹²¹. À cet égard, le journal *New Jersey Afro-American* rapporte les résultats d'une enquête du département municipal de la santé

¹¹⁶ State of New Jersey Governor's Select Commission on Civil Disorder, *op. cit.*, p. 2.

¹¹⁷ *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, *op. cit.*, pp. 266-269.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 55.

¹¹⁹ Paul Jacobs, *op. cit.*, p. 164.

¹²⁰ *Loc. cit.*

¹²¹ *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, *op. cit.*, p. 469.

réalisée en 1950 : 823 infractions au Code du logement¹²². Ces infractions sont constatées dans 136 bâtiments dans lesquels vivent 279 ménages du *Central Ward*. Le département de la santé note, notamment des réservoirs d'eau chaude au système électrique défaillant, des infiltrations d'eau, une isolation déficiente au point où les locataires doivent porter leurs manteaux imperméables dans leur appartement, des toilettes défectueuses et en nombre insuffisant ainsi que des protections défaillantes et insuffisantes contre les incendies. Une enquête du journal *New Jersey Afro-American*, publiée en février 1967, fait état de problèmes récurrents en matière d'isolation, de moisissures, d'absence d'eau chaude ou d'accès à l'eau potable¹²³. Une bénévole d'un regroupement communautaire, le *Citizens Committee for Children*, rapporte la découverte de 40 familles habitant des immeubles sans eau courante ou chauffage. La journaliste s'indigne des conditions de vie insalubres des habitants des taudis qui contrastent avec la vie aisée de leurs propriétaires :

*While thousands of both black and white Americans are living in the filth and grime of utter poverty, thousands of others are living in luxury of wealth acquired by renting houses and apartments, such as those on this page, to the poor at outrageous amounts*¹²⁴.

Les incendies sont monnaie courante. Le 9 avril 1966, le *New York Times* fait état d'une série d'incendies qualifiés de suspects durant la nuit précédente, dont un s'étant étendu à dix immeubles à appartements de trois étages¹²⁵. L'incendie mobilise toutes les ambulances de la ville, 20 camions, 200 pompiers et fait cinq victimes, toutes des enfants, et 300 sans-abris. Le 8 mai, le *New York Times* rapporte cinq incendies, tous

¹²² « Written Warning Given 200: 3 Days of Slum Probe Reveal 823 Violations », *The New Jersey Afro-American*, 25 février 1950, p. 11-14.

¹²³ Maggie Bellows, « 'Horror Houses': The War Against Slumlords », *The New Jersey Afro-American*, 4 février 1967, cahier spécial.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ « Newark Fires Kills 5 Children and Leaves 300 Homeless », *The New York Times*, 10 avril 1966, p. 1-65.

déclarés le même jour et faisant 400 sans-abris. Ce brasier fait suite à plus de 30 incendies vraisemblablement d'origine criminelle selon le directeur des pompiers newarkais, qui se sont déclarés depuis le mois de décembre 1965¹²⁶. D'une part, la rapidité avec laquelle se propagent les incendies révèle les lacunes flagrantes, notamment l'absence de protection contre les incendies et la vétusté des systèmes électriques. D'autre part, le fait que chacun de ces incendies se soit déclaré soit dans le porche arrière ou dans les halls d'entrée des bâtiments renforce l'hypothèse de l'origine criminelle¹²⁷. Ces incendies contribuent indéniablement à la tension dans le *Central Ward*, l'un des résidents indiquant au journaliste du *New York Times* : « *What's so cruel about it is that you're scared to go back to sleep at night*¹²⁸ ».

Les cas d'agressions sexuelles sont également nombreux. Dans une décision rendue en juillet 1967, un jury refuse de blâmer la NHA dans un cas de viol commis en 1963 contre une mineure de 13 ans d'origine afro-américaine dans un des ascenseurs des habitations Hayes, dont l'agence avait la responsabilité¹²⁹. L'avocat de la victime indique au juge responsable de l'audience que 18 viols et agressions sexuelles se sont produits dans les deux années précédentes dans le même complexe immobilier. Malgré cette information, le jury indique que la NHA n'est pas coupable de négligence et qu'elle n'est pas responsable des cas d'agression dans ses immeubles.

Dans le roman *Third Ward, Newark*, le personnage Otis Evans résume la dynamique sociopolitique newarkaise à la protagoniste :

“Look Hattie, I've seen things in Newark that'd turn away any man's stomach. I've seen white lawyers and doctors who wouldn't pay a colored

¹²⁶ « Suspicious Fires Worry Newark: Central Ward Residents Alarmed by 5 Blazes in Day », *The New York Times*, 8 mai 1966, p. 61.

¹²⁷ *Loc. cit.*

¹²⁸ *Loc. cit.*

¹²⁹ « Newark HA not blamed for '63 rape », *The New Jersey Afro-American*, 8 juillet 1967, p. 1.

girl ten cents if she worked in an office for the all day. But when night comes they ride around up there on the Hill and pick up a girl and give her anything to go to bed with them. It's their fault, not yours."

"Was it their fault that I was weak, Mr. Evans? Was it their fault that I look the easiest day out?"

"We're all weak when it comes to our bread and butter, Hattie. Hunger makes hustlers and double-crossers and Uncle Toms out of anybody. White people are the same way, only they're on top, and they can say to us, 'Do this, or do that, or starve!' They got us by our breadbaskets, and that's where it counts most. It goes on like this year after year. It's like this all over this goddamned country!"¹³⁰

2.3 La politique newarkaise

*There's no money in being a congressman but
you can make a million bucks as mayor of
Newark¹³¹.*

Hugh Addonizio, maire de Newark (1962-1970), en discussion avec l'un de ses collaborateurs

2.3.1 La mainmise du crime organisé

D'une part, la machine politique qui dirige l'administration municipale de Newark, largement financée par des organisations criminelles, octroie les emplois, finance les organisations politiques, contrôle l'industrie de la construction et corrompt bon nombre de dirigeants locaux. Elle repose aussi sur un principe de cooptation des minorités. D'autre part, le crime organisé entretient ce que d'aucuns qualifient de

¹³⁰ Curtis Lucas, *op. cit.*, p. 91.

¹³¹ Ronald Porambo, *op. cit.*, p. 61.

« relations cordiales » avec l'administration policière municipale du directeur Dominick Spina¹³².

Durant les années 1930 et 1940, le crime organisé newarkais est sous le contrôle de Abner Zwillman, de la mafia juive-américaine, qui doit sa fortune à l'importation d'alcool durant la prohibition. Zwillman approuve les nominations au poste de procureur général du New Jersey¹³³ en retour du financement de campagnes politiques. Il participe pleinement à l'appareil de cooptation des minorités. Charles Matthews, premier représentant démocrate et afro-américain du *Third Ward* de Newark, rappelle à Robert Curvin les circonstances de son élection en 1941 :

*The night I was elected, Zwillman sent Jerry Kessler, a lawyer, up to the headquarters to write my acceptance speech. Later Zwillman told me to meet him in New York where he bought me two suits and twelve shirts. He said, "when you're a leader, you've got to look like a leader".*¹³⁴

Proche du maire Meyer Ellenstein, Zwillman autorise jusqu'à la nomination de certains officiers de police et l'assignation de différents projets immobiliers aux entrepreneurs chargés de la réalisation des projets ainsi que les travailleurs autorisés à travailler sur les chantiers. La mafia italo-américaine de Tony Boiardo prend de l'importance dans les années 1950, qui culminent avec l'emprisonnement de Zwillman en 1956 et sa mort en 1959¹³⁵. La mafia italo-américaine s'infiltré durablement dans l'appareil politique newarkais. La machine de Boiardo appuie l'élection à la mairie de Ralph Villani en 1949, puis de Hugh Addonizio en 1962¹³⁶. En 1953, Villani est mis en cause par un jury d'accusation (*grand jury*) pour avoir pris part à un racket d'extorsion mais n'est pas poursuivi parce que le délai de

¹³² *Ibid.*, p. 60.

¹³³ Robert Curvin, *The Persistent Minority*, *op. cit.*, p. 16.

¹³⁴ Robert Curvin, « Black Ghetto Politics in Newark after World War II », *op. cit.*, p. 149.

¹³⁵ Robert Curvin, *The Persistent Minority*, *op. cit.*, p. 19.

¹³⁶ Ronald Porambo, *op. cit.*, p. 60-61.

prescription est échu¹³⁷. Des preuves sonores d'une enquête du *Federal Bureau of Investigation* (FBI) confirment plus tard que Addinizio reçoit régulièrement des pots-de-vin. Sa réputation a même convaincu Spina de l'approcher pour lui proposer de légaliser les jeux de hasard une fois son élection assurée à la mairie¹³⁸. Les assignations du personnel policier faites par Spina et Addonizio sont fondées sur des considérations politiques et les conflits d'intérêts étaient aussi monnaie courante. Une déclaration émanant d'un jury d'accusation du comté de Essex en 1965 indique :

*We have a lack of confidence in the Newark Police Department's enthusiasm for a crackdown on the underworld. Nowhere has our attention been focused on any policy statement by the police department vigorously attacking organized crime*¹³⁹.

Dans son ouvrage sur les émeutes qu'il publie en 1967, Tom Hayden indique :

*Much of the community predicted that Newark's riot would be triggered by a police incident. While unemployment, housing and educational problems are created far from the ghetto, the police are seen as direct carriers of intimidation, harassment and violence*¹⁴⁰.

2.3.2 Les structures de cooptation : le rôle de Irvine Turner

En 1954, l'élection en de Irvine Turner dans le *Central Ward*, journaliste newarkais¹⁴¹ et premier Afro-Américain élu conseiller de district, est d'abord saluée par les organisations de défense des droits civiques. N'ayant pas obtenu le soutien du maire Ellenstein lors des élections à la commission municipale de 1949 et de 1953, Turner a sollicité et a obtenu le soutien de ses successeurs Villani puis Addonizio¹⁴².

¹³⁷ *Ibid.*, p. 61.

¹³⁸ *Loc. cit.*

¹³⁹ *Loc. cit.*

¹⁴⁰ Tom Hayden, *op. cit.*, p. 14-15.

¹⁴¹ State of New Jersey Governor's Select Commission on Civil Disorder, *op. cit.*, p. 4.

¹⁴² Robert Curvin, *The Persistent Minority*, *op. cit.*, p. 30.

Charismatique, il adopte un discours populiste dénonçant la discrimination envers les Afro-Américains et se présente comme le défenseur des droits civiques. Son élection est largement due au découpage favorable des cartes électorales en fonction des zones de résidence des minorités raciales (*gerrymandering*).

S'il se présente comme le défenseur des Afro-Américains, il opère sous un mode clientéliste et distribue les emplois et l'aide alimentaire à ses commettants en fonction de leur appui envers l'administration municipale, s'attirant les critiques d'organisations civiques comme la NAACP et la *Urban League* (UL)¹⁴³, puis éventuellement du *Congress for Racial Equality* (CORE) et du *Newark Community Union Project* (NCUP). Ces organisations indépendantes du pouvoir local dénoncent fréquemment le double discours de Turner et le fait qu'il divise la population afro-américaine newarkaise entre les nouveaux migrants du Sud des États-Unis, souvent peu éduqués et peu au fait des dynamiques politiques locales, et les résidents de longue date¹⁴⁴. Plusieurs journalistes rapportent que Turner consulte régulièrement les registres de la police newarkaise pour obtenir des informations compromettantes qu'il comptait utiliser contre des adversaires¹⁴⁵. En échange de la mainmise sur le *Central Ward*, Turner approuve sans conditions¹⁴⁶ les programmes de *slum clearance* de la NHA et les politiques de l'administration Addonizio. De plus, Turner est appelé à agir en tant que médiateur entre la NHA et certaines églises afro-américaines forcées de lui vendre leur propriété dans le cadre de programmes de *slum clearance*. Bon nombre d'églises ont ainsi pu augmenter le prix de vente après l'intervention de Turner¹⁴⁷. Ce cercle vicieux lui permet de préserver son pouvoir sur le *Central Ward*

¹⁴³ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 153.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 153-154 et Karl E. et Alma F. Taeuber, *op. cit.*, p. 126-127.

¹⁴⁵ Ronald Porambo, *op. cit.*, p. 81.

¹⁴⁶ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 154.

¹⁴⁷ Robert Curvin, *The Persistent Minority*, *op. cit.*, p. 33. Voir aussi *Newark Evening News*, 12 février 1956.

à plusieurs égards. Tout d'abord, plusieurs de ses commettants afro-américains lui sont redevables pour un emploi et pour un toit. Plus importants encore, les programmes massifs de *slum clearance*, jumelés à l'allocation des logements publics basés sur l'appartenance ethnique et la concentration géographique des résidents, assurent une concentration accrue d'Afro-Américains dans le *Central Ward*. Cette concentration renforce, du moins pour un temps, la base d'appuis politiques de Turner.

Dans l'éventualité où l'élection d'un premier maire afro-américain devient inévitable, Addonizio assure à Turner, et à son adjoint Calvin West, l'appui de la machine politique newarkaise, garantissant que la machine conserve son pouvoir quoiqu'il advienne¹⁴⁸. Alors que la garantie de réalisation sans problèmes des projets de la NHA dans le *Central Ward* repose sur la complicité de Turner, le fonctionnement de l'agence est la responsabilité de Louis Danzig.

2.3.3 La Newark Housing Authority

Après Hugh Addonizio, l'homme politique le plus puissant de la ville est sans aucun doute Louis Danzig, le directeur de la NHA, l'agence responsable de la législation locale en matière d'habitation et de la réalisation des programmes d'infrastructures immobilières publiques. Danzig possède *de facto* un pouvoir de décision absolu sur la planification et la réalisation des projets d'infrastructures de la ville. Dans son étude de 1963 sur les politiques de *slum clearance* de Newark, Harold Kaplan écrit d'entrée de jeu : « *Those whose interests are affected adversely by a project must be bypassed, accommodated, or persuaded to weaken their opposition*¹⁴⁹. »

¹⁴⁸ Ronald Porambo, *op. cit.*, p. 81.

¹⁴⁹ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 4.

Le schéma directeur produit en 1947 par le CPB indique qu'un peu plus de 8 % de l'aire municipale doit, à terme, être entièrement détruite pour être reconstruite pour assurer la *slum clearance*¹⁵⁰. La majeure partie de ces aires se retrouve dans les quartiers centraux, dont le *Central Ward* : « *Because of the lack of available vacant property for new residential construction within the corporate limits of Newark, the future program must be largely that of replacing existing housing*¹⁵¹. » Pour Danzig, de telles analyses sont appliquées à la lettre, et des quartiers entiers sont détruits pour faire place à la construction de complexes d'habitation publics ou revendus en parcelles à des promoteurs privés. Parmi eux, le promoteur de la Petite-Italie de Newark, le quatrième en importance aux États-Unis, qui rachètera des terrains malgré l'opposition des résidents, des commerçants et des associations communautaires locales¹⁵². À cet égard, les méthodes autoritaires de Danzig soulèvent des questions de la part des commissaires de la *U.S. Commission on Civil Rights* lors d'audiences tenues à Newark le 11 septembre 1962. Les plus insistantes viennent de Berl I. Bernhard, directeur du personnel de la commission :

Mr. Bernhard: One last question: As you are well aware, the Housing and Home Finance Agency requires in working out a program for urban renewal that an advisory committee be formed and that there be wide distribution of membership on this advisory committee. How do you go about selecting the membership on the advisory committee and how wide a distribution –

Mr. Danzig: We do not have an advisory committee.

Mr. Bernhard: There has never been one?

¹⁵⁰ Newark Central Planning Board, *The Master Plan for the Physical Development of the City of Newark, N.J.*, Newark, 1947, p. 46.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 48.

¹⁵² David Levitus, « Planning, Slum Clearance and the Road to Crisis in Newark », *The Newark Metro*, <http://www.newarkmetro.rutgers.edu/reports/display.php?id=173>, septembre 2005. Page consultée le 20 février 2016.

*Mr. Danzig: No, sir (...)*¹⁵³.

Danzig suit avec un exposé sur la participation citoyenne dans le processus de sélection des projets d'habitation. Bien qu'il indique que la direction de la NHA s'appuie sur la participation de six citoyens non rémunérés représentant différents secteurs de la société civile, il se montre exaspéré par les questions du commissaire Bernhard sur l'intégration de représentants de la société civile, indépendants de la NHA, dans le processus de renouvellement urbain. L'échange met en lumière la conduite autoritaire que dénoncent les organisations militantes de la part du directeur de la NHA :

Mr. Danzig: (...) Finally, there are public hearings commanded by law on all this sort of thing, on site selection and the whole business. Now then, I, too, am a citizen, and my staff is composed of citizens. Now, what wider citizen participation can we possibly get?

Mr. Bernhard: Well, Mr. Danzig –

Mr. Danzig: Are we supposed to pile committees on top of committees and develop a committee form of government rather than a representative form of government?

Mr. Bernhard: I don't mean to be argumentative about that.

Mr. Danzig: All right.

Mr. Bernhard: I am just raising the question because there are Housing and Home Finance Agency regulations that require in a workable program that would be accepted by it for financial assistance that there be these advisory committees, and I would raise the question as to whether the Housing and Home Finance Agency has ever raised this issue with the housing authority here in Newark?

¹⁵³ U.S. Commission on Civil Rights, *op. cit.*, p. 115.

Mr. Danzig: We have never failed to secure money or approvals.

Mr. Bernhard: So, I gather the issue has never been raised.

Mr. Danzig: This is a brand new thing, this advisory committee, this wider citizen participation.

Mr. Bernhard: With you it is now required; is it?

Mr. Danzig: It is now required, but these sites and all this – this committee cannot now act retroactively.

Mr. Bernhard: Thank you. I have no further questions¹⁵⁴.

Dans les faits, la participation des regroupements de citoyens dans les consultations préalables à la réalisation de projets immobiliers est marginale. Les associations locales sont souvent placées devant le fait accompli, la planification et le financement des projets étant avancés au point où toute modification substantielle devient impossible. À cet égard, un sous-comité sénatorial, le *Subcommittee on Housing and Urban Affairs*, lié au *Committee on Banking and Currency Affairs*, publie un rapport le 9 mai 1967 qui mentionne l'insatisfaction des résidents impliqués dans un comité de quartier, le *Clinton Hill Area Rehabilitation Committee* : « *Citizens participating in a group officially recognized as representative of residents in a project area in Newark do not feel they have been allowed to play an effective role in planning¹⁵⁵* ».

Comme nous l'avons vu avec le témoignage ci-haut de Danzig, les autorités locales opèrent selon une culture d'intervention autoritaire selon laquelle les consultations citoyennes prévues par le *Housing Act* de 1954 ne sont qu'une formalité. Un extrait du rapport de l'État du New Jersey produit après les émeutes indique :

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 116.

¹⁵⁵ State of New Jersey Governor's Select Commission on Civil Disorder, *op. cit.*, p. 183.

The workable program includes "enlistment of citizen participation in urban renewal and similar programs." A public hearing is to be held on the planned program, but in many cities the hearings are little more than routine compliance with the law. Mr. Carter McFarland, Assistant Commissioner for Programs of the Federal Housing Administration, and James Bank, Director of the Office of Community Development of the Department of Housing and Urban Development, acknowledge that in general "citizens' committees" may be no more than paper organizations¹⁵⁶.

Harold Kaplan décrit en détail le processus accéléré de planification et de construction des projets d'infrastructures immobilières de la NHA. Kaplan a travaillé comme analyste au redéveloppement à la NHA à l'été 1959 et a réalisé une cinquantaine d'entrevues en 1959 et 1960 à l'occasion de ses études doctorales à l'Université Columbia de New York. Dans son chapitre intitulé « The Strategy of Slum Clearance », Kaplan présente le processus hermétique de redéveloppement urbain limitant l'implication de regroupements citoyens. Comme nous l'avons indiqué dans la première partie de ce chapitre, Newark a été la première ville de l'État du New Jersey à se prévaloir des dispositions du *Housing Act* de 1949 à travers la NHA. Afin de maintenir son hégémonie sur le développement immobilier newarkais, Louis Danzig s'est assuré d'obtenir de la part des autorités municipales une ordonnance garantissant à la NHA d'être la seule agence autorisée à opérer sous les dispositions du *Housing Act* de 1949¹⁵⁷.

Lorsque le gouvernement fédéral indique à la NHA que des fonds pour l'étude préliminaire de projets immobiliers ne seront pas versés avant 1950, Danzig emprunte les sommes nécessaires à même les fonds de la NHA dédiés aux complexes immobiliers dont elle est déjà responsable¹⁵⁸. Cette manœuvre lui permet d'accélérer

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 61.

¹⁵⁷ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 28.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 12.

le développement de certains projets tout en prenant de vitesse certaines associations citoyennes locales. Aucun responsable du CPB n'est en mesure de présenter aux enquêteurs de l'État du New Jersey un seul exemple d'une proposition de projet immobilier de la NHA rejetée parce qu'elle ne suit pas les recommandations d'aménagement du CPB¹⁵⁹. À cet égard, la stratégie des responsables de la NHA repose sur une planification expéditive et largement confidentielle. Les négociations préliminaires entre la NHA, les promoteurs, les entreprises de construction et les administrateurs fédéraux sont informelles et privées¹⁶⁰ : « *The necessary political support for this package is negotiated in advance in order to avoid public defeats or open skirmishes. Local officials generally must accept the package as is or risk jeopardizing the entire proposal*¹⁶¹ ».

Dans un rapport publié à l'été 1964, Tom Hayden et Carl Wittman, résument ainsi la mainmise de la NHA dans l'administration municipale de Newark :

The local Housing Authority elite, with a virtual empire of faithful staff and patronage, has lasted relatively intact through the last three city administrations. Besides its durability, the Housing Authority is comprehensive in the scope or operation – at this point all of Newark has succeeded in falling under the “blight” category in the federal housing codes. The Housing Authority becomes the institutional channel through which the city’s economic and racial development proceeds. This process is simplified for the authorities by the undemocratic nature of the program; all research and decision-making is done privately among businessmen, federal agents, and the Housing Authority, and then presented as fiat to the City Council. Urban renewal, then, is the basic response by this Northern liberal city to the problems of Negro poverty.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 34.

¹⁶⁰ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 28.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 29.

*Urban renewal has been nicknamed by its integrationist critics, "Negro removal"*¹⁶².

La stratégie de réalisation rapide et sans entrave citoyenne majeure repose sur deux aspects. Dans un premier temps, la NHA entame des discussions avec des promoteurs privés pour identifier des sites et des projets dont la rentabilité est assurée. Comme les discussions avec les promoteurs immobiliers sont confidentielles, la NHA ne confirme publiquement les projets de *slum clearance* et de redéveloppement que lorsqu'ils sont assurés d'être menés à terme. Une fois que les discussions sont suffisamment avancées et que la NHA est assurée de réaliser un projet, elle procède à une annonce préliminaire d'un projet qui couvre davantage de territoire, contrairement à ce qui est effectivement négocié avec les promoteurs. Ce second aspect, l'annonce préliminaire, s'inscrit dans une stratégie pour parer à d'éventuels blocages locaux. En annonçant publiquement et définitivement ses intentions finales, la NHA donne aux organismes locaux l'impression de jouer un rôle effectif dans la réalisation des projets immobiliers, alors qu'ils sont déterminés à l'avance et de manière confidentielle¹⁶³.

Une fois que le financement fédéral est assuré, le projet est présenté au maire de la ville. Dans son enquête réalisée en 1963, Harold Kaplan ne retrouve aucune opposition substantielle à un projet de *slum clearance* de la part d'un maire de Newark entre l'adoption des *Housing Acts* de 1949 et de 1960¹⁶⁴. Notons que cette opposition est aussi rendue difficile en raison du renouvellement élevé de la population. La *U.S. Commission on Civil Rights* indique que 23 % des ménages résidant dans les habitations publiques newarkaises sont installés depuis 1958 et que

¹⁶² The Students for a Democratic Society Papers, *op. cit.*

¹⁶³ *Loc. cit.*

¹⁶⁴ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 30.

le renouvellement annuel est de 18,4 %¹⁶⁵. Le renouvellement des locataires est aussi comparable dans le secteur privé, étant de 16,7 % pour les propriétaires résidentiels et de 19,4 % pour les locataires de logements privés¹⁶⁶.

2.4 Conclusion

Les politiques de stimulation économique du *New Deal* et de l'après-guerre, d'une part, contribuent au remodelage de l'urbanisme étasunien mais, d'autre part, créent un système de ségrégation raciale géographique, confinant les Afro-Américains dans des zones urbaines étroites et marginalisées. L'application de multiples politiques dont l'effet est d'exclure les Afro-Américains, en dépit de victoires juridiques importantes, aboutit sur un système d'exclusion raciale dont l'ampleur, notamment dans les villes industrielles du Nord, persiste encore aujourd'hui.

Nous avons aussi noté que la presse afro-américaine condamne la ségrégation raciale en matière de logement, y compris durant la Seconde Guerre mondiale. Nous nous serions attendus à une certaine retenue dans ce qui est bien souvent présenté comme une période d'appui unanime du public étasunien pour l'ensemble des politiques gouvernementales. Ainsi, dès les premières interventions fédérales substantielles en matière de logement, l'exclusion raciale est une conséquence incontournable des politiques et est même une condition *sine qua non* de l'adoption de certaines lois, comme nous l'avons vu avec la loi Wagner-Ellender-Taft de 1945.

À une législation ségrégationniste est jumelée une série de pratiques discriminatoires comme le *redlining*, le *blockbusting* ou les *restrictive covenants*. En dépit de gains importants devant les tribunaux, dont certains devant la Cour suprême, la

¹⁶⁵ U.S. Commission on Civil Rights, *op. cit.*, p. 145.

¹⁶⁶ *Loc. cit.*

reconnaissance du droit à l'égalité des Afro-Américains demeure un combat de tous les instants. En effet, les dynamiques de ségrégation macroéconomiques et sociales perdurent. De plus, l'appareil politique local qui repose sur la cooptation des minorités n'est pas disposé à laisser aller quelque pouvoir que ce soit en faveur de la majorité afro-américaine newarkaise. La polarisation des oppositions politiques s'intensifiera à compter des années 1960 pour culminer avec les rébellions de l'été 1967.

CHAPITRE III

1942-1967. POLITISATION ET ORGANISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Thirty years after the New Deal and five years after the rediscovery of poverty, the question concerned Americans must ask is whether this country is capable, here and now, of dealing with social problems being violently protested in the slums. (...) Civil rights and anti-poverty saw the proper solution in terms of power, rather than money, for the black majority.

Tom Hayden
Introduction, *Rebellion in Newark*

L'épigraphe résume la perspective politique qui anime les nouvelles organisations de la société civile étasunienne. Elle est tirée de l'introduction que le militant Tom Hayden écrit pour *Rebellion in Newark*, son ouvrage rétrospectif sur les émeutes de l'été 1967 à Newark publié la même année. Dans un premier temps, il prétend que les bases politiques du *New Deal* sont révolues et que les politiques qui en sont inspirées, comme la *Great Society* du président Johnson, ne peuvent répondre adéquatement aux problèmes sociaux et politiques des années 1960. En second lieu, Hayden indique que la réponse aux problèmes de paupérisation des centres urbains réside dans l'appropriation du processus d'urbanisme par les communautés qui y résident. Ce dernier point sert de base d'analyse pour le troisième chapitre.

L'une des deux hypothèses de notre étude soutient que l'action politique des organisations newarkaises pour les droits civiques repose sur des bases autonomes, que leur fonctionnement est décentralisé et que les coalitions locales reposent essentiellement sur une perspective d'action dite « interraciale » intégrant la défense des droits civiques et la défense des droits économiques. À cet égard, les organisations à l'origine des coalitions newarkaises du *Newark Committee on Full Employment* (NCOFE) puis du *Newark Community Union Project* (NCUP), comme *Students for a Democratic Society* (SDS), le *Congress for Racial Equality* (CORE) ou le *Student Nonviolent Coordinating Committee* (SNCC), adoptent les stratégies de résistance non violente et d'organisation communautaire propre à la « nouvelle gauche » (*New Left*) des années 1960. Elles s'éloignent ainsi d'une approche fondée sur le lobbying et la défense des droits civiques par le recours aux tribunaux.

L'influent *The Death and Life of Great American Cities*¹ de Jane Jacobs a certainement été remarqué, soit par Tom Hayden lui-même, soit par des activistes de SDS. Publié pour la première fois en 1961, le livre de Jacobs est une critique sans équivoque des programmes de *slum clearance* et du processus politique d'urbanisation des États-Unis d'après-guerre. Afin de remédier à l'imposition de politiques d'élimination des taudis, à la délocalisation massive de la population et au manque de participation publique au processus d'urbanisation, Jacobs écrit :

To overcome slums, we must regard slum dwellers as people capable of understanding and acting upon their own self-interests, which they certainly are. We need to discern, respect and build upon the forces for regeneration that exist in slums themselves, and that demonstrably work

¹ Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage Books, Random House, 1961 (1992), 458 p.

in real cities. This is far from trying to patronize people into a better life, and it is far from what is done today².

SDS cherche à mettre en pratique des concepts encore essentiellement théoriques pour ses membres, mais l'organisation est rapidement confrontée à des contradictions à la fois organisationnelles et politiques. De nouveaux militants qui ne proviennent pas de Newark s'y joignent. Pour la plupart des universitaires blancs, ils ne partagent pas le vécu quotidien de la majorité afro-américaine newarkaise et sous-estiment l'étendue de la marginalisation provoquée par la législation du logement. Leur arrivée est rendue d'autant plus difficile que la stratégie d'implantation de SDS repose sur des a priori et une méconnaissance de la culture sociale et politique newarkaise. À cet égard, la problématique des politiques d'habitation est indissociable des rapports de force politiques à Newark comme nous avons discuté dans le chapitre précédent.

Pour un temps, le NCUP est le fruit d'une alliance improbable avec des militants politiques provenant de l'extérieur de Newark et la création d'associations dites « interraciales » qui lient la lutte au racisme à celle pour l'égalité économique. Eric Mann, un membre du chapitre newarkais de SDS, résume les objectifs de l'organisation à l'été 1964: « *Our ultimate goal is to control the institutions in our community – not to substitute a local elite for an alien one, but to provide a qualitative difference in the way these institutions are run³* ».

3.1 Les organisations traditionnelles : la *National Association for the Advancement of Colored People* et la *Urban League*

Bien avant la fondation du chapitre newarkais de SDS, de nombreuses associations pour les droits civiques sont déjà actives à Newark. Fondé en 1914, le chapitre

² *Ibid.*, p. 271.

³ Ronald Porambo, *op. cit.*, p. 80.

newarkais de la NAACP prône une approche de collaboration et de lobbying auprès des pouvoirs politiques locaux, avec comme objectif principal la déségrégation du système scolaire et du travail⁴. Le membrariat du NAACP Newark croît dans les années 1940 pour atteindre 425 membres « *senior* » et une centaine de membres de son conseil jeunesse⁵. À cette époque, comme nous l'avons vu au second chapitre, la NAACP est au cœur de recours légaux et de pressions politiques visant la déségrégation raciale dans l'effort de guerre et, au New Jersey, dans la déségrégation des logements de la *Veterans Administration* (VA).

Par contre, comme l'indique l'historien Kevin Mumford, peu d'archives du comité d'action sur l'habitation du NAACP Newark sont disponibles, ce qui pourrait confirmer le désintérêt relatif du chapitre newarkais pour la question du logement, souligné par bon nombre de militants des années 1960⁶. En ce sens, la direction de la NAACP est critiquée pour ce qui s'apparente à une déconnexion avec la base du mouvement. Dans un éditorial publié le 24 septembre 1949, le quotidien newarkais *New Jersey Afro-American* met en garde le conseil d'administration de la NAACP concernant la proximité avec les pouvoirs politiques :

It is not now the case, but where individual heads of a great Association are permitted to serve their own selfish interests, tie themselves to a political party, angle shamelessly for a political job at home or a post as foreign minister, write magazine articles and books which have no connection with the work of the Association, the public quickly loses confidence. (...) First need of the Association is a secretary who will get down to cases now, not next month or next year⁷.

⁴ Robert Curvin, « Black Ghetto Politics in Newark after World War II », *op. cit.*, p. 147.

⁵ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 66.

⁶ *Ibid.*, p. 67.

⁷ « The NAACP Board Should Get Over Its Timidity », *The New Jersey Afro-American*, 24 septembre 1949, p. 4.

La UL partage l'approche de coopération de la NAACP, notamment auprès de certaines corporations⁸ qui lui assurent une partie de son financement⁹, et s'intéresse particulièrement à la question du logement. À cet égard, Earl B. Schwulst, responsable de la *Commission on Race and Housing* de la UL, est aussi le vice-président de la *Bowery Savings Bank*¹⁰. Cette proximité permet à la UL d'intervenir auprès d'entreprises susceptibles de modifier leurs pratiques en droit du travail pour favoriser l'embauche d'Afro-Américains. Dans une allocution prononcée le 14 avril 1959 au Waldorf Astoria de New York devant les représentants new-yorkais de la UL, Schwulst identifie l'origine ethnique et l'habitation comme étant au cœur de ce qu'il appelle le « dilemme étasunien »¹¹ :

*The segregation of the Negro is most obvious in housing and this entails effective segregation in the schools notwithstanding Supreme Court decisions. In fact, housing segregation underlies and promotes segregation in all other aspects of Negro life. (...) The Negro will never be able to play his full part as an American citizen and will never be able to develop his full potentialities as a human being until he ceases to be segregated as to where he may live*¹².

3.1 Aux origines de la *New Left* : le *Congress for Racial Equality*

Bien qu'actif parmi les organisations de la *New Left* des années 1960, le CORE est fondé dès 1942 par des militants pacifistes chrétiens réunis au sein du *Fellowship for Reconciliation* (FOR)¹³. Décentralisé, FOR est constitué d'associations locales dont

⁸ CURVIN, Robert, *Op. Cit.*

⁹ August Meier et Elliott Rudwick, *op. cit.*, p. 336.

¹⁰ Dennis Hevesi, « Earl Schwulst, Banker, Dies at 90 », *New York Times*, 19 juillet 1987, <http://www.nytimes.com/1987/07/19/obituaries/earl-schwulst-banker-dies-at-90.html>.

¹¹ Earl B. Schwulst, *op. cit.*

¹² *Ibid.*, p. 3.

¹³ David Milton Gerwin, *op. cit.*, p. 4.

celle du *Chicago Committee of Racial Equality* (CCRE) de l'Université de Chicago. Créé en octobre 1941, le CCRE fonde son action non violente et « interracial » sur l'union entre pacifisme et lutte antiraciste, devient autonome et prend officiellement le nom de CORE en juin 1942¹⁴. Le CCRE devient inactif en 1947. Le CORE conserve la structure décentralisée du FOR, en s'appuyant sur des « chapitres » locaux relativement autonomes.

Alors que le CORE est engagé dans une série de boycotts et participe aux campagnes pour la déségrégation, le siège national de l'organisation cherche dès la fin des années 1950 à orienter son action dans les secteurs du travail et du logement dans les villes industrielles du Nord. Sa première campagne est menée par le chapitre bostonnais en 1960 pour l'égalité dans le logement, en menant des campagnes auprès des promoteurs immobiliers et en envoyant des militants visiter des résidences en vente pour s'assurer du respect d'une nouvelle législation empêchant la discrimination raciale dans le logement¹⁵. Le succès de la campagne bostonnaise attire l'attention du siège national du CORE qui organise, au cours de l'été 1960, une formation nationale sur la discrimination résidentielle en collaboration avec les chapitres de New York et de Brooklyn¹⁶. L'automne 1960 constitue une période de croissance remarquable du CORE. L'organisme compte 24 chapitres locaux, 11 en processus formel d'affiliation, huit chapitres « actifs mais non formellement affiliés » et six chapitres en processus de formation¹⁷. Le Newark-Essex CORE est fondé en 1961 à l'initiative de Robert Curvin.

Dans sa thèse de doctorat déposée en 1975 à l'Université Princeton, Robert Curvin soutient que la cooptation des leaders afro-américains par le crime organisé

¹⁴ *Ibid.*, p. 8-10.

¹⁵ August Meier et Elliott Rudwick, *op. cit.*, p. 125.

¹⁶ *Loc. cit.*

¹⁷ *Ibid.*, p. 126.

(*underworld*), que nous avons présenté au second chapitre, a été un facteur central dans l'action limitée des organisations de défense des droits civiques de la communauté afro-américaine. Pour Curvin, les leaders de la communauté des années 1930 et 1940 sont essentiellement instrumentalisés par le crime organisé de Abner Zwillman : « *Although the system provided a livelihood for some members of the Black community, the direct and indirect control by underworld forces over the emergence of Black political leadership had several destructive consequences*¹⁸ ».

Pour Curvin, l'émergence d'une nouvelle génération de leaders et d'organiseurs afro-américains passe par de nouvelles méthodes d'organisations indépendantes et une stratégie d'intervention flexible. Ainsi, le CORE alterne entre des actions directes comme des manifestations et des occupations, et des méthodes plus classiques de lobbying et d'intervention auprès de groupes privés. Dès 1962, le chapitre newarkais du CORE appuie les candidats afro-américains indépendants William Payne et Claude Kilgore qui tentent sans succès (par à peine 300 votes pour Payne) de se faire élire comme représentants municipaux¹⁹. Irvine Turner a d'ailleurs conscience de l'influence croissante du CORE, d'autant plus que des ententes de déségrégation entre les employeurs privés et le CORE offrent de nouvelles alternatives de travail pour ses commettants afro-américains qu'il ne peut alors contrôler²⁰. Polémiste, Turner déclare à propos de CORE au *Newark News* le 2 août 1964 : « *Let them come within peeping distance of my men (who will go so far as to destroy for me) and I'll show you how to get rid of them, 'cause they will give 'em a good oldtime beating. That's what they need*²¹ ».

¹⁸ Robert Curvin, *The Persistent Minority*, *op. cit.*, p. 18.

¹⁹ *Ibid.*, p. 45-46.

²⁰ *Ibid.*, p. 46.

²¹ *Loc. cit.*

La stratégie électorale du CORE s'inscrit en rupture avec l'appui donné aux candidats établis comme Turner ou Addonizio par le chapitre local de la NAACP sous la gouverne de son président Carlton B. Norris. Par contre, le fait que les deux organisations reposent sur des chapitres locaux relativement autonomes permet une flexibilité et des collaborations temporaires, et ce, en fonction de la dynamique politique propre à chaque localité. En ce sens, bien qu'ayant des divergences newarkaises, le CORE et la NAACP forment une alliance à l'échelle nationale, comme pour l'organisation de la *March on Washington*. Dans leur ouvrage sur l'histoire du CORE, les professeurs August Meier et Elliott Rudwick notent que les collaborations entre le CORE et la NAACP sont fréquentes dans le Sud, où sont aussi présentes le SNCC et la *Southern Christian Leadership Conference* (SCLC). L'harmonie entre ces quatre organisations est maintenue, d'une part, par une entente tacite qui délimite le territoire d'intervention de chacune et, d'autre part, par la nécessité de présenter un front uni face à la répression des autorités opérant sous les lois Jim Crow²².

Comme nous l'avons vu plus tôt, le chapitre newarkais de CORE négocie l'égalité d'accès à l'emploi auprès d'une douzaine d'employeurs de Newark en plus d'enquêter sur des allégations de brutalité policière²³. Les règles locales indiquent qu'une personne peut devenir formellement membre en règle après deux mois de participation régulière aux rencontres du chapitre et de participation aux différents projets²⁴. Un questionnaire produit par le siège national indique un sommaire des

²² *Ibid.*, p. 229.

²³ *Ibid.*, p. 44.

²⁴ La direction locale est assurée par Raymond Proctor (président), Gail Lisek et James Lewis (vice-présidents), Carol Rachmael et Barbara Wade (secrétaires), Patricia Hicks (trésorière), Richard Proctor, Robert Curvin et Henry Stanley (exécutants). Voir *Chapter Questionnaire, The Organizational Department, Congress of Racial Equality*, Congress for Racial Equality Papers Addendum, Community Relations Dept. (Newark-Essex CORE Chapter, 1963-1964), R. 13 & R. 14 (Sc. Micro R-4021).

activités et des besoins du chapitre newarkais en mai 1964. On y note que le chapitre newarkais est principalement actif dans le domaine de l'égalité à l'emploi (*Active Employment Committee*), du logement et dans le soutien à l'inscription électorale des Afro-Américains pour le *Mississippi Summer Project*.

3.2 *Students for a Democratic Society* et le *Student Nonviolent Coordinating Committee*

Les origines lointaines de SDS remontent à 1905 avec la *Student League for Industrial Democracy* (SLID), qui est passée d'une organisation active dans les années 1910 à 1930 à une organisation relativement marginale par la suite comptant seulement trois chapitres universitaires à Yale, au Michigan et à Columbia²⁵. SDS est formellement créé en janvier 1960 lors d'un congrès à Ann Arbor, Michigan²⁶, suivant un schisme avec la *League for Industrial Democracy* (LID) portant sur l'orientation politique de l'organisation et le développement d'alliances stratégiques avec les mouvements pour les droits civiques comme le CORE ou le SNCC, sur lequel nous reviendrons plus loin. En effet, la LID prône une orientation politique résolument libérale avec le lobbying comme principale stratégie d'influence²⁷.

Le slogan du congrès de Ann Arbor marque explicitement un nouveau départ pour l'organisation : « *January 1st: The New Left Goes Forth*²⁸ ». Le nouvel exécutif de SDS est chargé de rédiger une analyse socioéconomique cohérente qui servira de cadre d'action politique²⁹. Cet objectif est atteint avec la Déclaration de Port Huron

²⁵ Kirkpatrick Sale, *op. cit.*, p. 20.

²⁶ *Ibid.*, p. 17.

²⁷ *Ibid.*, p. 22-39.

²⁸ *Ibid.*, p. 41.

²⁹ *Ibid.*, p. 40.

(*Port Huron Statement*)³⁰. La diffusion de la Déclaration de Port Huron est importante au sein des campus universitaires³¹ et contribue à l'augmentation du membrariat de SDS entre 1960 et 1963, qui passe de 250 membres³² à l'échelle nationale en 1960 à 575³³ en 1961 et à 1500³⁴ en 1963. Le nombre de chapitres locaux augmente aussi, passant de sept en 1960³⁵, à 20 en 1961³⁶ et 29 en 1963³⁷. La Déclaration s'adresse nommément aux étudiants privilégiés en faisant appel à leur sens de l'engagement social et de la défense des « valeurs étasuniennes » fondamentales. SDS perçoit son implantation dans les universités étasuniennes comme un avantage en matière d'organisation à présence nationale indépendante, fonctionnant indépendamment d'autres organisations et partis établis. Conséquemment, SDS compte utiliser sa présence sur les campus comme base d'expansion suivant le modèle de mobilisation du SNCC.

3.3 Le *Economic and Research Action Project* (ERAP)

Afin de concrétiser les principes proposés par la Déclaration de Port Huron, SDS crée le *Economic and Research Action Project* (ERAP) comme organe d'organisation communautaire et d'éducation politique en septembre 1963³⁸, notamment grâce à une contribution de 5 000 \$ du syndicat des *United Auto Workers* (UAW)³⁹. La section locale newarkaise de UAW joue d'ailleurs un rôle déterminant dans l'organisation de la coalition du NCUP. D'une part, l'assistance du syndicat n'est pas anodine. Si SDS

³⁰ Students for a Democratic Society, « Port Huron Statement », *op. cit.*

³¹ Kirkpatrick Sale, *op. cit.*, p. 69.

³² *Ibid.*, p. 24.

³³ *Ibid.*, p. 35.

³⁴ David Milton Gerwin, *op. cit.*, p. 3.

³⁵ Kirkpatrick Sale, *op. cit.*, p. 24.

³⁶ *Ibid.*, p. 35.

³⁷ David Milton Gerwin, *op. cit.*, p. 3.

³⁸ Kirkpatrick Sale, *op. cit.*, p. 102.

³⁹ *Ibid.*, p. 101.

et UAW partagent des objectifs communs d'appui aux mouvements pour les droits civiques et de mise en valeur de l'égalité économique, l'appui de UAW participe aussi d'une lutte interne au Parti démocrate. UAW entrevoit effectivement la possibilité de faire élire des représentants démocrates favorables aux revendications syndicales et au mouvement pour les droits civiques⁴⁰. D'autre part, en reprenant des revendications syndicales, SDS souhaite obtenir l'appui des syndicats ouvriers et les voir intégrer les coalitions locales.

Nous posons l'hypothèse que le choix de la lutte contre le chômage comme priorité politique de SDS est lié aux avantages stratégiques et politiques d'une alliance avec les syndicats nationaux établis et ayant les moyens d'influencer considérablement la politique sociale étasunienne. C'est cette aide financière qui permet à SDS, par le biais de l'ERAP, d'étendre son influence à l'extérieur des campus, comme en témoigne un reportage sur SDS publié en juin 1964 dans la revue alternative de gauche *National Guardian* :

In planning concrete programs there were two debates in SDS. In the first, campus vs. community organizing, the community projects won out. In the second the debate was over whether to organize around a key issue such as unemployment or around immediate issues such as garbage removal and welfare problems⁴¹.

À l'occasion d'une entrevue donnée à la revue *Renewal* en 1965, Tom Hayden explique au journaliste Ben Reade le choix newarkais :

Newark is the only city I know of in the North that has a Negro majority. So a lot is going to depend in the country on what happens in Newark. The death rate among babies here is higher than anywhere else on the

⁴⁰ David Milton Gerwin, *op. cit.*, p. 22.

⁴¹ Joanne Grant, « Students organizing the poor in North's cities », *National Guardian*, juin 1964, The Students for a Democratic Society Papers.

country. The urban renewal program, which we regard as very, very destructive, has been more widespread and successful – in quotes – than in any other city. The schools are as segregated as any in the country. The quality of services provided by the city is very, very low. So it seemed pretty fertile ground to work in⁴².

3.4 Le *Clinton Hill Neighborhood Council* : allié local de SDS

Tom Hayden et Carl Wittman établissent le projet newarkais de SDS dans le quartier de *Clinton Hill* avec l'assistance d'une organisation communautaire créée en 1954, le *Clinton Hill Neighborhood Council* (CHNC). Le CHNC est alors sous la responsabilité de Stanley Winters, professeur d'histoire, et de Stanley Aronowitz, un organisateur syndical et futur professeur⁴³. Le CHNC lutte contre les programmes de *slum clearance* et en faveur de l'implication populaire dans le processus d'urbanisme⁴⁴.

Sur le terrain, le CHNC organise périodiquement des corvées de rénovation des habitations. Un tract distribué à l'été 1964 fait état d'un concours de nettoyage du quartier d'une durée de trois mois. À l'issue de la campagne intitulée « *Clean-up, Fix-up, Paint-up* », le comité remet des prix aux résidents et aux commerces qui améliorent l'état de leurs bâtiments et de leurs environs. Pour ce faire, les participants sont encouragés à réaliser un maximum de 18 tâches proposées dans une liste de vérification (« *check list* ») qui inclut, notamment : nettoyer les trottoirs et les ruelles,

⁴² Ben Reade, « Prophet of the Powerless », *Renewal*, 1965, The Students for a Democratic Society Papers, 16-22.

⁴³ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 87.

⁴⁴ *Loc. cit.*

remplacer les fenêtres cassées, réparer la chaussée, réparer les clôtures, planter du gazon et peindre les maisons⁴⁵.

La majorité des membres du CHNC sont des propriétaires blancs, mais le quartier connaît une transition démographique stimulée par les programmes de *slum clearance* ayant cours dans les quartiers environnants⁴⁶. En mai 1958 Samuel Warrence, directeur du service de relocalisation de la NHA, informe les membres du CHNC qu'entre 40 % et 50 % des 7 800 ménages afro-américains seront relocalisés à *Clinton Hill*⁴⁷. La NHA privilégie la relocalisation de ménages afro-américains dans des « secteurs en transition démographique⁴⁸ » comme *Clinton Hill*. Nous soumettons l'hypothèse que cette pratique de la NHA suit les règles du *redlining*, ce qui lui évite de relocaliser des ménages afro-américains dans des quartiers à prédominance blanche.

Un article publié le 24 juin 1962 par le journaliste Richard Shafer du *Sunday Star-Ledger* présente un résumé des activités de mobilisation du CHNC :

To them, urban renewal means things like neighbors keeping their hedges and lawns trimmed, painting their fences, cleaning up litter in the block, making newcomers to the neighborhood welcome, tuning radios and TVs low – the hundred and one things that spell the difference between good neighbors and bad and that also lead to a cleaner, healthier and safer neighborhood. (...) But being good neighbors is only one of the aims of

⁴⁵ « The Housing Committee of the Clinton Hill Neighborhood Council Announces a 3-Month Campaign to Clean-up, Fix-up, Paint-up », *The Students for a Democratic Society Papers*, 2B:77.

⁴⁶ Tom Hayden et Carl Wittman, *Summer Report: Newark Community Union*, *Students for a Democratic Society*, 1965, p. 3., *The Students for a Democratic Society Papers* – Série 2B-82.

⁴⁷ Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 157-158.

⁴⁸ *Loc. cit.*

*Clinton Hill residents, especially in recent months. Right now, they're fighting for the preservation of the area for residential purposes*⁴⁹.

De plus, Shafer rapporte que 17 000 résidents de *Clinton Hill*, habitant un territoire équivalent à 74 pâtés de maison, sont visés par un projet de *slum clearance*. Le CHNC crée alors le *Save Our Homes Committee* et développe un programme d'action en 12 points.

Les tracts du CHNC, disponibles dans les archives de SDS, témoignent d'une campagne qui mise sur des propositions alternatives de développement immobilier et de politique municipale. De plus, le CHNC offre un service de représentation légale aux résidents qui souhaitent contester le projet de *slum clearance*. Six des 12 revendications sont directement liés au processus politique municipal en matière de zonage et d'habitation (le soulignement est reproduit) :

(1) Keep open lines of communication between the citizens and the mayor, City Council, and other public officials;

(4) Close consultation between citizens and planning agencies during the planning stages, not when the plans have been "firmed up";

(5) Offer local residents, businessmen and property owners maximum chances to take part in the redevelopment through home and building improvements and cooperative self-help programs;

(6) A gradual approach to redevelopment, sensitive to individual needs, keeping sound structures and areas intact, and minimizing dislocations by rebuilding clumps of blocks rather than huge tracts at any one time;

(8) Study industrial space needs of present firms on areas and concrete offers from outsiders with a view of rearranging industrial uses to

⁴⁹ Richard Shafer, « Clinton Hill fighting uphill 'blight' battle », *Sunday Star-Ledger*, 24 juin 1962, The Students for a Democratic Society Papers, 2B:50.

improve efficiency and eliminate unsightly and non-conforming uses in residential areas;

*(11) Begin to use provisions of Federal Housing Act not yet applied in Newark to help elderly and lower middle-income families and citizen participation activities*⁵⁰

Un prospectus⁵¹ fait état des réalisations du *Save Our Homes Committee*. On indique que plus de 3 400 résidents ont signé la pétition contre la désignation du site pour *slum clearance*. Sept résidents du secteur déposent un recours à la Cour supérieure de l'État pour contester la désignation du site. Le cas est entendu en juin 1962 et le processus de *slum clearance* est suspendu pour dix mois. La Cour donne raison à la ville en août 1963 et au moment de publier le prospectus, le comité évalue la possibilité d'en appeler de la décision de la Cour. Bien qu'il ne se soit pas engagé à répondre favorablement aux demandes du CHNC, le maire Addonizio rencontre le comité. Considérant l'ordre de classification des documents et les quelques dates qui sont énumérées dans le document, nous pouvons envisager que le prospectus a été publié entre septembre et décembre 1963.

La campagne permet d'affiner les positions du CHNC en matière d'habitation. Un autre prospectus disponible dans les archives de SDS⁵², intitulé *Housing Demands*, fait état de trois demandes principales : le renforcement du code du logement, le contrôle des loyers et l'établissement d'un plan d'urbanisme conçu par les comités de voisinage. Le CHNC propose que les rapports des inspecteurs de la ville soient rendus publics et que la ville retienne les loyers versés aux propriétaires de logements

⁵⁰ *A Program of Hope: For the 74-Block "Blighted" Area*, The Students for a Democratic Society Papers, 2B:76.

⁵¹ Save Our Homes Committee, « What Have We Accomplished So Far ? », The Students for a Democratic Society Papers, 2B:49.

⁵² Save Our Homes Committee, « Housing Demands », The Students for a Democratic Society Papers, 2B:76.

insalubres tant que l'état d'insalubrité persiste. En parallèle, le CHNC développe des programmes de formation technique à l'emploi de même que des programmes de syndicalisation des ouvriers afro-américains⁵³. En retour de cette assistance communautaire, certaines sections syndicales locales couvrent les frais d'impression du matériel de mobilisation du CHNC. Plusieurs des tracts et prospectus que nous avons consultés portent d'ailleurs l'inscription « *Labor Donated* ».

3.5 Été 1964: Le *Newark Committee on Full Employment*

Des contacts préliminaires sont établis à l'hiver 1964 entre SDS et le CHNC en vue de former le NCOFE. Le 1^{er} mars 1964, Stanley Winters invite les groupes communautaires newarkais à adhérer au NCOFE dans la perspective de préparer l'arrivée des militants de SDS prévue à l'été. On y retrouve, notamment : Robert Curvin du CORE; Robert Bender et Derek Winans, responsables du chapitre local de *Americans for Democratic Action*, une organisation de soutien au *New Deal* fondée en 1947 et présidée par Eleanor Roosevelt en 1953⁵⁴; des syndicalistes du Local 889 de *Asphalt Workers*, affilié à la *American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO) et la section locale de l'*International Union of Electrical Workers* (AFL-CIO)⁵⁵. SDS propose que son programme ERAP puisse servir d'organisation à la fois de mobilisation communautaire et d'éducation populaire⁵⁶. L'organisation mobilise 13 étudiants dans le cadre du projet newarkais⁵⁷. Comme en témoigne un article publié en juin 1964 par le *National Guardian*, les militants de

⁵³ *Loc. cit.*

⁵⁴ Notons que Winters, Curvin et Winans sont aussi membres du chapitre newarkais de la NAACP, ce qui peut être un indicateur des tensions concernant les orientations stratégiques d'une organisation qui a privilégié la collaboration avec les différentes administrations municipales.

⁵⁵ David Milton Gerwin, *op. cit.*, p. 36-37.

⁵⁶ Joanne Grant, *op. cit.*

⁵⁷ Douglas Eldridge, « Team of 13 Students Busy In Clinton Hill Jobs Drive », *Newark Evening News*, 5 juillet 1964, The Students for a Democratic Society Papers.

SDS sont confrontés à une réalité différente de celle appréhendée lors des visites de sollicitation des résidents :

In Newark, the students learned that the neighborhood in which they would work – the Clinton Hill district of Newark – was predominantly Negro; they had thought it to be racially mixed. They found that the issue of major concern was housing; they had thought it would be unemployment⁵⁸.

L'analyse préliminaire de SDS en vue de l'établissement de projets ERAP sous-estime l'enjeu du racisme systémique, lié au processus politique du droit à la ville tel que nous l'avons indiqué dans notre premier chapitre. David Theo Goldberg avance la notion d'« espace péripfractique » (*periphractic space*) pour saisir la multiplicité des rapports d'exclusion géographiques, politiques, économiques, etc., du processus racisé d'urbanisation⁵⁹. Pour Goldberg, cet espace péripfractique est relationnel dans le sens où la périphérie n'est pas nécessairement à l'extérieur des limites de la ville, mais regroupe une marginalisation géographique et politique qui circonscrit la capacité des communautés marginalisées à exercer leurs droits politiques, d'où la référence au premier chapitre à l'espace de sujétion que constitue la *polis apartheid* :

With no place to gather and dislocated from any sense of community, it becomes that much more difficult for dispossessed individuals to offer resistance both to their material displacement and to the rationalizing characterizations that accompany the dislocation⁶⁰.

L'*hyperségrégation* associée au racisme systémique, concept mis de l'avant par Douglas Massey et Nancy Denton auquel nous nous sommes référés dans notre premier chapitre, a comme conséquence la formation d'une classe marginalisée sur le

⁵⁸ Joanne Grant, *op. cit.*

⁵⁹ David Theo Goldberg, *Racist Culture, op. cit.*, p. 188-189.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 189.

plan racial (*racially marginalized class*⁶¹). Sa dislocation ne découle pas que de la précarité du travail, comme l'a initialement prévu SDS. Le problème du logement est lié à la machine politique newarkaise, à la marginalisation économique, à l'isolement urbain et aux pratiques discriminatoires qui participent du racisme systémique newarkais comme le *redlining* et le *blockbusting*, etc.

À l'exception des projets chicagolais et newarkais, qui ont cours jusqu'en 1967, les projets ERAP cessent rapidement leurs activités⁶². Dans son ouvrage *SDS*, l'historien et essayiste Kirkpatrick Sale identifie trois causes à leur échec. En premier lieu, les membres des projets ERAP, qui proviennent essentiellement des classes moyennes éduquées, anticipent que les représentants de l'organisation pourront aisément s'allier aux groupes déjà organisés parmi la population marginalisée des centres urbains insalubres. Ils y constatent plutôt un état de marginalisation sociopolitique plus avancé que leurs analyses préalables n'envisagent. Leur éducation et leur expérience militante ne les préparent pas adéquatement au travail social et d'organisation politique dans des quartiers marginalisés⁶³. En second lieu, la contradiction entre l'objectif d'amélioration du système politique existant (notamment en organisant des campagnes d'inscription sur les listes électorales) et l'objectif de changer radicalement ce même système politique a naturellement menée à une incohérence organisationnelle⁶⁴. Le troisième facteur est lié aux deux premiers, en ce sens que les organisateurs communautaires de SDS ont eu des difficultés organisationnelles insurmontables⁶⁵. Marya Levenson, une organisatrice du chapitre bostonnais de l'ERAP indique : « *People ask why SDS's Economic Research and Action Projects*

⁶¹ *Ibid.*, p. 173.

⁶² Kirkpatrick Sale, *op. cit.*, p. 142.

⁶³ *Ibid.*, p. 142-143.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 143-144.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 144-145.

*disappeared. It's because we didn't know what the hell we were trying to do and that always caught up with us*⁶⁶. »

3.6 Dissensions et implosion du NCOFE

L'unification de représentants de SDS et du CHNC dans une direction commune crée une compétition entre les deux organisations pour le contrôle du NCOFE. Nonobstant l'entente préalable entre Aronowitz, Winters et SDS sur l'établissement du projet de l'été 1964 dans le quartier de Clinton Hill, la direction unifiée du NCOFE mandate un sous-comité pour identifier un nouveau périmètre d'établissement des projets sociaux⁶⁷. À la fin d'un processus davantage marqué par les compromis entre les deux principales organisations que par des considérations pratiques, une partie du *West Ward* est incluse au périmètre original situé dans le quartier de Clinton Hill malgré le fait que les deux secteurs ne se jouxtent pas et sans que le CHNC n'ait préalablement travaillé dans le *West Ward*⁶⁸. Cette situation illustre la contradiction entre les buts de SDS et ceux des militants déjà établis et actifs au CHNC.

Lors de la première conférence de presse du NCOFE, la lutte au chômage et au sous-emploi, et non la question du logement, est présentée comme la raison d'être d'une organisation qui reconnaît ne pas avoir de stratégie établie pour atteindre ses objectifs⁶⁹. À la direction du NCOFE, les représentants de la SDS perçoivent ceux du CHNC comme une faction rivale⁷⁰. Le CHNC et SDS poursuivent des objectifs différents du NCOFE. SDS s'organise sur des bases indépendantes dans le quartier du *Lower Clinton Hill* et priorise des actions directes en matière de logement,

⁶⁶ *Ibid.*, p. 145.

⁶⁷ David Milton Gerwin, *op. cit.*, p. 91.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 93.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 96.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 90.

notamment les grèves du loyer et des manifestations contre l'insalubrité des logements⁷¹. Après la conférence de presse du NCOFE, SDS organise trois manifestations en deux semaines sur la problématique du logement⁷².

Dans une entrevue réalisée en 1965 auprès du *National Guardian*, Tom Hayden de SDS résume l'origine des tensions au sein de la direction du NCOFE :

*The aim is to organize politically for a radical transformation of the whole society. It is perhaps this, which had caused the Newark group's conflict with what they call the "liberal coalition" – civil rights groups, some businessmen, the city government and the war-on-poverty group. Project workers describe the coalition's outlook thus: "The consensus on program is that society should adjust to the Negro only in terms of racial attitudes, not in terms of national economic change; that the Negro should adjust to society through greater basic education and improvement of skills"*⁷³.

Dans un rapport d'étape du chapitre newarkais d'ERAP soumis à la direction de SDS à l'été 1964, Tom Hayden et Carl Wittman analysent les dissensions au sein du NCOFE :

Since they invited us to Newark, one would expect that the liberal community (...) would be a major ally. (...) It has turned out that practically every one of the groups has come to see the project as a problem if not a danger, and the only significant support for the project is within the project area (...)

As the summer program progressed, it became clear that the Council was going through a revolution; as the 'old' council vacationed and became more and more inactive, a new influx of participants began to dominate activities. Mostly tenants with new ideas about program and speed of

⁷¹ *Ibid.*, p. 125 et 135.

⁷² *Ibid.*, p. 98.

⁷³ Joanne Grant, « Students organizing the poor in North's cities », *National Guardian*, août 1964, The Students for a Democratic Society Papers, 2B:75.

action, they and the staff aroused increased objection from the oldsters. Led by the founder of the council and strongman in both the Committee [NCOFE] and the Council [CHNC], the liberals tried to shackle the project, which by August had developed a strong group of neighborhood activists. When that failed, they tried to make staff members leave, and end the project, as it had existed during the summer. The result was a formal break between the SDS project and the Committee, a long and continuing conflict with the Neighborhood Council, and a partial paralysis in programming and action⁷⁴.

3.7 « *War on rats, roaches and ridiculous rent* » : le Newark Community Union Project

Si la dissolution du NCOFE est prononcée le 15 septembre 1964, des discussions sont initiées par les membres de la SDS dès l'été 1964 en vue de former ce qui deviendra le Newark Community Union Project (NCUP). Aux militants de SDS se joignent les militants du quartier *Lower Clinton Hill*, du CORE (dont Robert Curvin), de la NAACP et une ancienne présidente du CHNC, Louise Epperson. Un slogan est choisi : « *We declare war on rats, roaches, and ridiculous rent* ». Les personnes intéressées sont invitées à se rendre le 21 août à la *Central Presbyterian Church* pour une assemblée sous le thème « *No rent for rats : 4 R's rally* »⁷⁵. Au mois d'août, le *Newark News* rapporte la tenue d'une manifestation réunissant près d'une quarantaine de résidents à l'extérieur d'immeubles insalubres dans le quartier de *Clinton Hill* dont le slogan est « *No Rent for Rats* » :

City Councilman Lee Bernstein, one of several city and county officials who watched the demonstration, called it "a shame". He charged that it

⁷⁴ Tom Hayden et Carl Wittman, *Summer Report*, *op. cit.*, p. 3-4.

⁷⁵ « We declare war on rats, roaches and ridiculous rent », août 1964, The Students for a Democratic Society Papers, 2B:75.

*had been organized by out-of-town students, and that they had made no effort to bring their grievances to him or to the mayor*⁷⁶.

Une visite des lieux par le maire Addonizio et le conseiller juridique de la NHA Norman Schiff ainsi qu'une rencontre avec les représentants des manifestants sont organisées. Le *Newark News* rapporte : « *Schiff declared that the mayor's meeting with the residents was fruitful and that both sides had a better understanding of the problems involved. But Clinton Hill leaders disagreed, asserting that Addonizio offered mostly excuses for city inaction*⁷⁷ ».

Dans son édition du 10 avril 1965, le *New Jersey Afro-American* rapporte une occupation du bureau du maire Addonizio par 20 militants du NCUP après une audience devant le tribunal de la police municipale, dont le siège se situe à l'hôtel de ville. L'affaire fait suite à une manifestation en soutien à une grève du loyer. La propriétaire du bâtiment, Mamie Hayes, et Tom Hayden se rencontrent à cette occasion. Hayes porte plainte à la police, accusant Hayden de l'avoir agressée durant la manifestation. Dix autres manifestants sont aussi arrêtés. À la cour, l'audience tourne rapidement au chaos. Hayes change son témoignage pour accuser Carl Wittman, qui accompagnait Hayden lors de la manifestation, et le juge James Del Mauro se récuse :

The ten persons arrested were members of the Newark Community Union Project and the Students for a Democratic Society who said they were protesting an arrest during a trial, which stemmed from a dispute in the long-standing housing complaints.

⁷⁶ « 'Slums' Picketed: Clinton Hill Apartments Target », *Newark News*, août 1964, The Students for a Democratic Society Papers, 2B:75.

⁷⁷ « Mayor Sees Tenements: Inspects Places With Clinton Hill Group After Complaints », *Newark News*, août 1964, The Students for a Democratic Society Papers, 2B:75.

Spokesmen for the group said they had been "frustrated" in efforts to see Mayor Addonizio about the housing complaints and regarded the arrest in court as another obstacle in their path. (...)

Deputy Mayor Paul H. Reilly described the demonstrators as part of a left wing group trying to get a foothold in New Jersey. He said leaders of the group come from New England, New York and the Midwest.

*"These are not Newark citizens," Reilly added. "They are outsiders. We have a peaceful city and we are determined to keep it peaceful."*⁷⁸

Outre l'organisation d'actions directes, le NCUP offre des services d'aide de relocalisation aux locataires en cas d'urgence ainsi qu'un service de représentation légale et de défense du droit des locataires⁷⁹. Les membres du NCUP rencontrent les résidents en organisant des tournées de porte-à-porte. C'est le cas de Carol Glassman, qui rejoint le NCUP en janvier 1965. À l'occasion d'un témoignage recueilli dans le cadre d'un projet d'histoire orale, Glassman explique le travail terrain du NCUP :

Q: I would like to know a little bit about yourself, before we start.

CG: I'm 22. I work for the Newark Community Union Project. I graduated from Smith College and I majored in history. I've been in Newark since early January, before that I worked for ERAP but in Philadelphia. The Philadelphia project closed in January. Two people from the Philadelphia staff came to Newark, one went to Chicago and one left ERAP and is working in Trenton.

BG: How did you get involved with ERAP in the first place?

CG: Basically through civil rights activities with the Northern Student Movement. I was just in a fringe kind of a way involved with them, with people there that I knew. Some materials had been sent out from SDS to

⁷⁸ « Youths Invade City Hall », *New Jersey Afro-American*, 10 avril 1965, The Students for a Democratic Society Papers, 2B:74.

⁷⁹ Junius Williams, *op. cit.*, p. 110.

NSM members, and that's how I first learned of SDS. I had a course in my senior year, a seminar in American Economic History, and did a paper on Poverty in America, using a lot of SDS papers, that I had gotten from NSM. I then went to the SDS office in New York to get some more materials and just talk to people there because I had been interested in stuff they had there. At that time they were just planning for the Ann Arbor conference which was the beginning of the ERAP recruiting and things like that and so I went out to Ann Arbor. I talked to people there about working for the summer in Philadelphia, but I had no idea it would last longer than that. It's skyrocketed since then too from an organizational kind of commitment to something that's pretty basic⁸⁰.

Le journaliste et conseiller politique Frank Mankiewicz résume ainsi le travail quotidien des organisateurs communautaires du NCUP :

An organizer can spend two or more hours with a single individual. Through hundreds of conversations, slowly, clusters of unemployed contacts are made and identified on city maps. One person in a large unemployment area is approached about having a meeting: he agrees, but hasn't the time to contact neighbors. So the JOIN worker calls every nearby unemployed by phone or sees them in person. Thirty people are contacted; eight turn out. One is a racist, but the group puts down his arguments. One (maybe) is willing to work and has some sense of what needs to be done. The others go round and round on their personal troubles. The process is slow⁸¹.

Carol Glassman poursuit :

Q: You started out, you mentioned several times organizing on blocks. Would you describe for me just what that involved?

CG: That varies. On Peshine Avenue when we were working on new places, as a matter of fact I told you we have gone to a block we hadn't been to before; what we do is to take a housing form that we have, which is just the basic housing code and general violations – cracked walls,

⁸⁰ Newark Community Union Project, Oral History Project, *op. cit.*

⁸¹ Kirkpatrick Sale, *op. cit.*, p. 132-133.

cracked paint, broken plumbing, bad electricity, not enough sockets, rats, roaches, fire hazards, setting steps, things like that. When we go into a house, ~~to a building~~ to we knock on doors... tell people that we are from the Newark Community Union Project, usually (I) have to identify the office by either having no windows in it or across from the drug store, where Jack's barber shop used to be... ask people if you can come in and talk to them for a while. Generally, it varies enormously, but generally people are pretty friendly and let you in. You say something like – that you people have been working in a group from the neighborhood who have gotten together to try to do something about rats, roaches and landlords who want to collect higher rents and don't want to fix up at all and about the city inspectors who just take money from the landlords and don't really have – the housing code enforces. You show them the form and ask if they would be willing to fill that out checking off the violations in their houses and saying that when you get everybody in their building you send them in downtown because you don't put the specific tenants name down you just put the building that has to be inspected. It varies to the receptivity of the person, but you generally would say something about what other blocks have done and mention something about block meetings, and about the program committee and about rent strikes⁸².

Junius William, un étudiant afro-américain originaire de Richmond en Virginie, complète des études en sciences politiques à l'Université de Amherst au Massachusetts en 1964. Williams réussit par la suite des études en droit et est élu au conseil d'administration de l'Association nationale du barreau étasunien en 1974 et sera son plus jeune président, élu en 1978⁸³. Entre ses études en sciences politiques et en droit, Williams s'implique activement auprès des mouvements pour les droits civiques, notamment à Montgomery en Alabama. En cherchant à s'impliquer dans le SNCC, Williams rencontre Hayden à Amherst au printemps 1965 alors que ce dernier est en tournée de recrutement de militants avec de l'expérience en organisation communautaire. Williams résume l'argumentaire de Hayden sur l'orientation du NCUP :

⁸² Newark Community Union Project, Oral History Project, *op. cit.*

⁸³ Junius Williams, *op. cit.*, p. 287.

*“What is needed,” he explained, “is a cadre of young people who see organizing as a profession, who will now begin to concentrate on the much more difficult economic problems in the Northern cities: landlords and high rent, poverty, joblessness, and police brutality. And in addition, Newark is a majority black city. It is likely to elect a black mayor in the very near future.”*⁸⁴

Wilson participe aux tournées de recrutement des citoyens, de fondation d’associations de voisinage affiliées au NCUP et d’invitation à des rassemblements de voisinage. Comme le rapporte Tom Hayden dans le journal interne *SDS Bulletin*, l’objectif de ces rassemblements locaux est de développer la confiance personnelle des résidents ainsi qu’une autonomie d’action politique :

*The organizer spends hours and hours in the community, listening to people, drawing out their own ideas, rejecting their tendency to depend on him for solutions. Meetings are organized at which people with no “connections” can be given a chance to talk and work out problems together – usually for the first time. All this means fostering in everyone⁸⁵ that sense of decision-making power which American society works to destroy. Only this way can a movement be built which the Establishment can neither buy off nor manage, a movement too vital ever to become a small clique of spokesmen.*⁸⁶

Le tract déjà cité au premier chapitre est un exemple du pouvoir réclamé par les comités de voisinage : « *If we want these lots used for something which will HELP US, WE ALL MUST JOIN TOGETHER*⁸⁷. *Hear reports from your neighbors who went to City Hall and to look at other parks for ideas. COME, Tuesday July 28 – 8PM, Mrs. Allen’s – 593 Hunterdon*⁸⁸ ». Des comités de voisinage composés de femmes afro-américaines se voient refuser, par la police municipale, la création d’un

⁸⁴ *Ibid.*, p. 87. Kenneth Gibson, le premier maire afro-américain newarkais, est élu en 1970.

⁸⁵ L’auteur souligne.

⁸⁶ Kirkpatrick Sale, *op. cit.*, p. 133.

⁸⁷ Les majuscules du texte original sont reproduites.

⁸⁸ The Students for a Democratic Society Papers, *op. cit.*

programme de proximité, géré par les comités de voisinage, pour la sécurisation et l'aménagement des parcs. Si d'un côté le service de police indique qu'aucun programme de proximité ne pourra éviter les émeutes dans le futur, les regroupements citoyens perçoivent ce refus comme une manifestation concrète des limites de la participation citoyenne⁸⁹. De plus, Addonizio refuse de soutenir les initiatives locales indépendantes de crainte que les comités de quartier financent une opposition électorale qui pourrait sérieusement compromettre sa réélection⁹⁰.

À compter de 1965, le NCUP accroît son influence notamment par la mise sur pied de programmes d'intervention sociale, de formation professionnelle et d'histoire afro-américaine⁹¹. Un rapport publié en juillet 1965 dans la revue de SDS *ERAP Newsletter* indique que le NCUP emploie 45 personnes⁹². La moitié des employés sont des organisateurs communautaires, quatre autres font partie du service de recherche et trois sont des étudiants en droit. Les besoins financiers de l'organisation augmentent en conséquence, et l'opportunité d'accéder à des fonds publics, via certains programmes de la *War on Poverty* du président Johnson, renforce les contradictions d'une organisation qui, comme nous l'avons vu précédemment, cherche à transformer radicalement les structures de pouvoir tout en renforçant sa légitimité auprès des responsables politiques.

Pour contourner l'ingérence politique de l'administration Addonizio tout en s'assurant l'accès à un financement stable, le NCUP soutient la mise sur pied en 1964 de la *United Community Corporation* (UCC). Les ressources d'une agence fédérale, la *Office of Economic Opportunity*, sont mises à la disposition des corporations

⁸⁹ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 107.

⁹⁰ David Milton Gerwin, *op. cit.*, p. 155.

⁹¹ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 105-106.

⁹² « Newark report and reprints from NCUP paper », *ERAP Newsletter*, 23 juillet 1965, The Student Non-Violent Coordinating Committee Papers, 1965 – R. 82 (Sc. Micro R-4020).

communautaires locales comme la UCC. Cette dernière reçoit donc les propositions de projet, les analyse et les accepte ou les rejette, le but étant de coordonner localement l'application de programmes et la distribution de ressources fédérales. L'agence newarkaise est elle-même divisée en regroupements de voisinage (*area boards*) au sein desquels peuvent voter et participer les résidents du secteur. Les résidents élisent la direction de leur *area board*, définissent les projets prioritaires et adoptent des statuts et règlements locaux. Le NCUP n'est pas la seule organisation qui cherche à faire élire ses représentants sur les comités locaux et obtenir du financement indépendant de l'administration municipale. Le CORE et le *Black Liberation Center* militent également en ce sens, tout comme le SNCC qui fonde un chapitre newarkais à l'été 1967⁹³.

3.8 La *New Jersey School of Medicine and Dentistry*

Un article publié dans le *Newark Sunday News* le 16 octobre 1966 rapporte que le *Hospital and Health Council of Newark and Vicinity* recommande l'établissement d'un campus du *New Jersey College of Medicine and Dentistry* dans la région métropolitaine de Newark⁹⁴. Quelques jours plus tard, le *Newark News* rapporte qu'une association médicale du comté de Essex représentant plus de 1800 médecins adopte une résolution en appui à la construction d'un campus de l'école de médecine. L'association propose de construire le campus sur un territoire entre les municipalités de Madison et de Chatham, à 25 kilomètres de Newark⁹⁵. À l'initiative du maire Addonizio, l'administration municipale newarkaise présente une autre proposition aux autorités de l'École pour que le campus soit construit dans le *Central Ward*.

⁹³ *Ibid.*, p. 169.

⁹⁴ « Health Council Asks Medical School Here », *Newark Sunday News*, 16 octobre 1966, p. C6, Schomburg Center for Research in Black Culture.

⁹⁵ « Doctors' Unit Asks Med School Here », *Newark News*, 18 octobre 1966, p. 1, Schomburg Center for Research in Black Culture.

Robert Curvin estime que la construction de l'école de médecine entraînerait la relocalisation de 25 000 résidents, sans compter des propositions parallèles de construction d'autoroutes, pour un total de 40 000 résidents⁹⁶.

Dans son éditorial du 24 juin 1967, le *New Jersey Afro-American* qualifie les délocalisations d'un outil favorisant le redécoupage arbitraire des cartes électorales (*gerrymandering*) :

If upwards of 25,000 colored people are uprooted from their homes and dispersed over the city, all of those who will have registered to vote will have to re-register. (...) As a result, efforts to bring Newark's political representation into line with its population would be dealt a crippling blow. (...) The dominant power structure it is alleged has never been sympathetic to the needs of the city's majority population. But rarely has it exposed its attitudes more than today. As the Chamber of Commerce newsletter ('The Exec') talks of replacing "the creeps" who live in Newark with tourists from the suburbs, the organization's leadership pushes its plan to entrap the colored population in an ever-smaller ghetto⁹⁷.

Le *Committee Against Negro Removal* (CANR) est fondé à l'initiative du CORE⁹⁸ et sa présidence est assurée par Louise Epperson⁹⁹. Dans un article du *New Jersey Afro-American* publié le 4 février 1967, Epperson déclare :

I demand that the Mayor of the City of Newark stop playing games with the present and future human, social and political well-being of the citizens of Newark. He has failed to confer with the people who are to be uprooted. By failing to do so he is pursuing the worst type of political

⁹⁶ CURVIN, Robert, *The Persistent Minority: The Black Political Experience in Newark*, Princeton University, Princeton, 1975, p. 152.

⁹⁷ « Factions Unite to Oppose Medical School: Groups to Fight City Hall Plan », *New Jersey Afro-American*, 24 juin 1967, p. 1-12, Schomburg Center for Research in Black Culture.

⁹⁸ Curvin, Robert, *Ibid.*

⁹⁹ « Removal Program Causing Central Ward Controversy », *New Jersey Afro-American*, 4 février 1967, p. 1, Schomburg Center for Research in Black Culture.

*duplicity in an effort to mislead and dupe the citizens of Newark. He, above anyone else, is fully aware of the fact that any meeting he would call in the interest of the med-school site should and must be a meeting of the citizens, in the proposed area*¹⁰⁰.

Epperson et le CARN accusent l'administration Addonizio de ne pas respecter quatre directives municipales en matière d'urbanisme, car il y a absence de consultation publique dans la zone désignée, absence de mécanisme de participation populaire dans l'adoption d'orientations en matière d'urbanisme, non-respect du délai de 90 jours requis pour les délocalisations de résidents et absence d'appui des résidents visés par le projet¹⁰¹. L'administration ne satisfait pas les demandes du CARN, s'en tenant à la ligne établie dans un éditorial publié dans le *New Jersey Afro-American* le 11 mars 1967 et rédigé par Alfred Booker, président de la commission de planification urbaine de Newark :

Our job is to determine that the city is not planning to take away an area of the city that is perfectly safe, clean and hospitable. The only thing we want removed is slums. That is our job and I intend to see it that we do our job.

In pursuing that goal, the Central Planning Board has a long record of acting in the community interest and being unshaken by pressure, no matter from which side it comes.

There are times in life when men must take stands – when they must decide whether to join the crowd or act independently and freely. It is sometimes unpopular to do this... especially in this way of demagoguery, but it must be done.

(...)

¹⁰⁰ *Loc. cit.*

¹⁰¹ *Loc. cit.*

*Standing on the sidelines and shouting does not affect the outcome of a basketball game. If you want to have an effect on the score and the outcome, you have to get out on the court and play*¹⁰².

Lors d'une audience publique qui a lieu le 22 mai, l'assistant-directeur de la UCC, James Walker, déclare que si le projet va de l'avant : « *blood will run down the streets of Newark – your blood and my blood*¹⁰³ ». Dans son édition du 30 mai 1967, le journaliste Douglas Robinson du *New York Times* rapporte :

“If the city continues to ignore our wants, there is the possibility of violence this summer,” said Joe Akie El, a member of the Black Nationalist Front. “I hope not, though,” he said softly, “it’s always we Negroes who get hurt” (...).

*A few nights later, at a noisy meeting of the [UCC] three top staff executives – all Negroes were suspended, largely at the instigation of a coalition of black nationalists and Negro political leaders who charged that they hadn’t fought hard enough against the medical school site and that they had been less than militant in their effort to aid the poor. It is this newly formed coalition that is worrying some Newark officials and bringing warnings of violence*¹⁰⁴.

Lors d'une audience publique sur le projet, tenue le 13 juin, le représentant démocrate George Richardson, qui milite au CORE et au CARN, découvre que la police newarkaise enregistre les interventions contre le projet dans une pièce adjacente¹⁰⁵. Le directeur de la police municipale, Dominick Spina, défend l'enregistrement des interventions en affirmant qu'il s'agit là de preuves qui pourront éventuellement être utilisées en cas de procès.

¹⁰² « The Newark Medical School », *New Jersey Afro-American*, 11 mars 1967, p. 3, Schomburg Center for Research in Black Culture.

¹⁰³ Ronald Porambo, *op. cit.*, p. 85.

¹⁰⁴ « Community Leaders in Newark Battle to Improve Negroes' Lot », *New York Times*, 30 mai 1967, p. 1.

¹⁰⁵ *Loc. cit.*

Dans l'ouvrage sur les émeutes qu'il publie en 1967, Tom Hayden indique :

Much of the community predicted that Newark's riot would be triggered by a police incident. While unemployment, housing and educational problems are created far from the ghetto, the police are seen as direct carriers of intimidation, harassment and violence. Dominated by the Italians who run Newark politics, tainted by alleged underworld connections, including a token of about 250 blacks among its 1400 members (all of them in subordinated positions), the police department seems to many Negroes to be an armed agency defending the privileges of the city's shrinking white community¹⁰⁶.

Le soir du 12 juillet 1967, deux policiers newarkais appréhendent le chauffeur John William Smith alors qu'il conduit une passagère et vient de franchir une intersection. L'origine de cette arrestation est toujours contestée : les deux officiers de police blancs, Vito Pontrelli et Oscar De Simone¹⁰⁷, indiquent à Smith, d'origine afro-américaine, que ce dernier n'a pas le droit de passage. Dans son rapport initial, la police newarkaise indique que Smith résiste à son arrestation¹⁰⁸. Un rapport subséquent, déposé à la *National Advisory Commission in Civil Disorders* après les émeutes¹⁰⁹, indique plutôt que le permis de conduire de Smith lui avait été auparavant révoqué pour non respect répété du Code de la route¹¹⁰. La nouvelle de l'arrestation de Smith et la rumeur à l'effet qu'il aurait été battu à mort se propagent rapidement dans la ville, notamment grâce aux communications radio des chauffeurs de taxi. Bien que fausse, la rumeur n'est pas infondée puisque Smith a bel et bien été battu, d'abord par les deux officiers puis, une fois au poste de police du *Central Ward*, le district central de la ville, par au moins huit officiers¹¹¹. Des centaines de chauffeurs

¹⁰⁶ Tom Hayden, *op. cit.*, p. 14-15.

¹⁰⁷ Kevin Mumford, *op. cit.*, p. 98.

¹⁰⁸ *Loc. cit.*

¹⁰⁹ Ci-après nommée « Commission Kerner » d'après le nom de son président Otto Kerner, gouverneur de l'État de l'Illinois.

¹¹⁰ Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders, *op. cit.*, p. 61.

¹¹¹ Ronald Porambo, *op. cit.*, p. 101.

de taxi et de résidents se rendent au poste de police où Smith est détenu pour manifester. Des dirigeants des droits civiques locaux provenant notamment du CORE et du NCUP rencontrent John Smith et témoignent des blessures graves qu'il a subies. Cinq jours d'émeutes et d'affrontements entre une population racisée et marginalisée et la Garde nationale font six morts et une centaine de blessés. Un reportage du *New York Amsterdam News* au moment des émeutes rapporte les propos d'un manifestant newarkais :

*We take. For years we take and take. Now, we're tired of taking. You tell 'em we ain't taking no more. We're dying, too. I don't care nothing about dying. I'm hardly living. I'd just as soon die here as in Vietnam. If I die I won't know nothing about it*¹¹².

3.9 Conclusion

L'arrivée de militants de SDS qui s'organisent sur des bases locales avec l'assistance d'organismes comme le CHNC, d'une part, contribue au dynamisme militant newarkais et, d'autre part, se heurte à des obstacles systémiques considérables. En premier lieu, SDS doit rapidement changer ses priorités, ayant identifié le sous-emploi comme fer de lance de son action alors que le problème du logement est celui qui préoccupe les citoyens de *Clinton Hill* et du *Central Ward*, là où SDS cherche à s'implanter. C'est par l'enjeu du logement que les problèmes du racisme systémique et de l'exclusion de la communauté afro-américaine du pouvoir newarkais sont le plus vivement vécus.

Si la création du NCUP permet à SDS de s'implanter concrètement à Newark, les défis que posent la gestion d'une large coalition apparaissent rapidement :

¹¹² George Barner, « Newark's Answer... 'We Ain't Taking No More' », *New York Amsterdam News*, 22 juillet 1967, p. 1.

multiplication des services et des actions, multiplication des objectifs et, conséquemment, une augmentation des besoins et des ressources. Tout en cherchant à demeurer une organisation indépendante du pouvoir, le NCUP cherche néanmoins à obtenir des ressources financières auprès d'instances gouvernementales dont elle est en même temps critique. De plus, si le NCUP sert d'organisation parapluie, ses composantes demeurent relativement autonomes dans leurs objectifs et leurs actions. En ce sens, le maintien d'un certain équilibre exige des ressources politiques considérables.

Malgré l'organisation de mouvements militant pour les droits civiques et la fin de la ségrégation, notamment en matière de logement, c'est une administration municipale toujours dirigée par des Blancs qui propose, en dépit de toutes les représentations, manifestations et organisations, le déplacement de 25 000 personnes en 1967. Le NCUP ne survit pas aux événements de l'été 1967, étant largement dépassé par des organisations soit déçues de l'expérience newarkaise « interracial » (comme le CORE), soit s'étant déjà largement définies et constituées exclusivement sur des bases afro-américaines. Après les événements de 1967, les organisations militantes sont largement résistantes à tout compromis et l'« interracialisme », n'ayant pas réussi à apporter des changements substantiels dans les structures politiques ou le domaine du logement, est abandonné en tant que principe organisationnel. L'élection de Kenneth A. Gibson en 1970, premier maire afro-américain de Newark (et d'une grande ville du nord-est étasunien), repose sur l'unité des mouvements populaires afro-américains, y compris certaines organisations largement impliquées dans le NCUP, tels que le CORE, et des activistes comme Robert Curvin.

CONCLUSION

L'arrivée massive d'Afro-Américains transforme radicalement la démographie newarkaise après la Seconde Guerre mondiale, mais en raison de pratiques discriminatoires, les structures du pouvoir municipal restent presque entièrement entre les mains de Blancs. Nonobstant les victoires juridiques, et certaines avancées politiques, notamment avec le *Civil Rights Act* de 1964, la vie quotidienne des Afro-Américains ne s'améliore pas de manière substantielle. Malgré l'organisation de mouvements militant pour les droits civiques et luttant contre la ségrégation, notamment en matière de logement, c'est une administration municipale toujours dirigée par des Blancs qui propose, en dépit de toutes les représentations, manifestations et organisations, le déplacement de 25 000 personnes en 1967.

En effectuant nos recherches préliminaires, nous avons constaté que l'historiographie est divisée en deux perspectives d'étude, l'une portant davantage sur les politiques d'urbanisme et l'autre abordant principalement l'étude des mouvements sociaux. Nos recherches ont tenté de resituer dans leur environnement sociopolitique certains des mouvements sociaux pour lesquels l'enjeu du logement était l'une des principales préoccupations. Nous avons cependant été confronté à des difficultés d'articulation que nous avons tenté de surmonter en établissant, dans un premier temps, un cadre théorique nous permettant d'aborder notre sujet en maintenant une certaine cohérence.

Nous avons présenté le cadre théorique sur lequel nous nous sommes appuyés pour établir et analyser notre corpus historiographique. Suivant les remarques du

sociologue étasunien Robert Ezra Park sur ce qu'il appelait, à son époque, les « *aires naturelles*¹ », notamment établies sur une base de ségrégation raciale, nous avons identifié trois éléments d'analyse : la géographie urbaine, une culture raciste et les relations de pouvoir en découlant. À partir de cette perspective, deux éléments fondamentaux ont guidé notre analyse : le concept du racisme systémique et celui du droit à la ville. En ce qui a trait au concept de racisme systémique, nous avons fait appel à David Theo Goldberg afin de comprendre les forces de ségrégation raciale qui subjuguent les Afro-Américains newarkais.

Dans l'introduction de notre premier chapitre, nous avons présenté la problématique de notre étude. Elle se déploie en deux temps. Au préalable, nous avons indiqué qu'il était essentiel de comprendre l'environnement newarkais afin de saisir non seulement le contexte des émeutes, mais surtout le développement d'une dynamique urbaine ayant favorisé la paupérisation des Afro-Américains newarkais. Nous nous sommes posé la question suivante : comment ces politiques d'habitation ont-elles spécifiquement visé les Afro-Américains? Ensuite, nous avons cherché à comprendre comment les résidents ont cherché à y répondre. L'historiographie des mouvements pour les droits civiques témoigne d'une nouvelle dynamique en ville à compter des années 1960. Nous avons donc cherché à comprendre dans notre troisième chapitre comment l'organisation de mouvements autonomes a pu à la fois constituer une critique et offrir une solution de rechange à un appareil politique reposant sur la cooptation et la soumission des minorités ethniques et politiques. En somme, le contexte social des années 1960 et les luttes pour la libération ne peuvent être étudiés indépendamment des politiques ayant permis la construction d'un environnement ségrégé.

¹ Robert E. Park, « La ville comme phénomène naturel », *op. cit.*

Notre étude sur l'appareil législatif, juridique et économique qui permet la transformation de Newark en une cité ségréguée repose sur un bilan historiographique comprenant des études historiques ainsi que des témoignages de première main et des documents d'archives. Bien entendu, Newark n'évoluant pas dans un vide politique ou législatif, nous avons étudié les différentes législations fédérales qui ont influencé le développement urbain de Newark.

Les premières interventions fédérales substantielles en matière d'habitation se font lors de la période du *New Deal*, avec la création de la *Home Owners Loan Corporation* (HOLC) le 13 juin 1933, chargé du refinancement des prêts hypothécaires précaires, et avec le *Housing Act* de 1934 qui permet au gouvernement fédéral d'assurer les prêts hypothécaires. Ces deux initiatives fédérales sont motivées par le désir de relancer l'activité économique. *A contrario*, le *Housing Act* de 1937 contribue au développement de puissantes agences d'habitation municipales, comme la *Newark Housing Authority* (NHA), leur rôle dans les projets de *slum clearance* et les conditions de financement des projets d'habitation en imposant un ratio d'une unité d'habitation publique construite pour chaque unité insalubre détruite. Comme nous l'avons vu, cette règle aura comme conséquence une densification des populations sans pour autant offrir un accroissement du nombre d'unités d'habitation.

Cet état de fait est reconnu à l'époque, comme l'indique un témoignage au Congrès – repris par l'historien Kenneth Jackson – où un responsable de la *United States Housing Authority* (USHA) annonce que l'objectif recherché n'est pas l'accroissement du parc immobilier. De plus, la participation des municipalités aux programmes d'habitation publics étant volontaire, la majorité des villes de banlieue refusent d'y adhérer, contribuant à la densification de la population urbaine afro-américaine. Les villes se servent même des lois pour accroître la ségrégation. Comme le démontre Jackson, les directions des autorités municipales d'habitation sont essentiellement composées de représentants politiques et économiques dont la

principale préoccupation est la valorisation des valeurs foncières par l'élimination des bâtiments insalubres et le népotisme aux firmes de chantier. À cet égard, les principaux individus représentant la communauté impliquée dans les programmes newarkais de redéveloppement urbain représentent davantage les intérêts immobiliers que les résidents, principaux intéressés par les enjeux d'habitation publique. De plus, les législations ne garantissent pas une intégration raciale des logements.

Nous avons vu l'importance des cours de justice à travers trois décisions déterminantes, soit *United States v. Certain Lands in City of Louisville, Jefferson County, KY., et al.* de la Cour fédérale pour le district Ouest du Kentucky en 1935 ainsi que les arrêts de la Cour suprême des États-Unis, *Shelley v. Kraemer* de 1948 et *Reitman v. Mulkey* de 1967. La première décision a un impact déterminant sur le *Housing Act* de 1937, en ce qui a trait à l'interdiction du gouvernement fédéral de recourir lui-même à l'expropriation, ce qui a comme conséquence de renforcer le pouvoir des autorités locales comme la NHA. La seconde décision interdit l'application officielle des clauses restrictives (*restrictive covenants*) par les différents paliers de gouvernement, sans pour autant en interdire la pratique. La troisième décision invalide finalement toute disposition légale discriminatoire en matière d'habitation après une saga politico-juridique en Californie.

Au contexte législatif s'ajoutent une série de pratiques discriminatoires, qui sont soit mises de l'avant par certaines institutions publiques, soit l'œuvre de citoyens privés. Le *redlining* est une de ces pratiques institutionnelles. Nous avons vu que les quartiers centraux de Newark reçoivent la cote la moins désirable des institutions de financements publiques et privées, alors que les quartiers de banlieue, qui sont homogènes sur le plan ethnique, reçoivent la meilleure.

La *Veterans Administration* (VA) amplifie la ségrégation raciale en refusant une égalité d'accès au logement, y compris dans la région de Newark, comme nous

l'avons rapporté avec un article du *New Jersey Afro-American* de 1949. La Cour suprême de l'État du New Jersey rend un arrêt interdisant la présélection sur une base raciale des candidats locataires. Toutefois, le temps et les ressources pour les organisations de défense des droits civiques démontrent une disproportion entre les moyens législatifs et institutionnels qui favorisent la ségrégation et les moyens pour faire valoir une réelle égalité d'accès au logement.

À Newark, le développement de la puissante NHA est chapeauté par Louis Danzig, qui voit à ce que les projets d'expropriation et de construction immobilière soient adoptés le plus rapidement possible pour empêcher à toute opposition de s'organiser de manière significative. Nous avons vu dans les extraits de témoignages de Danzig aux audiences de la *U.S. Commission on Civil Rights* de 1962 à Newark que la NHA ne considère pas nécessaire, voire désirable, d'impliquer les résidents dans le processus de réalisation des projets d'habitation. L'étude de Harold Kaplan nous permet aussi d'analyser le fonctionnement interne de la NHA et les stratégies agressives de développement immobilier, de même que la grande autonomie dont dispose l'agence à l'égard des responsables politiques locaux.

Si d'un côté l'accès au crédit hypothécaire est quasi-impossible pour les Afro-Américains, ceux qui ont l'occasion d'acheter une propriété sont confrontés à la pratique du *blockbusting*, où les ménages blancs vendent leur propriété à rabais à des promoteurs immobiliers qui la revendent à gros prix à des acheteurs afro-américains. Dans d'autres circonstances, les promoteurs immobiliers subdivisent leurs nouvelles propriétés pour les louer à des ménages afro-américains, densifiant davantage les quartiers.

La discrimination et la ségrégation raciale sont renforcées par un appareil politique local corrompu et dont l'équilibre repose sur la cooptation des minorités et des opposants politiques. Des élus afro-américains témoignent de l'importance du crime

organisé dans les structures, notamment Irvine Turner, le premier élu afro-américain du *Third Ward* newarkais en 1941. Il explique que dès le soir de son élection le principal chef criminel du New Jersey, Abner Zwillman, par l'entremise de son avocat, écrit son discours de victoire et lui propose des vêtements plus professionnels.

Le crime organisé est impliqué dans la nomination des hauts fonctionnaires, la nomination de certains officiers de police, l'assignation de différents projets immobiliers aux entrepreneurs chargés de leur réalisation ainsi que la désignation des travailleurs autorisés sur les chantiers. Cette implication est connue, au point où un jury d'accusation (*grand jury*) indique clairement son manque de confiance en la capacité de la police Newarkaise à enquêter sur le crime organisé.

La cooptation de l'appareil politique est incarnée par Irvine Turner. Proche du maire Addonizio, son élection s'explique largement par le découpage favorable des cartes électorales (*gerrymandering*) en fonction des zones de résidence des minorités raciales. Il adoptera d'ailleurs une ligne dure envers les nouvelles organisations des droits civiques des années 1960, autonomes des mouvements historiques comme la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP) et indépendantes du pouvoir politique.

Développé par le sociologue français Henri Lefebvre, le concept du droit à la ville repose sur une analyse de la ville comme processus politique, ou processus de production de l'espace, et favorise sa prise en charge par et pour les habitants. Ce concept nous a aidés à saisir la remise en question radicale des structures et processus de pouvoir qui gouvernent la ville. Dans un article publié en 2008 dans la revue *New Left Review*, le géographe britannique David Harvey résume ainsi le concept du droit à la ville, qui participe d'un processus de transformation collective :

The right to the city is far more than the individual liberty to access urban resources: it is a right to change ourselves by changing the city. It is, moreover, a common rather than an individual right since this transformation inevitably depends upon the exercise of a collective power to reshape the processes of urbanization².

Le racisme systémique pervertit les relations entre individus ou groupes qui, autrement, se trouveraient des affinités. C'est en réponse à cette division que se créent des mouvements où l'« interracialité » (*interracial*) est mise de l'avant dans une lutte à la fois contre la ségrégation raciale et les disparités économiques.

L'émergence de ces nouveaux mouvements survient à un moment où les organisations traditionnelles de défense des droits civiques, comme la NAACP et la *Urban League* (UL), semblent s'essouffler et, tout en maintenant des recours juridiques essentiels, ne semblent plus répondre aux exigences politiques d'une nouvelle génération de militants. À cet égard, bien qu'il soit formé en 1942 et qu'il puisse être considéré comme une organisation traditionnelle, le *Congress of Racial Equality* (CORE) opère un changement d'objectifs et, conséquemment, de stratégie politique qui permet à de nombreux jeunes militants de s'y trouver leur compte. Ces derniers rompent avec les militants et leaders plus anciens, comme en témoigne Robert Curvin.

La nouvelle génération de militants opère une stratégie sur plusieurs fronts, soutenant des candidats indépendants aux élections, faisant appel aux ressources politiques et financières des syndicats traditionnels, organisant des manifestations et des occupations tout en développement des services communautaires et de représentation juridique en matière de droit du logement. *Students for a Democratic Society* (SDS) est créé en janvier 1960 à Ann Arbor au Michigan. Tom Hayden représente SDS lors

²David Harvey, *op. cit.*

de la création d'un chapitre newarkais en 1964, avec l'aide d'une organisation locale déjà implantée, le *Clinton Hill Neighborhood Council* (CHNC). Les deux organisations sont à l'initiative de la coalition du *Newark Committee on Full Employment* (NCOFE), qui regroupe d'autres organisations militantes, dans une perspective avant tout d'égalité économique.

Des dissensions au sein de la direction apparaissent rapidement, notamment entre les responsables du CHNC et de SDS, quant aux orientations et aux stratégies de NCOFE. Nous avons aussi vu que SDS cherche à mettre en pratique des concepts encore essentiellement théoriques pour ses membres. Ses militants newarkais sont étrangers à la ville et à sa dynamique, ne proviennent pas de milieux ségrégués, et l'organisation a largement sous-estimé l'étendue de la marginalisation raciale. Le NCOFE implose rapidement, mais l'idée d'une coalition rassemblant les forces d'opposition demeure et contribue à la création du *Newark Community Union Project* (NCUP) peu après la disparition du NCOFE. Le slogan choisi par NCUP témoigne de la place centrale qu'occupe la question du logement : « *We declare war on rats, roaches, and ridiculous rent* ».

Comme nous l'avons mentionné plus haut ainsi que dans la conclusion de notre troisième chapitre, les défis que pose la gestion d'une large coalition apparaissent rapidement. En rétrospective, le NCUP semble s'enliser dans la routine associée à la gestion de ressources financières et communautaires. La fatigue des militants peut avoir joué un rôle déterminant dans la poursuite des activités d'une organisation dont les gains politiques majeurs se font attendre. S'ajoute l'émergence d'organisations alternatives, radicales sur le plan du nationalisme afro-américain, qui semblent offrir une solution de rechange politique crédible pour bon nombre d'activistes newarkais au lendemain des émeutes de 1967. C'est sur ces nouvelles organisations que Kenneth Gibson s'appuie pour son élection comme premier maire afro-américain de Newark en juillet 1970.

Malgré tout, selon Robert Curvin, dont la participation à l'administration Gibson est à l'origine de sa thèse doctorale publiée en 1975, l'enracinement du crime organisé et les problèmes socioéconomiques des Newarkais demeurent des obstacles insurmontables pour une administration qui ne peut changer durablement la dynamique générale de paupérisation et d'exclusion économique. Une étude subséquente pourrait porter sur l'expérience continue de marginalisation et d'exclusion des Afro-Américains de Newark malgré l'élection successive d'administrations municipales dirigées par des Afro-Américains progressistes. L'expérience politique newarkaise pourrait finalement bien faire l'objet d'un récit politique inusité dans les prochaines années avec la candidature présidentielle pour 2020 du sénateur Cory Booker, maire de Newark de 2006 à 2013.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Fonds d'archives

Schomburg Center for Research in Black Culture (New York Public Library, New York)

- Congress for Racial Equality Papers Addendum, Community Relations Dept. (Newark-Essex CORE Chapter, 1963-1964), R. 13 & R. 14 (Sc. Micro R-4021).
- The Student Non-Violent Coordinating Committee Papers, 1959-1972 – 1963, 1964, 1965, 1967 – R. 58 à R. 68 (Sc. Micro R-4020).

Newark Public Library (Newark)

- Douglas Eldridge Collection (MG Eldridge (Main)), 1965-1969, 4 boîtes Hollinger (boîtes n^{os} 3 et 4).

Tamiment Library & Robert F. Wagner Archives (New York University, Bobst Tamiment Library, New York)

- Newark Community Union Project, Oral History Project. – Février à juin 1965. – 0,6 mètres de documents textuels.
- The Students for a Democratic Society Papers – 1958 à 1970 – 41 bobines microfilms (35 mm.), 5 boîtes – 1,5 mètres de films (années consultées : 1964-1966), PE.035.

Journaux

Support microfilm au *Schomburg Center for Research in Black Culture*

- *The Michigan Chronicle* (1943, 1944)
- *The New Jersey Afro-American* (1941, 1949, 1950, 1951, 1953, 1966, 1967)

- *The New York Age* (1941, 1942, 1943)
- *The New York Amsterdam News* (1966, 1967)
- *The Newark Evening News* (1966, 1967)

Accès Internet via la *New York Public Library*

- *The Boston Globe* (1966)
- *The Chicago Defender* (1967)
- *Newsday* (1967)
- *The New York Times* (1966, 1967, 1982, 1994)
- *The Wall Street Journal* (1966)
- *The Washington Post* (1967)

Sources imprimées

NATIONAL URBAN LEAGUE, *The National Urban League Re-examined: A Policy to Guide the Urban League in its interracial Social Service Program: Statement and Recommendations from the Board Convention of the National Urban League*, 15-17 avril 1955.

SCHWULST, Earl B., *Race and Housing: The Basic American Dilemma*, New York, Urban League of Greater New York, 1959, 11 p.

STUDENTS FOR A DEMOCRATIC SOCIETY, « Port Huron Statement », University of Virginia, http://www2.iath.virginia.edu/sixties/HTML_docs/Resources/Primary/Manifestos/SDS_Port_Huron.html

Sources gouvernementales

HOUSING AUTHORITY OF THE CITY OF NEWARK, *Public Housing Pays Dividends*, Newark, 1945, 10 p.

HOUSING AUTHORITY OF THE CITY OF NEWARK, *5,580 Paper Houses*, Newark, 1947, 24 p.

NEWARK CENTRAL PLANNING BOARD, *The Master Plan for the Physical Development of the City of Newark, N.J.*, Newark, 1947, 142 p.

NEWARK CENTRAL PLANNING BOARD, *Master Plan 1964, City of Newark, N.J.*, Newark, 1964, 127 p.

NEWARK COMMITTEE FOR ECONOMIC DEVELOPMENT, *Newark Will Have Money to Spend!*, Newark, 1944, 15 p.

Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders, The New York Times Edition, New York, E.P. Dutton & Co., Inc, 1968, 609 p.

STATE OF NEW JERSEY GOVERNOR'S SELECT COMMISSION ON CIVIL DISORDER, *Report for Action: An Investigation Into the Causes and Events of the 1967 Newark Race Riots*, New York, Lemma Publishing Corporation, 1972, 202p.

U.S. COMMISSION ON CIVIL RIGHTS, Newark, session des 11-12 septembre 1962, 502 p.

Jurisprudence

14^e Amendement de la Constitution des États-Unis, Legal Information Institute, Cornell University Law School,
<https://www.law.cornell.edu/constitution/amendmentxiv>.

Hills v. Gautreaux, 339 U.S. 284 (1976),
<https://supreme.justia.com/cases/federal/us/425/284/>.

Reitman v. Mulkey, 387 U.S. 369 (1967),
<https://supreme.justia.com/cases/federal/us/387/369/case.html>.

Shelley v. Kraemer, 334 U.S. 1 (1948),
<https://supreme.justia.com/cases/federal/us/334/1/case.html>.

United States v. Certain Lands in City of Louisville, Jefferson County, KY., et al., 9 F. Supp. 137 (W.D. Ky., 1935), <http://law.justia.com/cases/federal/district-courts/FSupp/9/137/2347159/>.

United States v. Certain Lands in City of Louisville, Jefferson County, KY., et al., 78 F.2d 684 (6th Cir. 1935), <http://law.justia.com/cases/federal/appellate-courts/F2/78/684/1506141/>.

Lois fédérales

National Housing Act of 1934 (Pub. L. 84-345, 48 Stat. 847),
<http://www.legisworks.org/congress/75/publaw-412.pdf>.

National Industrial Recovery Act (Pub. L. 73-67, 48 Stat. 195),
<http://legisworks.org/sal/48/stats/STATUTE-48-Pg195.pdf>.

Housing Act of 1937 (Pub. L. 75-412, 50 Stat. 888),
<http://www.legisworks.org/congress/75/publaw-412.pdf>.

Servicemen's Readjustment Act of 1944 (Pub. L. 346, 58 Stat. 284),
<http://legisworks.org/congress/78/publaw-346.pdf>.

Housing Act of 1949 (Pub. L. 171, Title V),
https://bulk.resource.org/gao.gov/81-171/00001EE4_595076.pdf.

Housing Act of 1954 (Pub. L. 83-560, 68 Stat. 590),
<https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/STATUTE-68/pdf/STATUTE-68-Pg590.pdf>.

Economic Opportunity Act of 1964 (Pub. L. 88-452, 78 Stat.),
<https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/STATUTE-78/pdf/STATUTE-78-Pg508.pdf>.

Civil Rights Act of 1964 (Pub. L. 88-352, 78 Stat. 241),
http://library.clerk.house.gov/reference-files/PPL_CivilRightsAct_1964.pdf.

Articles

DAVIES, Tom Adam, « Black Power in Action: The Bedford-Stuyvesant Restoration Corporation, Robert F. Kennedy, and the Politics of the Urban Crisis », *Journal of American History*, décembre 2013, p. 736-760.

HARVEY, David, « The Right to the City », *New Left Review*, n° 58, septembre-octobre 2008, <https://newleftreview.org/II/53/david-harvey-the-right-to-the-city>.

HEVESI, Dennis, « Earl Schwulst, Banker, Dies at 90 », *New York Times*, 19 juillet 1987, <http://www.nytimes.com/1987/07/19/obituaries/earl-schwulst-banker-dies-at-90.html>.

HOFFMAN, Alexander Von, « A Study in Contradictions: The Origins and Legacy of the Housing Act of 1949 », *Housing Policy Debate*, vol. 11, n° 2, 2000, p. 299-326.

LEVITUS, David, « Planning, Slum Clearance and the Road to Crisis in Newark », *The Newark Metro*, <http://www.newarkmetro.rutgers.edu/reports/display.php?id=173>, septembre 2005.

LEWIS, David Levering, « In Memoriam: August A. Meier (1923-2003) », *Perspectives on History* (American Historical Association), <http://www.historians.org/publications-and-directories/perspectives-on-history/september-2003/in-memoriam-august-a-meier>.

MASSEY, Douglas S., « American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass », *American Journal of Sociology*, vol. 96, n° 2, septembre 1990, p. 329-357.

MASSEY, Douglas S., Andrew B. GROSS et Kumiko SHIBUYA, « Migration, Segregation, and the Geographic Concentration of Poverty », *American Sociological Review*, vol. 59, n° 3, juin 1994, p. 425-445.

McDONALD, John F., « Public Housing Construction and the Cities: 1937-1967 », *Urban Studies Research*, 2011, 12 p.
<http://www.hindawi.com/journals/usr/2011/985264/>.

NERBAS, Don, « William Zeckendorf, Place Ville-Marie, and the Making of Modern Montreal », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 43, n° 2, printemps 2015, p. 5-25, <https://doi.org/10.7202/1031287ar>.

OPPENHEIMER, David B., « California's Anti-Discrimination Legislation, Proposition 14 and the Constitutional Protection of Minority Rights: The Fiftieth Anniversary of the California Fair Employment and Housing Act », *Golden Gate University Law Review*, vol. 40, n° 2, 2010, p. 117-127.

PURCELL, Mark, « Excavating Lefebvre: The right to the city and its urban politics of the inhabitant », *GeoJournal*, vol. 58, 2002, p. 99-108,
<http://faculty.washington.edu/mpurcell/geojournal.pdf>.

SASAKI, Yutaka, « "But Not Next Door": Housing Discrimination and the Emergence of the "Second Ghetto" in Newark, New Jersey, after World War II », *Japanese Journal of American Studies*, n° 5, 1993-1994, p. 113-135.

STANSELL, Christine, « Women, Children, and the Uses of the Streets: Class and Gender Conflit in New York City, 1850-1860 », *Feminist Studies*, vol 8, n° 2, été 1982, p. 309-335.

THIND, Inderjit S., Donald B. LOURIA, Rosemary RICHTER, Elizabeth SIMONEAU et Martin FEURMAN, « Infant Mortality in Newark, New Jersey: A Study of Sociodemographic and Medical Factors », *Public Health Reports*, vol. 94, n° 4, juillet-août 1979, p. 349-356.

Monographies et chapitres de livre

BILES, Roger, *The Fate of Cities: Urban America and the Federal Government, 1945-2000*, Lawrence, University of Kansas Press, 2011, 433 p.

COHEN, Lizabeth, *A Consumer's Republic: The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2004, 567 p.

CURVIN, Robert, « Black Ghetto Politics in Newark after World War II », dans Joel SCHWARTZ et Daniel PROSSER (dir.), *Cities of the Garden State: Essays in the Urban and Suburban History of New Jersey*, Dubuque, Kendall/Hunt Publishing Company, 1977, p. 145-160.

GOLDBERG, David Theo, « The Social Formation of Racist Discourse », dans David Theo GOLDBERG (dir.), *Anatomy of Racism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1990, p. 295-318.

GOLDBERG, David Theo, « "Polluting the Body Politic": Racist discourse and urban location », dans Malcolm CROSS et Michael KEITH (dir.), *Racism, the City and the State*, New York, Routledge, 1993, p. .

GOLDFIELD, David R. et Blaine A. BROWNELL, *Urban America: From Downtown to No Town*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1979, 419 p.

HAYDEN, Tom, *Rebellion in Newark: Official Violence and Ghetto Response*, New York, Vintage Books, 1967, 102 p.

HURLEY, Andrew, *Diners, Bowling Alleys, and Trailer Parks: Chasing the American Dream in Postwar Consumer Culture*, New York, Basic Books, 2001, 407 p.

JACKSON, Kenneth T., *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States*, New York, Oxford University Press, 1985, 396 p.

JACOBS, Paul, *Prelude to Riot: A View of Urban America From the Bottom*, New York, Vintage Books, 1968, 298 p.

JOHNSON, ANN K., *Urban Ghetto Riots, 1965-1968: A Comparison of Soviet and American Press Coverage*, New York, Columbia University Press, coll. « East European Monographs », 1996, 209 p.

KAPLAN, Harold, *Urban Renewal Politics: Slum Clearance in Newark*, New York, Columbia University Press, 1963, 219 p.

KATZNELSON, Ira, *When Affirmative Action Was White: An Untold History of Racial Inequality in Twentieth-Century America*, New York, W. W. Norton & Company, 2005, 238 p.

KUKLICK, Henrika, « L'école de Chicago et la politique de planification urbaine. La théorie sociologique comme idéologie professionnelle », dans Yves GRAFMEYER et Isaac JOSEPH, dir., *L'École de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, coll. « Champs d'essai », 1979 (2004), p. 333-367.

MASSEY, Douglas S. et Nancy A. DENTON, *American Apartheid: Segregation and the Making of the Underclass*, Cambridge, Harvard University Press, 1993 (2001), 292 p.

MEIER, August et Elliott RUDWICK, *CORE: A Study in the Civil Rights Movement, 1942-1968*, Chicago, University of Illinois Press, 1975, 563 p.

MUMFORD, Kevin, *Newark: A History of Race, Rights, and Riots in America*, New York, New York University Press, 2007, 307 p.

PARK, Robert Ezra, « La ville comme laboratoire social » (1929), dans Yves GRAFMEYER et Isaac JOSEPH, dir., *L'École de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, coll. « Champs d'essai », 1979 (2004), p. 167-183.

PARK, Robert Ezra, « La ville comme phénomène naturel » (1952), dans Yves GRAFMEYER et Isaac JOSEPH, dir., *L'École de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, coll. « Champs d'essai », 1979 (2004), p. 185-196.

PARK, Robert E., « La communauté urbaine : un modèle spatial et un ordre moral » (1926), dans Yves GRAFMEYER et Isaac JOSEPH, dir., *L'École de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Flammarion, coll. « Champs d'essai », 1979 (2004), p. 202-203.

PORAMBO, Ronald, *No Cause for Indictment: An Autopsy of Newark*, Hoboken, Melville House Publishing, 2007, 404 p.

SALE, Kirkpatrick, *SDS*, New York, Random House, 1973, 752 p.

SUGRUE, Thomas J., *The Origins of the Urban Crisis: Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton, Princeton University Press, 1998, 375 p.

TAEUBER, Karl E. et Alma F. TAEUBER, *Negroes in Cities: Residential Segregation and Neighborhood Change*, New York, Atheneum, 1965 (1972), 284 p.

TUTTLE, Brad R., *How Newark Became Newark: The Rise, Fall, and Rebirth of an American City*, New Brunswick, Rivergate Books, Rutgers University Press, 2007, 339 p.

WILLIAMS, Junius, *Unfinished Agenda: Urban Politics in the Era of Black Power*, Berkeley, North Atlantic Books, 2014, 413 p.

Œuvres de fiction

LUCAS, Curtis, *Third Ward, Newark*, New York, Lion Books, Inc., 1946 (1952), 160 p.

ROTH, Philip, *American Pastoral*, New York, Vintage International, 1997, 423 p.

Ouvrages généraux

GOLDBERG, David Theo, *Racist Culture: Philosophy and the Politics of Meaning*, Cambridge, Blackwell Publishers, 1993, 313 p.

JACOBS, Jane, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage Books, Random House, 1961 (1992), 458 p.

LEFEBVRE, Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Economica, 1968 (2009), 135 p.

Thèses doctorales

CURVIN, Robert, *The Persistent Minority: The Black Political Experience in Newark*, Princeton, Thèse de doctorat présentée à l'Université Princeton, 1975, 244 p.

GERWIN, David Milton, *The End of Coalition: The Failure of Community Organizing in Newark in the 1960s*, New York, Thèse de doctorat présentée à l'Université Columbia, 1998, 182 p.

Documentaire

BONGIORNO, Marylou, dir., *Revolution '67*, coproduction Bongiorno Productions Inc., Independent Television Service, POV/American Documentary Inc., WSKG, 2007